Tome XXIII. N° 14. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Octobre 1925.

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Préfaces

I

Quel admirable et plaisant petit livre (1) nous apporte M. des Hons! Il est tout en citations d'Anatole France et de Jean Racine, les plus beaux vers de notre langue, la prose la plus délicieuse, et, de texte en texte, il nous conduit à découvrir que l'auteur de *Thaïs* et de *Leuconoé* parlait, pensait, sentait dans l'air spirituel de l'auteur d'*Athalie* et de *Bérénice*, qu'il se nourrissait de son souffle et qu'enfin, comme au texte sacré : *in eo vivebat.* Tout son être empruntait les vertus de sa vie et de son mouvement, à ce maître, à ce dieu de la poésie et de l'âme. M. des Hons fait voir et fait toucher comment quelques-unes des phrases les plus belles, les plus personnelles (mais oui, les plus caractéristiques) de France ne cessent d'accuser ces vestiges étincelants d'une perpétuelle possession racinienne.

Cependant l'évidence ne sera pas avouée de sitôt! Je ne crois pas qu'on laisse M. des Hons achever. Comme on l'interrompra! Comme au premier rapprochement qu'il

(1) Ces pages serviront de préface au livre de M. Gabriel des Hons, *Anatole France et Racine.*

fera, le Romantisme et le Mercantilisme de notre temps s'accorderont pour s'étonner de ces scandaleux plagiats. Eh! quoi, prendre sans dire! Emprunter sans payer! Assurément, ceux qui ont l'habitude et le maniement de la pensée de France ne seront pas émus. Ils savent que le maître a écrit dans sa *Vie littéraire* la plus paisible apologie du plagiat où tout le nécessaire est dit. Cela ne m'empêchera pas de conter à l'appui une historiette assez longue, telle qu'elle m'est arrivée et peut arriver à mille autres.

* * *

Un soir de l'autre hiver, nous étions chez Jacques Bainville. Un homme politique, dit :

« Écoutez une belle image de Bossuet. »

Cet ancien ministre, humaniste et fort beau lettré, récita un morceau sublime du *Sermon sur l'ardeur de la Pénitence :*

« Mais (c'est le pécheur qui parle), mais laissez apaiser cette passion : après j'irai à Dieu d'un esprit plus calme. Voyez cet insensé sur le bord d'un fleuve qui, voulant passer à l'autre rive, attend que le fleuve se soit écoulé ; et il ne s'aperçoit pas qu'il coule sans cesse. Il faut passer par-dessus le fleuve : il faut marcher contre le torrent, résister au cours de nos passions et non attendre de voir écoulé ce qui ne s'écoule jamais tout à fait. »

A ces mots, chacun s'écria : Quelle force, quel nombre, et quel magnifique pittoresque moral! Pour dresser la statue brillante du pécheur insensé, assis devant son vice et le laissant couler au lieu de marcher contre lui, quel autre que Bossuet! Je faisais ma partie dans le chœur. Mais pour éclaircir une préoccupation peu distincte, j'osai prier le généreux citateur de répéter. Il le fit. Mon oreille attardée aux premières douceurs des beautés de détail put se saisir du nœud de la parabole, et, cette fois, l'arrêt fut mis au point sur lequel m'avait fait hésiter l'éclair trop vif des réminiscences obscures.

— Monsieur le ministre, lui dis-je, l'image de Bossuet, c'est le vieux vers d'Horace où le paysan attend que le fleuve ait coulé :

Rusticus exspectat dum defluat amnis...

(Tant il est vrai que les idées de l'homme ressemblent aux autres beautés du monde : elles sont comptées ; de siècle en siècle, leur petit nombre fait courir ses feux dans la nuit...)

— Mais, dit le lecteur de Bossuet, est-ce qu'Horace, par delà l'image physique, énonce un sens moral? Bossuet le lui a-t-il aussi emprunté?

...Je le croyais. Mais pour répondre à la question judicieuse, il eût fallu me rappeler ce qui précède et ce qui suit dans mon poète. Je n'y arrivai point. Rentré pour rechercher le contexte, sa cadence de faux alexandrin me trompa, et c'est les *Odes* et les *Epodes* que je feuilletai inutilement. Alors, comme de juste, j'eus recours au poète et critique spécialiste d'Horace, maître et docteur de toute poésie latine. Notre admirable et cher Frédéric Plessis me répondit en désignant l'*Epître II* du premier Livre, où je lus en effet :

...Vivendi qui recte prorogat horam (1)
Rusticus exspectat dum defluat amnis : at ille
Labitur et labetur in omne volubilis ævum.

Le maître latin fournit donc l'idée sensible et l'idée morale, l'absurde expectative devant le fleuve et l'inertie humaine qui remet à demain le temps de bien vivre, le moment de la conversion. Pendant six à sept lignes, Bossuet s'est montré parasite d'Horace, il a vécu d'Horace, sans honte, rien n'est plus certain.

Avant de nous en étonner, il nous faudrait savoir aux dépens de qui Horace a vécu. Lui a-t-on assez reproché de ne donner que des échos du lyrisme grec ! Lui-même s'en est-il assez vanté ! Lisons toute l'*Epître*. Elle commence par évoquer en termes homériques la morale d'Homère : plusieurs vers y sont traduits ou résumés d'Homère et je voudrais savoir demander à M. Victor Bérard si les poèmes homériques ne fourniraient point, par hasard, quelque prototype de ce paysan, ou, comme devait dire le jeune Musset, de ce « pâtre accroupi » qui « regarde l'eau couler ». Nous aurions alors Horace, Bossuet, Musset : quelle bande de plagiaires ! Il y faudrait peut-être ajouter Homère en personne.

Supposons, en effet, la racine homérique trouvée. On ne pourrait s'y arrêter. Le premier germe est plus ancien. Au

(1) On lit aussi *profugat horam.*

jugement même des commentateurs d'Horace, le poète fait allusion à quelque vieille fable. Mais laquelle? Il faut qu'elle soit née au bord de cours d'eau saisonniers, véritables torrents, comme en encastrent les ravins pierreux de l'Asie mineure ou des Iles, de la grande Grèce ou de notre Provence. Homère en a dans son pays, Horace dans le sien, et dans ces pays-là, si l'imbécile peut attendre que le torrent passe comme une pluie, l'absurdité est ramenée à la mesure humaine. Mais ni Horace, ni Homère n'auraient pris l'initiative d'appeler fleuve un torrent. Non plus qu'ils n'eussent installé le plus stupide des rustiques devant quelqu'un de ces vrais fleuves de Haute Italie, de Thrace ou de Gaule belge dont un été torride réduit si peu le volume d'eau! Il semble bien que le poète, latin ou hellène, ait pris la phrase toute faite dans ce langage populaire où la force des mots étire toujours la pensée sans qu'il y ait de grand dommage parce que le mot s'y use de lui-même rapidement. Passée de bouche en bouche, l'innocente et moqueuse hyperbole produit juste ce qu'il faut d'étonnement pour éveiller le sourire, forcer la réflexion, tourner la rêverie et la dérision en moralité, allier à la liberté de la fantaisie les autorités du bon sens.

C'est donc là le point juste auquel l'image populaire apparaît parfaitement mûre pour le poète artiste qui saura la cueillir. Comme dans cette chanson des *Métamorphoses* dont Mistral tira *Magali*, comme dans ces vieilles ballades qui servirent de point de départ au lyrisme de Gœthe, l'image a cessé d'être brute, mais a gardé toute sa fraîcheur naturelle, et elle tend à rejeter, des floraisons luxuriantes qui l'enveloppent, tout ce qui n'est pas l'utile ou le nécessaire. Ainsi simplifiée, elle circulera de poète en poète, de moraliste en orateur. Le païen, le chrétien ou le libertin la rechercheront tour à tour pour l'exploiter en la pliant à leurs intérêts, irrités ou séduits par son double rayon de paradoxe aigu, de tradition obtuse! Roulant ainsi d'un plan à l'autre, elle y durera en se transformant par le génie divers des langues et des esprits, *in omne volubilis ævum*, comme dit Horace, qui ne dit pas assez. Usée? fanée, desséchée par tous ces contacts? Peut-être pour des yeux grossiers, pour des cœurs superficiels. Mais non pour des esprits sensibles à tout ce que la haute humanité laisse de sa trace brillante aux idées, aux mots ou aux choses. Non pour ceux qui

ressentent dans une image belle et polie par les siècles la voluptueuse phosphorescence et la marque splendide du doigt sacré des demi-dieux. Non, en un mot, pour les bons yeux ni pour le cœur savant d'un futur Bossuet ou d'un jeune Musset du trentième siècle. Ils y prendront le même plaisir et peut-être plus vif qu'au parfum de la rose que vingt générations de chanteurs ne se lassent pas d'incorporer à leur poésie.

Autant dire tout net qu'il n'y a point de véritable différence entre la rose des jardins et celle qui, éclose dans l'imagination des poètes anciens, s'ouvre dans le silence et dans la solitude poudreuse de quelque beau livre : le parterre idéal créé de main d'homme fait une suite très normale aux parterres de la nature qui ne sont pas exempts des communes épreuves de culture et de sélection. A quoi pensent ceux qui peuvent instituer une distinction radicale entre la fleur qu'on lit et la fleur qu'on respire? Celle-ci vit. Est-ce que l'art ne vit point? Toutes les deux sont faites pour enchanter et pour inspirer les hommes nouveaux au fur et à mesure que leur race s'accroît et que leur patrimoine s'étend. Si les Modernes obtiennent une avance sur les Anciens, c'est qu'ils ont derrière eux un plus grand nombre d'êtres dont le labeur a augmenté le royaume de leur usage, les espaces de leur plaisir. Les derniers venus seraient sots de limiter l'art ou le génie en se privant des matériaux ennoblis et perfectionnés par tout ce qu'y ajoute le travail de l'esprit humain. Au contraire, tout leur conseille d'en tirer parti pour des effets inespérés, par des mises en œuvres nouvelles. L'art et la nature vivante sont des points de départ équivalents pour l'art nouveau qui crée des natures nouvelles.

Ce qui est arrivé d'une image est le sort d'une infinité d'autres. Ce qu'ont fait Bossuet et Musset d'une idée d'Horace, ce qu'Horace a pu faire d'une locution homérique ou d'un proverbe de l'Apulie a été fait certainement par Virgile et Lucrèce. Racine ne s'est pas plus gêné qu'eux avec eux, ni avec leurs maîtres. Tous ces grands hommes s'estimaient les héritiers du genre humain comme ils étaient copropriétaires de la nature : aimant à travailler de belles matières déjà ouvrées, ils ne jugeaient pas qu'on pût leur interdire l'accès de ce bien de famille. Quand on les interroge, on voit qu'ils jugent agréables et méritoires les emprunts

qui les rapprochent de leurs pères sacrés. Ils font même un effort naturel pour leur ressembler. La ressemblance acquise ne les offusque pas. Elle leur semble précieuse, honorable et fort digne d'eux.

*
* *

Cependant un critique attentif et curieux comme M. des Hons pourrait marquer, à peu de chose près, la ligne et le moment précis où les sentiments de cet ordre ont commencé d'être contestés. Il suffirait de se reporter à certaine Préface de la deuxième ou troisième édition des *Odes et Ballades.* Là apparaissent les mots discrets, mais nets, par lesquels l'auteur essaye d'imprimer à l'esprit public une direction singulière, mais certainement aussi fausse que nouvelle. D'après lui, être grand ne consistera plus à s'unir aux grands. Ce sera de s'en éloigner. Dans le jugement critique comme dans la création poétique, on prodiguera la préférence et l'éloge aux signes sensibles des différences personnelles, adoptées pour les seules marques un peu certaines du génie et du talent.

Le talent était-il sacrifié jusque-là? Ou le génie, persécuté et méconnu? C'est le reproche fait aux doctrines classiques. Elles ne l'ont jamais mérité. Même aux premiers vers de l'*Art poétique*, il est entendu, reconnu, proclamé que la secrète influence du ciel et les prédispositions natives, sans suffire à rien, sont premières et nécessaires en tout. Un élan du fond naturel compose le matériel, donne le mouvement, ce sans quoi il n'y a rien et rien ne peut naître. Ces vérités allaient sans dire. Toutefois, après qu'elles étaient dites et comprises, celui qui possédait en partage la vertu lyrique ou la fougue éloquente ne s'entendait pas recommander, à tout bout de champ, de prendre bien garde d'être d'abord lui-même, de ne se nourrir que de soi, de ne rien emprunter qui eût été rêvé avant lui, bref de travailler tout d'abord à accuser son personnage. Ces mauvais conseils dont les vrais maîtres se détachaient dès l'époque de Baudelaire ont aujourd'hui pénétré l'Université et l'enseignement libre. On les distribue en abondance partout. Défense d'imiter ni de répéter ni de suivre aucun maître ! On prend une bouture, on lui refuse toute possibilité de racine, on lui dit : poussez maintenant... Quelle tyrannie ! Quel dessèchement ! Quelle servile limitation à soi-même ! Et à quel

soi-même menteur ! La volonté de faire saillir et ressortir, pour les faire admirer, leurs caractères propres, a gâté de belles natures. Comment? En leur ôtant toute espèce de naturel et, sous prétexte que tout l'essentiel est dit, en les exerçant à révérer l'accessoire. Beaucoup d'écrivains en sont venus à croire que l'essentiel n'est pas poétique. Il l'est beaucoup plus que n'importe quoi, à la condition d'être perçu et senti par un cœur digne de lui. On a mieux aimé courir l'aventure du rare et de l'incongru. On l'a payé. L'œuvre de Victor Hugo en sait quelque chose. Elle paye la fausse esthétique du Moi absolu. C'est près d'autrui que l'on se trouve. C'est dans le général et le simple qu'éclate le son personnel. L'imitation et la reprise des thèmes anciens n'aura jamais été, chez les maîtres, un esclavage. Mais le goût de se singulariser, de se réinventer sans cesse a fait peser un joug prodigieusement lourd sur des auteurs crus nouveaux et proclamés libres. Ils disent tous que l'art ne peut cependant pas se réduire à insérer des paragraphes de maîtres dans leurs élucubrations... Insérer veut dire greffer. Ne greffe pas qui veut Horace et Homère sur sa prose ou sur ses vers.

Tout lecteur qui voudra se rappeler l'*Épître à Huet* de Jean de La Fontaine et l'*Épître* d'André Chénier à Lebrun, aura le moyen se se faire une idée claire de ce grand sujet. La première fois que je l'abordai, voilà quelque trente ans (1), il me suffit de ramener l'attention du lecteur à ces deux arches de lumière. On n'en sortira qu'ébloui. Anatole France fut pénétré plus que personne de leur clarté. Aussi ne s'est-il jamais fait le moindre scrupule de mêler l'art à la nature, le souvenir des livres au sentiment direct de la vie. Est-ce qu'un Molière, un Dante, un Shakespeare ont procédé autrement? Qu'on ne m'impute pas de comparaison inégale. Je ne veux en venir qu'à poser cette loi : plus un poète est fort, plus il est capable (et tenté) d'assimiler ainsi à sa propre substance la fleur des aînés glorieux.

*
* *

J'en ai fini et n'ai pas touché la difficulté que l'on peut juger capitale : c'est d'un seul auteur, presque d'un seul livre que M. des Hons nous montre Anatole France nourri et

(1) « Le plagiat en littérature » dans mon livre *Barbarie et Poésie*.

imprégné. Mais quoi ! si le modèle est bon? Il n'y en a pas de meilleur que le théâtre de Racine. Sur ce Racine fondamental, Anatole France construit ; Sophocle construisait bien sur Homère. On ne saurait trop rappeler que la critique athénienne, quand elle voulait le louer par-dessus tous les autres, ne trouvait rien de mieux que de l'appeler le plus homérique des poètes.

Au surplus, je propose aux derniers murmurants une expérience : qu'ils lisent Voltaire. Ils trouveront ses vers imbus et comme gorgés du suc de Racine au point que des hémistiches entiers passent de l'un à l'autre sans changement. Il est vrai que la preuve se retourne et joue contre nous : est-ce que les vers de Voltaire ne sont pas tous mauvais? Possible. Non pas sûr. Mais enfin, s'ils sont mauvais, qu'on lise sa prose parfaite : le racinisme y est le même, un peu moins flagrant si l'on veut, mais constant. L'autre jour, étant tombé sur le chapitre du Basilic, je ne pus m'empêcher d'élever la voix pour me lire : « Alors Astarté et Zadig se dirent tout ce que des sentiments longtemps retenus, tout ce que leur malheur et leurs amours pouvaient inspirer aux cœurs les plus nobles et les plus passionnés » et dans cette musique digne des meilleurs « poèmes en prose », il me sembla sentir sourdre le grand poète dont je disais le nom sans pouvoir préciser de référence exacte... Son Bajazet, peut-être?

Enfin avec des yeux qui découvraient son âme...

Non, ce n'est pas cela. Il faudra demander à Dubech, éditeur accompli du tragique parfait. Il faudra aussi conseiller à quelque jeune écrivain d'opérer sur des points choisis de l'œuvre immense de Voltaire, un travail analogue à celui de M. des Hons sur Anatole France (1). La curiosité, la piété, une douce malice peuvent prendre leur part d'une étude de cette sorte. Elle serait bien instructive ! Mais je ne la désire tant que parce qu'elle achèverait la défaite du plus vain et du plus dangereux préjugé. Le naturel ni la raison, ni l'art, ni le génie n'auront rien à gagner si les nouvelles générations restent les prisonnières des erreurs de Victor Hugo. Hugo lui-même dut oublier l'hugolisme pour fabriquer du bon Hugo.

(1) A la bonne heure ! M. des Hons me dit qu'il s'est mis au travail pour montrer combien Voltaire fut aussi nourri de Racine. Voilà ce qui s'appelle un bon et fidèle labeur.

II

Les Français des récentes générations doivent beaucoup, dans tous les ordres, à M. Eugène Cavaignac (1)...

Plusieurs années avant la guerre, cette sereine intelligence et ce beau talent s'étaient, pour ainsi dire, mobilisés au service extraordinaire de la Patrie. C'est qu'ils ressentaient avec force les difficultés du pays et la passion de les résoudre, dans la certitude anxieuse de la vitesse et de la violence fatales des événements. Citoyen avant tout, M. Cavaignac avait couru au plus pressé : à ce rempart où l'espéraient les Barrès, les Vaugeois, les Léon Daudet, et là, penché vers l'horizon des chances et des risques, il s'était préoccupé de l'état d'esprit des Français appelés à subir l'assaut imminent.

En effet, devant une Europe qu'agitaient des populations plus ou moins enivrées de leurs fastes barbares, nos Français héritiers de la plus brillante des civilisations ne pouvaient opposer aux récits légendaires de l'ennemi ou du rival, de l'envahisseur ou de l'allié que d'amorphes romans qui diminuaient l'espérance en humiliant le passé. Ces tableaux d'histoire fantasque défiguraient si bien le plus grand nombre de nos ancêtres que les monuments de notre action dans le monde en devenaient incompréhensibles. Comment interpréter les efforts d'expansion de notre race, les chefs-d'œuvre de nos lettres, de nos sciences, de nos arts, comment comprendre Notre-Dame de Paris, le Louvre, Versailles, *Athalie*, si l'on continuait à sacrifier toutes nos anciennes annales au panégyrique d'un siècle, d'un seul siècle, le dernier-né, et plus riche de décadence que de progrès, de pertes que de gains? Au lieu d'un exposé de l'heur et du malheur de la communauté, nos écoles ne faisaient que psalmodier le poème des usurpations d'une secte, des réussites d'un parti.

La rhétorique alimentaire ou doctrinaire des factions avait si parfaitement arrangé, utilisé, canonisé, rendu exemplaire et typique ce récit des cent dernières années de nos convulsions, que le jeune Français y était réduit à

(1) Préface au roman de M. Eugène Cavaignac, *le Silène*.

placer son point d'honneur dans la proclamation des Droits de l'Homme universel, dans l'assassinat de son roi, dans le massacre de ses nobles, de ses prêtres, de ses savants, de ses poètes et de toute la fleur des plus honnêtes gens, le tout accompagné d'une déchéance certaine de sa nation. Carnage dramatique et apostolat romanesque sans doute ! mais qui auront conduit à nous faire battre sur terre et sur mer, à nous laisser envahir cinq fois en cinq quarts de siècle, à perdre notre population, notre influence, notre religion, nos mœurs, notre État politique, et (pour somme définitive) à passer, après une dure et difficile victoire, du premier au troisième ou quatrième plan de la vie de l'univers !

Il faut le reconnaître, cette fable antinationale imposée à l'enseignement national avait fini par languir un peu. Même elle avait versé dans quelque discrédit. L'enthousiasme pour les destructeurs et pour leur ouvrage s'était à la longue amorti comme de lui-même ; cela ne grisait même plus les esprits révolutionnaires. Tels fils de Marx ou de Proudhon, les Guesde, les Lafargue, osaient parfois traiter avec irrévérence les *grues métaphysiques* de 1789. Le peuple était donc mûr pour la vérité lorsque M. Eugène Cavaignac est venu la lui dire.

A la veille de l'invasion il exposa, preuves en mains, que nous avions à relever notre pays, non comme le croyait Déroulède, de l'échec passager de 1870, mais d'une dépression et d'une régression de plus de cent ans qui remontait à Trafalgar et à Aboukir.

Les Français d'avant 1914 ont su de M. Cavaignac comment le bilan de leur fameuse Révolution s'est soldé entre 1799 et 1815 par cette perte de l'empire de la mer qui entraînait la fin de notre hégémonie continentale cinquante-cinq ans plus tard.

Il ne faut pas nous tromper sur la fécondité de la dure vérité avouée.

Ces tragiques lumières répandues courageusement, l'intelligence des revers et de leur cause, l'effort politique et moral qui en résulta, tous ces actes de pure intellectualité patriote auront beaucoup aidé à la constitution de la magnifique jeunesse qui s'est sacrifiée de la Marne à Verdun. Belle idée léonine qui nourrit de sa moelle les plus purs des héros ! S'ils ont eu le mérite immense de la comprendre, et de la vivre jusqu'à mourir pour elle, cet instructeur de pre-

mier ordre leur avait préparé un enseignement digne d'eux. Quand la rude victoire est venue enfin, elle n'a pas surpris M. Eugène Cavaignac. Il l'attendait si bien qu'après avoir payé ses contributions à la connaissance civique, il était retourné presque aussitôt à ses travaux personnels.

*
* *

Depuis fort longtemps, en effet, il s'occupait de tout autre chose. La technique et les matériaux d'une histoire autrement vaste que celle de la France l'absorbaient et le passionnaient. Quelle histoire? Celle du genre humain et, tout d'abord, de l'Homme méditerranéen : un nouvel exposé d'histoire universelle, rajeuni par les acquisitions de la science et de la critique.

Si les heures le permettaient, il serait intéressant de suivre l'analyste et le chronologiste dans ses investigations, le philosophe dans ses conclusions générales. Il ne m'est même pas loisible de résumer l'esprit de cette spacieuse synthèse. Qu'il suffise de dire : là étaient les plaisirs supérieurs, là les directions naturelles de M. Eugène Cavaignac. C'est là qu'il incline et abonde quand il n'écoute que son démon ; là, qu'il goûte les hautes voluptés favorites. Étudier, décomposer pour la refaire par la pensée ou pour la revivre par l'imagination la procession des vieilles tribus et des peuples antiques jusqu'à l'épanouissement de leur descendance moderne, rien ne vaut pour lui cet intime regard promené sur la suite incertaine des âges. Des premières inventions de l'airain et du fer au triomphe définitif des industries qui sont devenues des beaux-arts, une tête encyclopédique, s'imposant de ne rien omettre pour tout confronter et unifier, renouvelait la liturgie de cette religion du savoir dont notre jeunesse fut possédée. Je le constate pour montrer sur quelles tendances d'esprit le patriotisme philosophique avait dû prévaloir pour apporter sa quote-part à la préparation des victoires françaises.

M. Cavaignac avait dû faire une réflexion importante. Il avait dû se dire, comme quelques autres, qu'il n'y aurait pas grande différence entre notre appareil scientifique, artistique, littéraire et le néant par le jour où le rempart français aurait été crevé par la Barbarie : de doctes brigands s'approprieraient notre trésor pour le démarquer, et ce qu'ils

raviraient à la liberté de notre patrie serait aussi perdu pour la liberté de l'esprit et pour l'intégrité du goût ; on sauvait l'univers, on sauvait la science, on sauvait l'esprit pur en s'appliquant d'abord au salut de la France.

*
* *

Ce salut, qui est de nouveau compromis, ne l'était pas encore tout à fait en 1920, lorsque, en marge de travaux austères, M. Eugène Cavaignac publiait, à *la Revue universelle*, son petit roman du *Silène de Néapolis.* Mais la situation de l'Europe eût-elle été déjà aussi sombre, j'avoue qu'il me plairait encore qu'un intellectuel patriote eût donné ce signe charmant des heureux vagabondages de son esprit. Son œuvre générale en devient plus précieuse, plus compréhensible et plus belle. Mais, d'autre part, si le jeu lui-même, si le divertissement de l'esprit porte, à son tour, des traces d'inquiétude civique, si les filigranes du conte trahissent les amères préoccupations d'un temps orageux, la valeur morale du signe sera décuplée : en pleine fantaisie de l'art, le retour brusque au point vital, attestant l'obsession des hauts lieux menacés, mérite d'avertir et de mettre en garde le public le plus endormi. Ce public devra se redire que l'art est bon, que la science est belle, que l'esprit humain est sublime ou divin, mais qu'il doit y avoir encore quelque chose de supérieur à cela, puisque cela, tout cela, est ainsi quelquefois quitté pour une autre chose, qui est toujours la même, à savoir la condition générale du reste... On s'en étonne, soit ! Précieux étonnement où brûle un germe de science : les esprits qui auront le mieux subi l'autorité et goûté le charme du savant devenu conteur seront mis sur la voie de grandes corrections, peut-être de graves réformes, si le petit roman de M. Cavaignac leur manifeste enfin l'une des hautes vérités dont l'homme policé ne se passe point.

La période de l'histoire à laquelle M. Eugène Cavaignac a emprunté le cadre et l'esprit de son conte a toujours été plus ou moins fertile en leçons et en conseils. Cette Cité antique donne même un enseignement plus salubre depuis qu'elle est mieux connue. Bien au rebours du dix-huitième siècle qui emprunta des républiques de la Grèce ou de l'Italie les mots, le costume, le décor en y ajoutant son emphase, la fin du dix-neuvième a préféré reporter son attention sur le

fond, sur le sens des choses et des âmes. Nos lecteurs de Fustel sont devenus aussi sensibles que ceux de Corneille ou de Bossuet, de beaucoup plus sensibles que les lecteurs de Montesquieu, aux véritables causes de la grandeur et de la décadence hellène ou romaine ; il en est ainsi fait des applications lumineuses à quelques-unes des erreurs qui foisonnent autour de nous.

*
* *

Le récit de M. Eugène Cavaignac commence vers l'apogée de l'Empire d'Athènes et il en montre la première déchéance, tout ensemble lente et soudaine comme il appartient à de telles gloires. Cependant voici que Naples et Cumes ont mûri, voici Himère et Syracuse qui sont déjà des villes veuves, la Sibylle conduit leur deuil. Carthage grandit, Rome naît. Comme dit Hérodote, ceux qui florissaient autrefois sont aujourd'hui réduits à rien, ceux qui se mettent à fleurir étaient autrefois peu de chose. S'il y a quelque exception, la règle demeure ; le carnage des uns fait la nourriture des autres dans ce mouvement d'anthropophagie naturelle qui, de siècle à siècle, varie si peu ! Bientôt viendront les temps où Sulpicius, naviguant de l'Ionie vers Rome, confessera à Cicéron l'émotion des mêmes tristesses à la vue éloquente des ruines qui en prophétisent de plus douloureuses : *Que sont aujourd'hui Athènes et Mégare?... Mais que sera demain la nouvelle reine du monde?* Les deux mille ans de révolutions et de reconstructions qui suivirent la rêverie de Sulpicius ont affermi ce sentiment qu'il y a quelque chose qui est sans cesse en train de s'abandonner. Néanmoins l'édification chôme peu. Les jeunes gens et les jeunes filles que préparent la fleur et le fruit des derniers printemps bâtissent aussi leurs maisons, ils savent gréer les navires et les diriger sur la mer ; peut-être quelques-uns connaissent-ils les lois de haute architecture navale qui permettent de vaincre la banale écume des Temps.

Que fait, pour sa part, le *Silène?* Il vit et aime, il engendre des vivants amoureux comme lui, puis il se dispose à périr, par sa condition de mortel. Le héros de l'aventure ne lutte pas toujours contre l'événement. Il cède à la chance et à l'infortune. Cependant une pensée constante le guide. Cette pensée est de la famille de celles qui induisent chaque homme

à poursuivre les figures de son désir, pour cultiver près d'elles le jardin de son espérance. La Cunégonde du *Silène* a nom Parthénopée, mais ni Candide ni Martin ne se mêlent de ses affaires. M. Cavaignac excelle à montrer que les événements qui cernent la vie humaine la dépassent aussi : leur indication ne peut être aussi claire que la toile du transparent voltairien, tout pénétré des splendeurs de l'intelligible. Si l'un ne sait pas très bien ce qu'il fait en épousant sa vieille amie, ni l'autre en poursuivant sa Nausithoë, pourquoi les lecteurs et les spectateurs, pourquoi l'auteur lui-même prétendraient-ils à en savoir plus qu'eux? Le fait est que M. Cavaignac ne se force pas à enseigner. Il s'amuse. Il joue de la fable et des êtres pour le vif plaisir de les voir s'unir, se séparer, se rechercher et se reprendre. Quant au mot de la comédie, que l'on demanderait peut-être à l'historien, à quoi bon presser la nonchalance du fabuliste? Il conte les petits destins qu'il a tressés dans les catastrophes du monde, il soutient l'intérêt des personnes humaines, tel qu'il les voit renaître avant de s'enfuir à jamais.

Cela tient chez le conteur à plus d'une cause, l'une est la liberté du talent, l'autre le grand art de fiction et de vraisemblance né de la haute connaissance de l'histoire, mais d'une histoire émue et sentie. Son tableau des rivages de la grande Grèce est un charme. Le petit cabotage méditerranéen que nos pères ont vu mourir mais que nos grands-pères croyaient admirer pour des siècles, y reparaît dans sa jeunesse radieuse, rétabli dans la joie de son mouvement.

Comme on naviguait lentement ! Et ajouterions-nous, comme on naviguait doucement ! C'est peut-être une erreur de l'imagination, mais ces capitaines des voiliers pré-romains me font penser à ceux des petits bateaux qui allaient de Majorque à Marseille en grand danger d'être surpris par les mêmes corsaires d'Alger ou de Salé, qui avaient capturé Regnard et Robinson,

Le bâtiment vient de Majorque
avec un chargement d'oranges...

Les marins du *Silène* m'apparaissent aussi les frères, et non de beaucoup les aînés, de certain capitaine dont il est question dans une lettre d'Athènes adressée à nos Affaires étrangères par le consul français Gasparri le 27 février 1788, au sujet de la métope du Parthénon dont le catalogue du

Louvre fait honneur à Choiseul-Gouffier, celle qui figure un Centaure enlevant une femme. Comme il s'agit de transporter cet objet en France avec quelques autres débris précieux et que le grand port marseillais n'a pas encore absorbé le trafic de la mer, Gasparri peut écrire : « « Je les ai fait embarquer sur le vaisseau du capitaine Giloux, des Martigues. » Il faut avouer que ce navigateur n'était pas pressé. L'envoi de 1788 mit plus de vingt-huit ans à parvenir en France. Il fit mainte station obscure au Pirée, à Malte, à Thulé de Londres : trois fois plus long et plus lent que celui d'Ulysse, son périple laissa s'accomplir dans le monde plus de révolutions que n'en ont subies Argos et Mycènes au retour du siège de Troie.

Pour revenir à lui, notre *Silène* semble aussi peu éloigné du roi Ulysse que du capitaine Giloux. Même, sa destinée est la nôtre par tous les temps, car elle consiste à pâtir de malheurs qu'il n'a point rêvés : la démocratie grandit dans Athènes, les contremaîtres et les matelots du Pirée font les lois, votent les décrets, le revers des aristocrates permet le règne d'une demi-plèbe et de ses dictateurs qui sont de demi-césars. Sans doute une intelligence populaire plus éveillée, plus mobile, plus libre, aura ainsi forcé les portes de l'État. Mais l'État manifeste à son tour plus de mobilité et d'agitation que de puissance et de durée. On vit pourtant ! On s'accommode ! Toutefois, quelques entreprises inconsidérées abrègent, épuisent et finalement brisent net l'essor vivace de la Cité.

Voilà Nicias en Sicile. Une flotte perdue ! C'est une leçon ! Hé ! Bien faible ! Les générations qui vieillisent sont dures à persuader, celles qui grandissent ignorent les points de départ qui fournissent les traits de comparaison aux vieillards. Attendez, attendons... Mais le va-et-vient des bateaux sur le miroir des mers divines n'attend pas, ne s'arrête pas : tout au plus s'il se ralentit sous le poids des invincibles causes à l'œuvre. L'artisan de l'Économique ne sort pas de l'Économique, il croit que ses besoins naturels commandent des satisfactions qui marquent un niveau constant et conforme aux décrets d'une fixité éternelle ; l'artisan est égalitaire, statisticien, mathématicien. Il raisonne sur le semblable à propos du dissemblable, puis, tout à coup, dès qu'il arrive quelque chose d'un peu nouveau, il crie : on l'écorche, on le tue ! Le cas inopiné l'irrite parce qu'il n'a pas aperçu

les forces vives qui ont déterminé le mauvais détour, le déclin. Cette variation du rythme coutumier, il eût dû s'y attendre, il en est toujours trop surpris. Mais quel homme n'est artisan de l'Économique en cela? Le Silénion de M. Cavaignac se borne à qualifier de dure injustice le sort de l'Attique et de ses citoyens, devenu moins digne d'envie que du temps de ses père et mère. Quant au vieux Silène, il ne s'habitue pas à la différence non plus. Pour un peu, au lieu de s'en prendre aux coupables, il accuserait la Cité. Mais quelle déraison! Il a tout reçu de la ville de Pallas : il lui doit jusqu'à la séduction qu'imposait, malgré sa laideur, l'empire de son éloquence, ses succès d'amour et de gain. Son esprit de calcul, de hardiesse et d'aventure a été formé, orné, embelli, comme irisé secrètement de la douce et forte gloire d'Athènes, toutes ses chances doivent quelque chose au prestige du nom athénien.

Ainsi passe et repasse, à travers les hommes qui meurent, cet invisible feu de leur auréole civile, sujette elle-même à mourir avec tant de lenteur qu'on veut bien la croire immortelle. Elle peut mourir cependant! On disait : *l'Athénien*, comme on dit *le Français* ou *la Parisienne*. Le dira-t-on toujours de même manière? Les hommes et les femmes en feront-ils toujours le même cas dans le reste du monde? S'il y a du déchet, à qui revient la faute ou le démérite?

La question est de tous les temps. Bon gré, mal gré, c'est encore et toujours l'étincelle échappée du foyer de la commune vie nationale qui nous domine. Il n'y a pas d'économie, il n'y a pas de vie privée, il n'y a même pas d'amourette qui tienne! Humainement parlant, l'extension ou le retrait de la grande ombre qu'allonge le Rempart donne la mesure approchée des hauts et des bas de l'énergie et de l'esprit, de la force et du charme, de la volonté et de l'âme, c'est-à-dire, de 999 millièmes des génératrices certaines de tout le tissu des idées et des mœurs. Il n'y a d'exception que pour quelques prodiges ou monstres, héros ou demi-dieux : encore rentrent-ils dans le rang d'une autre façon! Quand l'homme échappe à la tutelle de la loi du rempart, on ne le voit pas aller loin. Mais lorsque cette loi subsiste, l'homme qui la reçoit est armé, est gréé pour essuyer sans trop de pertes la bourrasque et le coup de mer.

CHARLES MAURRAS.

Défense de l'Occident

La Crise.

Le destin de la civilisation d'Occident, le destin de l'homme tout court, sont aujourd'hui menacés. Il ne s'agit pas ici d'un péril imaginaire, ni de ces sombres anticipations où les esprits faibles aiment à s'enfoncer pour nourrir leur dégoût effrayé de l'effort. Il n'y a pas de pire déchéance morale, ni de malheur plus avilissant pour les sociétés que de céder à ces craintes innommées, à cette terreur de l'avenir, qui ne trahissent que les désordres de cerveaux anxieux et défaits par avance. Aussi bien tout ce qui s'efforce de nous modifier, de nous courber, de nous changer de voie, ne cesse de prophétiser notre agonie, de faire appel à nos angoisses, de contester les titres de notre culture, de mettre en question l'essentiel de notre avoir, pour ruiner définitivement les principes de notre humanité. Ces désastreux prophètes, dont les voix conjurées se croisent au-dessus de l'Europe meurtrie, c'est contre leurs entreprises qu'il faut, dès l'abord, nous défendre. Le seul effet certain d'une telle propagande, bien plus soucieuse de renverser l'ordre du monde que de le définir, ne peut être que de rendre l'inquiétude totale, de favoriser l'abandon, d'amoindrir la résistance, de troubler le conseil, de faire perdre de vue les règles de la conservation, les mesures de redressement qui

s'imposent. De tous les maux qui nous affectent, il n'en est pas de plus redoutables que ceux-là.

Mais, pour ne pas céder à ce funeste désarroi où l'être se démet devant l'effort qu'exige sa défense, nous ne méconnaissons pas pour autant les menaces mortelles qui pèsent sur l'Europe. Il n'est pas de tête sagace, d'homme pensant et soucieux de l'avenir, qui ne sente tout ensemble la tragique grandeur du danger et la dure nécessité de servir pour ne pas disparaître. Ce ne sont pas là de vagues conjectures ; les faits sont « clairs, impitoyables », et les choses ont choisi pour nous. Les circonstances, au terme desquelles la civilisation d'Occident risque d'être engloutie ou de tomber en servitude, chacun peut les concevoir : elles « sont dans les journaux » (1).

Il ne s'agit plus, cette fois, de ces prévisions trop précises que des observateurs, attentifs aux accords des idées et des faits, ont pu justement tirer de l'expérience, de la nature des choses et des analogies de l'histoire. La crise de l'Occident, le péril de l'asiatisme, ne sont plus désormais des questions réservées aux seules méditations des hommes de l'esprit. Leur importance est telle, que le train ordinaire de la politique la plus inerte, la plus courte de vues, en est aujourd'hui traversée. Les gouvernants eux-mêmes, si dénués d'imagination qu'on les suppose, si enclins qu'ils soient à méconnaître les réalités spirituelles, à ne pas tenir compte de ces crises de sentiments et d'idées qui s'élaborent au plus intime des âmes où les grands changements historiques se préparent et s'annoncent, les gouvernants semblent soudain s'apercevoir du danger. Quant à l'esprit public, en France, il a fallu la révolte d'un rogui berbère pour qu'il commençât d'entrevoir les significations profondes d'un événement qui importe moins encore par ce qu'il est que par ce qu'il préfigure. Jusqu'alors, les formidables problèmes que pose le réveil des peuples de l'Asie et de l'Afrique, unifiés par le bolchevisme contre la civilisation d'Occident, restaient à peu près incompris. Craignons qu'ils ne deviennent à leur tour les lieux communs d'une idéologie politique sans sévérité et sans rigueur, dont l'impuissance à sauver quoi que ce soit

(1) Le lecteur ici se reportera de lui-même aux pages fameuses et si souvent citées de Paul Valéry : la *Crise de l'Esprit*. Elles sont le point de départ commun de toutes les réflexions sur un tel sujet.

se couvre de ces amples prétextes afin de motiver son embarras et de justifier son inertie.

*
* *

Pour prendre une exacte notion des signes et des choses, les documents abondent. Partout la politique et les idées, les appétits et les mystiques, le spirituel et le temporel, y sont étroitement mêlés. Rien qui ne soit mis en cause et qu'on ne sente prêt à se traduire en actes. Il semble qu'il s'agisse d'un réaménagement total de l'humanité, d'une confrontation de ses idéaux contradictoires, de ses principes de vie dissemblables, de ses connaissances hétérogènes — et cela au milieu de la fièvre des peuples asiatiques, conscients de la discorde de cette Europe dont les « idées » n'auront servi qu'à réveiller leurs instincts, à exaspérer leurs jalousies et leurs défiances.

C'est à l'heure même où les progrès de la technique se flattaient de réaliser l'unité du genre humain que se produit la plus complète rupture d'équilibre qu'on ait jamais connue. Car « le genre humain est moins uni que sous Titus où toutes les races civilisées se groupaient sous les mêmes faisceaux. Le genre humain est moins unifié que du temps de saint Louis où toutes les races chrétiennes étaient fédérées sous la tiare (1). » La facilité des communications matérielles qui devait, selon l'idéologie démocratique, réaliser l'union des âmes, a bien pu uniformiser le monde, elle ne l'a pas uni.

La pensée, asservie aux caractéristiques du tempérament national, étale ses diversités incompatibles. Où sont, demande le philosophe, où sont les « civilisations heureuses de la Grèce antique et de la France d'autrefois, blanches comme l'intelligence, et où, dans le sol le plus national, s'enracinait la pensée la plus universelle et la plus humaine » (2)? Les nationalités, constituées comme autant de schismes, se dressent en concepts antagonistes qui prétendent s'asservir l'essence même de l'esprit. C'est que « la matière est essentiellement diviseuse et que les hommes ne communiquent que dans l'immatériel ». Mais l'esprit lui-même est cruellement « blessé » ; il s'est matérialisé à son tour et semble avoir

(1) Charles MAURRAS, *Kiel et Tanger*, p. 328.
(2) Jacques MARITAIN, *Réflexions sur l'intelligence*, p. 265.

perdu conscience de sa finalité propre. Le progrès mécanique l'a si bien corrompu que rien, parmi les meurtrières rêveries des utopistes, ne peut être comparé à ses résultats positifs. Nous sommes menacés de périr par où nous avons cru vivre. Ce qu'il y a au bout de cette stupide avidité de puissance matérielle qui a détourné l'Occident de sa véritable mission, nous le voyons. « Cerveau d'un vaste corps », dont elle ne commande plus les mouvements, l'Europe est dans un état contre nature, où elle ne saurait rester. La guerre n'aura fait que précipiter le cours des choses. Mais, dès le seuil de cet âge inhumain, Charles Maurras avait prédit les conséquences de ces dégradantes folies : « Tout le dix-neuvième siècle, écrivait-il en 1905, n'a été qu'un effort scientifique, industriel, commercial, en vue d'étendre la portée du pouvoir de l'homme, d'aménager la terre entière, de multiplier la civilisation par les dévouements de la main-d'œuvre barbare... Mais la barbarie n'est point vassale ; elle s'arme, et elle progresse, et elle menace. *La civilisation ne forme pas un faisceau compact et uni;* elle a ses clients, ses mercenaires jaunes et noirs. Les imprudences, les aveuglements vont se payer, comme ils se paient dans l'ordre historique, au prix du sang. »

Vingt années ont passé. L'unité européenne, spirituellement défaite depuis la Réforme, a été physiquement brisée en 1914. Il a fallu près de quatre siècles pour que la grande scission occidentale, moralement accomplie dès le début des temps modernes, politiquement consommée par la Révolution, développât toutes ses puissances de mort. Nous assistons aujourd'hui au tragique épilogue de cette division inhumaine et hideuse. C'est la civilisation, l'idée même de civilisation dont l'Europe se proclamait détentrice, qui se trouve la plus profondément atteinte. Aux yeux de cette partie du monde qui vivait sur l'illusion de notre homogénéité, la civilisation fait figure de vaincue. La guerre l'a rendue méconnaissable.

Communément attestée par tous les peuples que les combats ont mis aux prises, appelée, enrôlée au service de leurs propagandes rivales, la « civilisation » a tout couvert, tout justifié. Chacun des groupes, acharnés à se détruire, ne prétendait-il pas être le seul à la défendre? Et l'œuvre redou-

table s'est poursuivie sous la commune invocation de la même obscure déité. Les justes raisons de la guerre — et qui sont la lutte pour le sol natal, la lutte pour l'indépendance politique — ne semblaient plus des causes suffisantes. Il fallait encore qu'on engageât dans la mêlée les valeurs spirituelles et morales, les philosophies et les dogmes, les traditions et les croyances, qu'on mobilisât, sous des bannières adverses, le Droit et la Justice, toute la troupe des personnes divines. Plus encore que les champs du carnage, ces idoles sont, elles aussi, dévastées. Au milieu du tumulte de leurs voix discordantes, le moins que l'on pût dire, c'est que les mêmes mots ne recouvraient pas les mêmes choses, que ceux qui en faisaient usage ne trahissaient pas seulement leur actuel conflit, mais qu'ils étaient divisés dans leur être même, dans leurs pensées, dans leur âme, sur l'essentiel de la vie, et que la civilisation pouvait bien signifier la matière et le nombre, tout ce qui crée l'antagonisme des appétits, des convoitises, engendre les massacres et les ravages, mais qu'elle ne formait pas ce *bien commun* par quoi elle prétend s'imposer au reste de l'univers. Il en est résulté une crise redoutable, un désordre mental dont on ne saurait encore mesurer les effets.

Plus encore que le spectacle des déchirements de la guerre, celui de la discorde d'une Europe, où toutes les races de l'opinion s'entre-dévorent, a singulièrement affaibli notre prestige de « civilisés » aux yeux des Asiatiques. L'Asie qui, depuis longtemps, souffre de la domination du joug occidental, ne s'est pas seulement réjouie de voir les Européens dénigrés, abattus par eux-mêmes ; elle a retenu les griefs, les accusations qu'une propagande imprudente a répandus jusqu'aux confins du monde barbare. Et le voilà, ce monde, juge et partie dans l'immense procès que nous avons instauré à la face du globe ; il y dépose à son tour et jette dans le débat tous les titres de son passé, dont nous lui avons appris à se souvenir. Nous avons bien pu déposer nos armes, les idées continuent de se battre. Nos idées ne nous appartiennent plus. Les mots dont nous nous sommes servis pour enrôler les mercenaires, pour les convoquer à la défense de la « civilisation et du droit », les mercenaires en disposent et les retournent contre nous. Il était fatal que les choses en arrivassent à ce point.

Tous les voyageurs, tous les étrangers qui vivent depuis

longtemps en Extrême-Orient nous l'affirment : en cinq années les esprits ont plus profondément changé qu'en dix siècles. A l'antique et facile soumission a succédé une hostilité sourde, une véritable haine qui n'attend que l'heure propice pour passer à l'action. De Calcutta à Shanghaï, des steppes mongoles aux plaines anatoliennes, toute l'Asie est travaillée par un sourd désir de libération. La suprématie à laquelle l'Occident était accoutumé, depuis le jour où Jean Sobieski eut définitivement arrêté la ruée des Turcs et des Tartares sous les murs de Vienne, cette suprématie n'est plus reconnue par les Asiates. Tous ces peuples aspirent à refaire leur unité contre l' « homme blanc » dont ils proclament le désastre. Les causes profondes de cet immense recul, Abel Bonnard les a justement définies au terme du récit de son voyage *En Chine :* « En même temps qu'il exerçait une politique de domination, dit-il, l'homme blanc répandait des idées d'égalité ; il fallait qu'un jour ses idées vinssent s'opposer à ses actes. Sans doute les théories et les principes nouveaux restent longtemps vains, comme suspendus en l'air ; et il est vraiment trop commode, pendant certaines époques, de se donner le prestige des idées les plus libérales, en profitant de la solidité d'un monde que le libéralisme n'a point fait. Mais ces temps-là sont finis. Nous vivons dans une époque de sanctions et de conséquences, dans une de ces périodes dramatiques où les mots s'incarnent et veulent se vérifier dans les choses... Ces mots, l'habitude les a amortis pour nous, mais ils retrouvent tout leur effet quand ils s'exercent sur des multitudes plus neuves... Par une conjoncture qui rend le drame plus pressant encore, c'est au moment même où l'homme blanc était sur le point, sinon de revenir des idées auxquelles il a cru, du moins de les soumettre à un examen plus sévère, qu'il voit ces idées lui échapper et l'avantage en être revendiqué par d'autres hommes... Alors que les principes du monde moderne étaient près d'être jugés sur le résultat d'une première épreuve, une autre expérience s'institue plus vaste, plus sommaire encore, véritablement effrayante par son caractère universel. »

***

L'Europe voudra-t-elle se sauver, ou continuera-t-elle de glisser sur la pente d'un général abandon que favorisent

des doctrines négatrices de son être? Se croit-elle immunisée contre les idéaux intellectuels, politiques, mystiques de l'Orient qui profite de l'état de moindre résistance où il l'a surprise pour assoupir sa volonté, corrompre les derniers germes d'unité qui subsistent en elle? Car l'Asie ne cherche pas seulement à susciter la révolte de ses indigènes pour priver notre continent appauvri des immenses ressources qu'elle détient. C'est l'âme de l'Occident qu'elle veut atteindre, cette âme divisée, incertaine de ses principes, confusément avide de libération spirituelle, et d'autant plus prête à se perdre, à se laisser décomposer par l'anarchie orientale, qu'elle s'est elle-même écartée de son ordre civilisateur historique et de sa tradition. Sous prétexte de lui apporter ce dont elle a besoin, c'est à la dispersion définitive de l'héritage de notre culture, de tout ce qui fait que l'homme occidental se tient encore *debout* qu'un certain asiatisme nous dispose. Personnalité, unité, stabilité, autorité, continuité, voilà les idées-mères de l'Occident. Il s'agit de les dissocier au profit d'un ascétisme équivoque, où toutes les forces de la personne humaine se dissolvent et retournent au néant. Il s'agit de faire perdre à l'*homme* ses lignes, qu'il lui a fallu de longs âges, un effort méthodique et persévérant pour acquérir.

Ce nouvel assaut de l'Orient contre l'héritage latin, c'est-à-dire contre tout ce qui nous reste de possibilités d'ordre, de substance protectrice, d'intimes cohésions, devait trouver ses alliés naturels parmi ces nations de formation récente, qui n'ont pas marché du même pas que les autres sur la route de la civilisation humaine et qui ne tiennent que de façon artificielle ou incomplète au corps occidental.

Et d'abord en Allemagne, dont l'esprit perpétuellement hésite entre la mystique asiatique et la latinité, et qui est en état de protestation permanente contre l'idée romaine. Nous avons vu l'Allemagne de la défaite reprendre contact avec l'Orient natal qui présente, avec sa propre pensée, des affinités singulières. Aussi bien nulle ne fut plus ardente à prophétiser « la décadence de l'Occident », dont la maîtrise lui avait échappé; et pendant ces quatre ans (1918-1922) où son désarroi moral fut « sans bornes », toute son idéologie s'est appliquée à gorger l'univers de son propre désenchan-

tement, à cultiver pour les répandre à travers les membres de l'Europe ravagée les germes d'un asiatisme destructeur. Cette obscure volonté de destruction qui passe à travers le fameux livre de Spengler *Der Untergang des Abenlandes* flattait l'individu allemand dans ce goût instinctif qu'il a pour le trouble, pour l'inachevé, pour la chose qui n'est pas, le nouveau qui n'a pas de nom, le chaos d'où tout peut sortir, où l'imagination peut tout rêver, où rien ne possède ni formes ni limites ; et sans doute retrouvait-il dans les vieux textes de la Chine et de l'Inde, cette philosophie contradictoire, aux plans infinis, ce panthéisme idéaliste qui dort au fond de son être et dont le pessimisme était bien fait pour engourdir son orgueil blessé.

Mais cela ne suffirait pas à expliquer la soudaine aversion qu'il montra pour l'humanité occidentale, pour les nations latines où elle s'incarne, pour tout ce que la culture allemande s'était naguère donné tant de mal à comprendre, à imiter, à organiser, suivant une méthode volontaire et tendue. Imagine-t-on qu'après notre défaite de 1870, des penseurs comme Taine et Renan, soucieux des conditions de notre relèvement, aient pu nous conseiller de chercher dans les sentences de Confucius ou de Lao-Tsu les paroles de la vie nouvelle? Si l'Allemand a pu concevoir qu'il se « désoccidentaliserait » d'un même propos délibéré, si on l'a vu s'échapper, se retrancher si aisément d'un monde qui ne lui semblait plus fait pour lui, c'est que la civilisation, le progrès intellectuel, social, moral, qu'elle représente, ne « s'est pas opéré dans la race germanique par un développement interne » (1) ; c'est qu'elle ne fut jamais le produit d'un « progrès indigène », d'un progrès accompli par le dedans. Pour l'Allemand, la civilisation reste une chose d'emprunt, qui ne tient pas à l'essence même de son être, qu'il a reçue du dehors et dont il peut changer, car elle n'est jamais parvenue à se soumettre son individualisme originel. De là sa facilité à se prêter à de nouvelles formes de vie, à recevoir des impulsions contradictoires ; de là sa perpétuelle sédition contre l'ordre du monde, ces renversements historiques qui sont une incessante menace pour les nations plus anciennes et plus complètes, où la culture se conserve

(1) Fustel de Coulanges, cité par Paul Valéry dans *Une conquête méthodique.*

et se transmet comme une longue expérience qu'elles ne sauraient rompre sans dommage.

Le même phénomène — et de façon plus aiguë dans la mesure où sa liaison à l'Occident fut plus fortuite et plus brutale encore, — nous l'observons dans cette Russie qui, après deux siècles d'européanisation forcée, retourne vers ses destins asiatiques, et se dresse et dresse tous les peuples d'Orient contre une civilisation qu'elle n'a subie que par violence, au milieu des résistances les plus âpres. La Vieille-Russie, en ses masses obscures, n'a cessé de s'opposer aux réformes d'un Pierre le Grand qu'elle accueillit dans la terreur, et où elle ne vit, dès l'abord, que l'approche de la fin du monde, la venue de l'Antechrist. Il a fallu « couper des têtes », pour que les raskolniks moscovites acceptassent les idées importées d'Europe par les tsars. Mais ces Asiates ne se sont jamais sentis liés aux destins historiques des autres races de l'Ouest ; et la lutte entre « slavophiles » et « occidentalistes », dont les sanglants épisodes remplissent les annales de la Russie moderne, est en quelque sorte la préfiguration du grand drame qui met aux prises l'Orient et l'Occident. Un tel problème est le problème russe par excellence. On y retrouve tous les thèmes, tous les griefs dont la propagande bolchevik s'alimente pour réveiller les anciennes âmes de l'Asie ; et ce sont ceux-là mêmes que les fatalités conjuguées de la nature et de l'histoire ont imposés à ce grand peuple nomade qui s'appuie d'un côté sur la Chine, de l'autre sur l'Allemagne, et ne sait pas encore pour quel monde il est né. « Nous n'avons jamais marché avec les autres peuples, disait Tchaadaieff, nous n'appartenons à aucune des familles du genre humain. Nous ne sommes ni de l'Orient, ni de l'Occident, et nous n'avons les traditions ni de l'une ni de l'autre. »

Aussi bien l'apport du peuple russe à la civilisation générale a-t-il été à peu près nul. N'oublions pas que la Russie est à peine à cinq cents ans de l'invasion des Barbares, alors que la vieille Europe a subi la même crise depuis plus de quatorze siècles : une civilisation de mille ans plus ancienne met une distance incommensurable entre les mœurs des nations (1). Cette différence fondamentale, voilà le trait dominant qui isole le peuple russe, le situe dans un climat de vide,

(1) Remarque déjà faite en 1835 par le marquis de Custine.

le sépare de l'expérience historique du reste de l'humanité. Il n'a jamais été relié que par l'arbitraire d'un tsar à l'ordre occidental, au monde de la Loi ; ce ne sont pas là des choses qu'on décide par décret. Subitement et sans préparation, on le mit à l'école des Encyclopédistes, puis à celle de la philosophie allemande. On ne lui avait jamais enseigné le catéchisme et l'on prétendait l'initier aux mystères de l'hégélianisme intégral. Ainsi quand la Russie s'est ouverte aux influences du dehors, ce fut pour boire à longs traits les erreurs d'une Europe déjà corrompue, dont rien en son propre fond ne la pouvait garder. Pour n'en pas subir les ravages, il lui manquait cet ensemble de notions générales qui, sous forme de sentiments et d'idées, pénètrent jusqu'à l'air que nous respirons et qui ont déjà fait notre être moral, devant même que nous ne soyons nés. Point de tradition ni de critique, d'expérience ni de prévision ; rien qu'une sorte de naturisme primitif et mystique qui la prédisposait à subir l'ascendant des négations les plus rudimentaires. Elle les accueillit toutes avec une sorte de sombre ardeur logicienne : « Pourquoi ne pas mettre toutes les impulsions humaines en liberté? Pourquoi ne pas réduire toute la planète en morceaux? » Pas de réponse, aucune résistance, mais l'appel d'un instinct, ivre de détruire, et dont la pire idéologie exaspérait les fureurs.

« Mettez un désir russe sous une forteresse, disait Joseph de Maistre, il la fera sauter. » Et Michelet lui-même s'effrayait de la puissance de destruction qu'une nation si mal acheminée constitue parmi le genre humain. « Quand on dit qu'un de nous, Occidentaux, est douteur, sceptique, écrivait-il en 1863, cela n'est jamais vrai absolument. Tel peut être douteur en histoire, qui est ferme croyant en chimie, en physique. Tout homme a ici foi en quelque chose ; l'âme n'est jamais vide. Mais, dans ce monde russe tout ignorant, barbare, qu'on maintient vide d'esprit, et qui le devient de tradition, si cet état durait, si l'homme descendait la pente du doute, rien ne l'y arrêterait, rien n'y ferait contrepoids ou balance ; nous aurions l'effroyable spectacle d'une démagogie sans idée, sans principe ni sentiment ; un peuple qui marcherait vers l'Occident, d'un mouvement aveugle, ayant perdu son âme, sa volonté, et frappant au hasard, automate terrible, comme un corps mort galvanisé qui frappe et peut tuer encore. » Et quelques pages plus haut,

il ajoutait : « Le monde de la Loi a sa frontière où elle fut au moyen âge, sur la Vistule et le Danube... Quand nous admettons la Russie, nous admettons le choléra, la dissolution, la mort. — Quoi ! philosophe, nous dit de sa plus douce voix la jeune école russe qui fleurit dans nos revues, vous vous éloignez de vos frères ! Où est la philosophie? Telle est la propagande russe, infiniment variée, selon les peuples et les pays. Hier, elle nous disait : « Je suis le christianisme. » Demain, elle nous dira : « Je suis le socialisme. »

Aujourd'hui, remontant à ses sources, c'est vers l'Orient qu'elle se tourne, vers cet Orient dont le Russe a l'instinct, hérité du rude maître tatare, vivifié par un contact séculaire et c'est pour dire à ces peuples, bien faits pour lacomprendre : « La Russie tend la main à l'Asie, non pas pour qu'elle épouse son idéal, ni qu'elle partage ses conceptions sociales, mais parce que les huit cent millions d'Asiatiques lui sont nécessaires pour abattre l'impérialisme et le capitalisme européens (1). »

Et par les voies que suivirent jadis « les soldats et les tchinoviks du tsar, des pionniers et des organisateurs d'une autre espèce pénètrent aujourd'hui, en Perse, aux Indes, en Chine, au Japon et en Corée, comme dans le proche Orient. » Ils y apportent ou cherchent sur place la formule expérimentale d'organisation qui convient à leur entreprise : « féconder le nationalisme latent de ces sociétés asiatiques, assujetties à des dominations étrangères, longtemps immunisées contre tout germe du dehors, mais qui parvenues à un point fixe de décadence sont dans cet état d'attente, de prophétisme, de messianisme, de millénarisme, précurseur des grandes poussées migratrices et que la commotion universelle de la guerre a exalté (2). »

*
* *

Tandis que le bolchevisme s'apprête à rouvrir les vieux chemins d'invasion fermés depuis des siècles, l'Allemagne anxieusement s'interroge. Fera-t-elle alliance avec la Russie des Soviets ou cherchera-t-elle à nouveau son point d'appui en Occident? Ces deux tendances sollicitent tour à tour

(1) Paroles de Zinoviev, président du Comité de la III[e] Internationale, au congrès de Bakou, en 1920.

(2) H. Moysset, *Revue du monde slave*, décembre 1924.

un nationalisme identique. Car ceux-là mêmes, parmi ses idéologues, qui l'inclinent vers l'Asie, préparent les voies à une politique réaliste de domination germano-slave. L'Allemagne entend rester occidentale dans la mesure où elle se flatte d'avoir le génie de l'organisation ; et, au plus fort de son désespoir, ne rêvait-elle pas de devenir la Rome qui disciplinerait le néo-messianisme de l'Orient, la Capitale de cette vaste *Eurasie* qui unirait l'est de l'Europe aux steppes asiatiques, à l'exclusion de la latinité déchue? Sur ce dernier point, germanisme et asiatisme russe s'accordent ; et c'est en cela qu'ils constituent un même danger pour l'avenir de la civilisation.

Un tel accord tient en quelque sorte à la nature des choses. On s'est souvent étonné de l'extrême faveur dont le protestantisme jouissait parmi les orthodoxes, alors qu'il aurait dû être haï sur la Néva comme il l'est sur le Tibre (1). C'est que toutes les sociétés séparées se réunissent dans la haine du catholicisme unitaire. Thomas Mann cite avec éloge ce texte où Dostoïevsky montre que l'Allemagne est une vivante protestation contre la civilisation latine imposée par l'Empire romain à l'Europe occidentale — et cela depuis la victoire d'Hermann sur les légions de Varus : « Si, dit-il, les Allemands n'ont jamais exprimé leur doctrine et leur idéal propre pour les substituer de façon positive à la vieille idée romaine, ébranlée par eux, je crois qu'ils seront un jour en situation de prononcer ce mot, rayonnant de nouveauté, et, par là, de prendre décidément la tête de l'humanité supérieure. Lors de la Réforme luthérienne, la voix de Dieu tonna par eux sur le monde pour lui annoncer la libération de l'esprit. La formule de protestation était trouvée, bien qu'elle demeurât négative encore et que la parole libératrice positive ne fût toujours pas prononcée (2). »

Dans cette guerre spirituelle qu'elle a déclarée au genre humain, l'idée russe-bolcheviste devait trouver dans l'idée germanique une sorte de complicité préétablie, de secrète connivence, un même fond d'hostilité permanente à l'endroit des principes de la civilisation latine. Germanisme, slavisme, c'est à ces sources communes que s'alimente tout ce qui est

(1) Cf. Joseph DE MAISTRE : *Du pape*; et *Lettres à une dame russe*.
(2) Cité par Ernest SEILLIÈRE, dans son étude sur Thomas Mann *(les Pangermanistes d'après guerre)*.

en révolte contre l'ordre éternel. C'est à leur contact que toutes les vieilles hérésies asiatiques, toujours prêtes à resurgir, dès que la solidité de l'Europe est atteinte, se galvanisent et réveillent leurs forces assoupies.

D'où vient que sous prétexte de rechercher la « fusion des esprits d'Orient et d'Occident », les messagers de l'Asie, les Tagore, les Okakura, Gandhi lui-même, s'accordent avec ce qu'il y a de plus destructeur dans les doctrines européennes? Il est clair qu'ils connaissent les brèches et cherchent les lignes de moindre résistance spirituelle pour s'introduire dans le corps de l'Occident dissocié. Ce texte de Kokuzo en témoigne de façon décisive ; nous y voyons comment les nationalistes orientaux, formés d'ailleurs dans nos propres universités, utilisent les voies d'accès qui leur sont offertes par ce qu'Ananda Cooromaswamy appelle « la religion de l'Europe moderne, la *religion de l'individualisme idéaliste* : « Notre mission, dit-il, ne consiste pas seulement à revenir à notre propre et ancien idéal, mais aussi à sentir et à ranimer la vie dormante de la vieille unité de l'Asie. Les tristes problèmes de la société occidentale nous incitent à chercher dans la religion indienne et dans l'éthique chinoise une solution plus haute. *Les tendances de l'Europe dans la philosophie allemande et le mysticisme russe se tournent vers l'Orient* et nous *aident* à rechercher ces aspects plus subtils et plus nobles de la vie humaine qui transporteront ces nations elles-mêmes plus près des étoiles dans la nuit de leur abandon matériel (1). »

A prendre par l'idéalisme, disait Lénine pour définir sa propagande parmi la jeune bourgeoisie européenne. Mais cette idéologie spiritualiste vise en fait à notre anéantissement (2). Le même Cooromaswamy, qui a été introduit en France par M. Romain Rolland, cite « ces paroles remarquables » du vicomte Torio : « L'égalité dans la paix ne pourra jamais

(1) Okakura, *les Idéaux de l'Orient*, p. 197.

(2) Cette idéologie s'appuie sur un réalisme politique très précis. On travaille à la constitution d'un bloc asiatique, d'une Grande-Asie, par une alliance sino-japonaise. « L'amitié russo-japonaise, écrivait, il y a quelques mois, un homme d'État nippon, le vicomte Goto, est la clef de cette alliance ; elle fera s'harmoniser les civilisations de l'Est et de l'Ouest. Une entente russo-sino-japonaise fondera la paix du Pacifique sur la liberté et l'égalité. » L'accord russo-japonais est aujourd'hui signé. Dans les *Izvestia*, de Moscou (mars 1925), M. Stieklof annonçait, à ce propos, qu'une ère nouvelle commençait dans l'histoire du monde, ère qui serait marquée par « l'alliance prochaine du Japon, de la Russie, de la Chine et de l'Allemagne. » Le bloc germano-asiatique cherche à se constituer.

être atteinte, tant qu'elle ne sera pas édifiée sur la ruine des États occidentaux disparus. » Un des fondateurs de la Ligue orientale de Tokyo, M. Ikuta Choko, à qui le Japon doit une traduction de Nietzsche, écrivait naguère : « La civilisation occidentale, enfoncée dans le matérialisme... est à la veille de sombrer. Notre ligue n'aura de raison d'être que si elle entreprend de renouveler la vie de l'humanité. *Ce qui s'impose, c'est d'orientaliser encore une fois le monde.* » Et nous lisons dans le manifeste de la Ligue : « La paix et le bonheur ne seront assurés aux hommes que le jour où l'Asie vaincra les Blancs, non pas poussée par la haine, mais seulement par la pensée de les ramener à la justice, à la véritable civilisation qui est spirituelle et non matérielle. »

En réalité, quand les propagandistes de la « connaissance de l'Est » travaillent à réhabiliter la culture et la pensée orientales, à dénoncer l'esprit destructeur de la civilisation d'Occident, ils servent les vues d'une coalition politique, d'où peut sortir un conflit plus inhumain que tous les autres et qui replongerait notre univers dans le néant. C'est sans doute d'une telle anticipation que s'enivre M. Romain Rolland lorsqu'il écrit : « Historien de métier, habitué à voir passer et repasser le flux et le reflux des grandes marées de l'Esprit, je décris celle-ci qui se lève du fond de l'Orient. Elle ne se retirera qu'après avoir recouvert les rivages de l'Europe. » (Préface à la *Jeune Inde* de Gandhi.)

HENRI MASSIS.

Le problème de la Prusse Orientale

RÉFLEXIONS SUR LE PROJET DE LA RECTIFICATION DES FRONTIÈRES ENTRE LA POLOGNE ET L'ALLEMAGNE.

I

Les Allemands ont rendu célèbre « le corridor polonais » qui, à les en croire, serait habité par une population allemande, couperait en deux le territoire allemand, constituerait une des injustices les plus manifestes du traité de Versailles et devrait être sans délai restitué à l'Allemagne. Les communications entre Berlin et Kœnigsberg se trouveraient entravées de ce fait et l'unité politique, nationale du Reich aurait à en souffrir autant que son unité économique.

Examinons ces griefs.

Le fameux « corridor polonais » porte le nom officiel de Palatinat « maritime ». Son nom polonais « Pomorze » (prononcez « Pomojé »), signifie pays des côtes de la mer. Or le Palatinat du Pomojé compte, d'après le recensement de 1921, une population de 932 700 habitants, dont 755 200, soit 81 pour 100, sont des Polonais. Les Allemands n'y forment qu'une minorité de 18,5 pour 100. Ainsi la composition nationale de ce pays témoigne expressément en faveur de l'état actuel des choses. Ce pays polonais appartient à la Pologne.

Par sa situation géographique, le Pomojé présente, il est vrai, la forme d'un corridor qui sépare du gros de l'Allemagne, ou plutôt du gros de la Prusse, une province relativement petite, de 38 467 kilomètres carrés avec 2 228 421 habitants. Cette province, c'est la Prusse Orientale. Jusqu'à 1918, elle avait la forme d'un bras de l'Allemagne tendu vers l'est : aujourd'hui c'est une île entourée par la Pologne, la Lithuanie et la mer.

La mer permet à la Prusse orientale de communiquer en toute liberté avec le reste de l'Allemagne et de la Prusse. Ses communications par terre ne sont pas davantage entravées. L'Allemagne a un droit de transit par le corridor polonais. Elle peut transporter tout ce qu'elle veut en Prusse Orientale, sous la réserve que les wagons resteront fermés pendant le passage en territoire polonais. Un tribunal international siège à Dantzig, à la juridiction duquel sont soumis tous les conflits qui pourraient surgir entre l'Allemagne et la Pologne du fait de ce transit. Or, depuis trois ans qu'il existe, ce tribunal n'a pas eu à connaître une seule affaire de cette nature. En outre, la clause relative à la fermeture des wagons pendant le trajet en territoire étranger est elle-même réciproque. Et c'est ainsi que les trains polonais allant de Poznan à Cracovie passent le corridor allemand de Kreutzburg dans des conditions identiques.

Pomojé a donc de réelles raisons ethniques ; c'est le pays où l'élément polonais, ailleurs refoulé au fond des terres, a su se maintenir jusqu'au bord de la mer. Elle a également des raisons historiques. Si l'on compare la carte actuelle de la Pologne à celle d'avant les partages, on y voit le même « corridor », plus large seulement et augmenté d'un bras, allant vers le sud-est et s'enfonçant au milieu du duché de Prusse (telle était alors la dénomination de la Prusse Orientale). Ce bras, aujourd'hui coupé, c'était la Varmie avec sa capitale Allenstein (Olsztyn). Cet ancien « corridor polonais » avait plus de trois siècles d'existence : il dura de 1466 à 1772. Auparavant, de 1309 à 1466, il appartenait, il est vrai, à l'Ordre Teutonique, mais l'Ordre s'était emparé de ce pays — chrétien depuis longtemps — par une véritable trahison et il s'y maintint en dépit d'un jugement pontifical de 1321 qui l'attribuait à la Pologne.

Si nous remontons plus loin encore dans le passé, nous voyons que le fameux corridor n'est plus un corridor, mais

une partie de la grande province maritime polonaise qui s'étend de l'embouchure de la Vistule jusqu'à l'embouchure de l'Oder — il alla même jusqu'à l'embouchure de l'Elbe — et qui tout entière s'appela Pomojé ; c'est de ce pays que les Allemands ont fait le Pommern, en français la Poméranie. La Poméranie Occidentale, entre l'Oder et l'Elbe, avec l'île de Rügen, était alors un État slave indépendant ; elle avait un commerce développé, des villes, des ports, des artisans ingénieux, des temples magnifiques où, jadis, se célébrait un culte païen slave. L'île de Rügen, avec son temple de Svantevid (celui qui voit le monde), était une sorte d'Olympe slave, et devint plus tard un centre chrétien important. La Poméranie Orientale, entre l'Oder et la Vistule, faisait partie de la Pologne. Elle était située très près du centre de la Pologne primitive et notamment des villes de Guiézno et de Krousvitza, cités sacro-saintes de l'histoire polonaise.

Quant à la Prusse Orientale d'aujourd'hui, c'est-à-dire le pays situé entre l'embouchure de la Vistule et du Niémen (Memel), elle était bien habitée par des Prussiens ; mais ces Prussiens appartenaient à la race lithuanienne, parlaient une langue proche du lithuanien et n'avaient aucune parenté avec les Allemands. Ils ont été presque entièrement exterminés dans la suite par les chevaliers de l'Ordre Teutonique. Leur nom seul a servi au grand maître de l'Ordre Teutonique — lorsque celui-ci a dissous l'Ordre et embrassé le luthéranisme — pour baptiser le nouvel État qu'il fondait.

Le « corridor polonais » d'aujourd'hui n'est donc qu'une très petite partie, adossée à la basse Vistule, de la grande côte de mer jadis polonaise et slave qui allait jusqu'à l'embouchure de l'Elbe.

La Prusse Orientale est une colonie fondée par un ordre monacal, où les classes inférieures se trouvent sous la domination d'une classe dirigeante belliqueuse et hautaine. Et quelles que soient les péripéties de l'histoire, nous allons voir que la Prusse Orientale a conservé jusqu'à nos jours le caractère d'une colonie militaire et aristocratique allemande ; elle est ce qu'elle a toujours été : une sorte de repaire où se concentrent toutes les forces primitives, réactionnaires de la nation allemande qui puisent leur force dans l'indolence et l'intimidation de l'élément indigène.

S'il y a quelque chose à rectifier, ce ne sont donc pas les frontières du corridor polonais. Il y aurait plutôt lieu de rechercher si la Prusse Orientale, jadis colonie de la chevalerie monacale, aujourd'hui colonie de la chevalerie laïque allemande, peut être maintenue telle quelle dans un monde qui n'est plus un monde féodal.

Pour en pouvoir juger, il faut interroger l'histoire, examiner les conditions géographiques, économiques, sociales, la composition ethnique de la Prusse Orientale. Il faut, en un mot, prendre une idée d'ensemble de ce pays qui, bien qu'il soit un des plus importants de l'Europe, a été jusqu'ici assez peu étudié.

II

Les frontières du pays qui s'appelle aujourd'hui la Prusse Orientale ont changé maintes fois au cours des siècles; néanmoins sa partie essentielle est restée immuable. Elle est composée de deux parties distinctes au point de vue morphologique. La partie septentrionale, la côte de mer, est une plaine fertile; la partie méridionale est un haut plateau entrecoupé de lacs. La partie méridionale est aujourd'hui encore couverte de forêts, vestiges de l'ancienne forêt vierge.

Au quatrième siècle de notre ère, ce pays est occupé par les Goths qui émigrent vers le sud et cèdent la place à des peuples de race lithuanienne, communément nommés Prussiens, mais divisés en une quantité de tribus : les Galindiens dans la partie sud-est du pays, les Sassines au sud-ouest, les Sambiens à la rive droite du Pregel (le grand fleuve du pays qui sort des lacs et se déverse dans le Frisch-laf, le port naturel de la mer Baltique), les Natangues à la rive gauche du Pregel, les Bartes au centre, etc.

Au nord-est et à l'est, ces populations sont en contact avec d'autres tribus de race lithuanienne qui ont occupé tout le littoral de la mer Baltique, de l'embouchure de la Vistule jusqu'au delà de l'embouchure de Drina. Au sud, les Prussiens ont pour voisin un peuple de race polonaise, les Mazoures, qui ont occupé la Vistule moyenne et qui, dès le bas moyen âge, forment deux importantes principautés, celles de Plock et de Czersk (Tchérsk). Varsovie ne vint qu'un peu plus tard, portant ombrage à sa métropole Czersk, dont les

magnifiques ruines situées à une vingtaine de kilomètres de Varsovie sont un témoignage de son ancienne puissance. A l'ouest, les Prussiens sont arrêtés par le courant de la basse Vistule. Sur la rive gauche de ce fleuve s'étend un autre peuple de race polonaise, les gens du Pomojé (Pomojanié) qui occupent le littoral de la Baltique jusqu'à l'embouchure de l'Elbe (de la Laba, en vieux polonais et en tchèque contemporain). Les Pomojaniens, que les Allemands ont appelés *die Pommern* (Poméraniens), se divisaient en plusieurs tribus : les Lutitches et Obotrites dans le Meklemburg d'aujourd'hui, les Slovintzes à la rive droite de l'Oder, les Cachoubes, enfin, adossés à la basse Vistule et au littoral de la mer à gauche de l'embouchure de la Vistule. De tous ces petits peuples, les Cachoubes sont les seuls qui ne se soient pas germanisés jusqu'à nos jours, et la minuscule partie de la côte de la Baltique qui appartient aujourd'hui à la Pologne lui a été dévolue non pas en vertu d'un principe historique, mais en vertu d'un principe ethnique, car elle est précisément habitée par les Cachoubes. Ils forment la limite maritime de ce qu'on nomme aujourd'hui le « corridor polonais » et l'annexion de ce corridor équivaudrait à une germanisation forcée du seul vestige « poméranien » qui ait réussi à se maintenir jusqu'ici. Notons en passant qu'à Stettin (mot provenant du substantif *szczecina*, la soie de porc), à Kolberg (en polonais *Kolobrzeg*, auprès du rivage), on n'a cessé de parler et d'éditer des livres polonais jusqu'au dix-huitième siècle.

En résumé, les Prussiens étaient entourés au nord par la mer, au nord-est et à l'est par d'autres peuples lithuaniens, au sud et à l'ouest par les peuples polonais de Mazoures et les Poméraniens. La basse Vistule et le bas Niémen (Memel en allemand) formaient leurs frontières naturelles, ainsi que la mer Baltique au nord ; au sud et au sud-est, leur pays n'a jamais eu d'autres frontières naturelles que des forêts et des marécages.

Les Prussiens se montrèrent particulièrement réfractaires au christianisme. Quand Boleslas le Vaillant, roi de Pologne, leur envoya, au commencement du onzième siècle, un apôtre tchèque, saint Adalbert (Voïtiekh), ils le massacrèrent. Au douzième siècle, cette nation belliqueuse et sauvage menaçait de ses attaques les princes de Masovie qui ne devaient compter que sur leurs propres forces, les princes polonais

étant alors divisés entre eux par leurs propres querelles.

Au commencement du treizième siècle, le prince Conrade de Masovie eut la malheureuse idée d'appeler à son aide l'Ordre Teutonique composé de chevaliers allemands, expulsés de la Palestine et qui cherchaient une terre à dominer. Il leur offrit les terres de Khelmno (Kulm) et de Dobrzyn, en leur imposant de convertir les Prussiens. En 1228, l'Ordre Teutonique prit possession des terres cédées par le prince Conrade de Masovie qui s'installa sur la rive droite de la basse Vistule et entreprit la conquête de la Prusse. Au treizième siècle, cette conquête est terminée, mais les Prussiens sont presque entièrement exterminés. Les chevaliers de l'Ordre sont contraints de favoriser la colonisation polonaise venant du sud, afin de construire des châteaux et de faire la culture des champs. Au nord, sur le littoral de la mer, la colonisation allemande commence, mais elle est surtout limitée aux villes. Un roi de Bohême parachève la folie du prince polonais, aide l'Ordre à subjuguer les Prussiens et fonde la ville de Kœnigsberg (1255, fondé par le roi de Bohême Ottokar) qu'il offre à l'Ordre en élargissant sa domination jusqu'au Niémen (Memel).

Les princes lithuaniens de l'autre côté du Niémen étant trop puissants, l'Ordre porte au commencement du quatorzième siècle, ses conquêtes à l'ouest, et, grâce aux embarras de la Pologne, prend Dantzig (1308) ainsi qu'une bande de terrain sur la rive gauche de la Vistule. Comme Dantzig et le pays de la rive gauche de la Vistule étaient depuis plus de trois siècles chrétiens, l'affaire fut portée devant la papauté ; la Pologne gagna son procès (1321), mais une guerre s'ensuivit qui resta sans résultat. C'est seulement l'union de la Pologne et de la Lithuanie, la fameuse bataille de Grunwald (1410) et finalement la guerre entreprise par le roi Casimir le Jagellon et terminée par la paix de Thorn (1466) qui font rentrer dans la Pologne non seulement le pays de la rive gauche de la Vistule (Poméranie Occidentale) et la ville de Dantzig, mais aussi les terres de Kulm et de Dobrzyn situées sur la rive droite de la Vistule, imprudemment offertes à l'Ordre par le prince Conrade de Masovie, ainsi que la Varmie (1), pays situé également sur la rive droite de la

(1) Aujourd'hui ville principale Allenstein, en polonais Olsztyn.

basse Vistule et s'enfonçant au milieu des terres de l'Ordre.

Pour quel motif la Varmie a-t-elle été cédée à la Pologne? Pourquoi sur les cartes de la Pologne d'avant les partages voyons-nous cette enclave polonaise qui, de la rive droite de la Vistule, s'enfonce au milieu des terres prussiennes? Était-ce une conquête? Si c'en était une, c'était une conquête pacifique, comme la plupart des conquêtes polonaises.

Les terres de l'Ordre Teutonique avaient été divisées en quatre évêchés. Les évêques, nommés par le pape, détenaient le pouvoir spirituel, tandis que le pouvoir administratif était dans les mains des chevaliers de l'Ordre. Le gouvernement de l'Ordre se montrait particulièrement cruel. « Nous irons tous au ciel, disaient les malheureux Prussiens convertis, et nous y persécuterons les Allemands, comme ils nous persécutent ici. » Les évêques qui, au point de vue de la hiérarchie ecclésiastique, étaient des surveillants de l'Ordre virent bientôt que leur rôle se bornait à patronner des persécutions révoltantes. Seul le premier évêque de la Varmie, Anselme (1250-1278), qui lui-même appartenait à l'Ordre et en connaissait parfaitement le caractère, réussit à s'émanciper de sa tutelle. Il prit en main le gouvernement de son diocèse et procéda par des moyens plus humains. Ses successeurs continuèrent cette tradition. Au début du quinzième siècle, quand les cruautés, les pillages et la débauche de l'Ordre eurent atteint le comble, l'évêque de Varmie (Ermeland en allemand), Henri IV (1401-1415), décida de rompre tous les liens avec l'Ordre et de passer sous la domination du roi de Pologne. Dès lors, les évêques de Varmie étaient de droit sénateurs de Pologne ; ils ont conservé cette situation jusqu'à 1772. Ils ont colonisé le sud de leurs diocèse avec le concours des Polonais, le nord avec celui des Allemands. La population de la Varmie est restée jusqu'à nos jours profondément attachée à la religion catholique. Sur la carte des religions, on retrouve aujourd'hui facilement le triangle catholique de la Varmie au milieu de la Prusse Orientale protestante. La composition ethnique de la Varmie n'a pas non plus changé jusqu'à nos jours. A la place des Prussiens « qui sont allés au ciel », il y a des Polonais catholiques dans le sud de la Varmie, aux environs d'Allenstein, et des Allemands catholiques dans le nord de la Varmie, aux environs de Heilsberg, de Braunsberg jusqu'à Elbing.

La paix de Thorn (1466), en rendant à la Pologne la

Varmie, n'a consacré qu'une situation de fait qui existait déjà depuis un demi-siècle. Dans les terres de Kulm et de Dobrzyn, dans la Poméranie Occidentale, la domination polonaise arrivait précédée par de nombreuses révolutions intérieures (« le complot du lézard ») dirigées contre l'impitoyable régime installé par l'Ordre Teutonique.

Après 1466, malgré la défaite et les pertes territoriales, la décomposition de l'Ordre allait grandissante. Son régime de cruauté et de débauche devenait intolérable. C'est alors que les chevaliers de l'Ordre eurent l'idée de choisir pour grand maître Albert de Hohenzollern, frère du margrave de Brandenbourg, neveu du roi de Pologne Sigismond Ier.

La Réforme protestante pénétrait alors en Pologne. De Dantzig elle se répandait dans l'ouest de la Pologne. Le roi Sigismond se voyant impuissant à enrayer le mouvement, saisit l'occasion de le canaliser.

Le grand-maître de l'Ordre, Albert, fils de la sœur du roi, embrassa la religion luthérienne et résolut de transformer l'Ordre Teutonique en duché laïque, en lui donnant le nom de duché de Prusse. L'empereur et le pape indignés voulurent entreprendre une croisade contre Albert, mais Sigismond, roi de Pologne, s'y opposa.

Le 10 avril 1525, eut lieu le fameux « hommage prussien », immortalisé dans un tableau de Mateyko. Sur la grande place de Cracovie, le roi de Pologne Sigismond Ier accepta l'hommage de son neveu Albert de Hohenzollern, lui conféra le titre de duc de Prusse, l'obligea d'accomplir les devoirs d'un vassal et déclara tolérer sa religion luthérienne. Ainsi naquit la Prusse. Dans les stipulations de l'hommage, il était prévu que si la ligne des descendants d'Albert venait à s'éteindre, ses droits passeraient à la ligne de son frère, le margrave de Brandenburg. C'est ce qui arriva. L'union personnelle du duché de Prusse et du margravat de Brandenburg constitue l'ossature de la Prusse contemporaine qu'on veut fortifier en prenant à la Pologne son « corridor », c'est-à-dire le pays polonais qui sépare la Prusse du Brandenburg.

La conséquence immédiate de la transformation de l'Ordre en un duché protestant, vassal de la Pologne, fut que les protestants polonais, qui se sentaient gênés en Pologne même, se rendirent en grand nombre en Prusse. Pendant tout le seizième siècle, la Prusse devint un centre

protestant polonais. Kœnigsberg joua par rapport à la Pologne un rôle analogue à celui de Genève par rapport à la France. Les grands écrivains protestants polonais : Malecki, Seklucian, Murzynowski et autres habitaient en Prusse, ou bien comme Rey y faisaient imprimer leurs ouvrages. L'Université de Kœnigsberg, fondée en 1544, a comme premiers recteurs des Polonais : Abraam Kulwiec et Rafajlowicz. Les théologiens protestants polonais convertirent au protestantisme la population immigrée allemande et polonaise, ainsi que les restes de la population indigène de race lithuanienne qui se maintenaient encore au nord-est du pays. Les colons polonais, nobles et paysans, arrivèrent en masse et défrichèrent les terres. La langue allemande céda le pas à la langue polonaise. A l'exception des villes de la côte et des domaines des seigneurs allemands, le pays devint polonais, d'autant plus que dans le sud du pays les seigneurs polonais étaient beaucoup plus nombreux que les seigneurs allemands.

Peu à peu les frontières ethniques des trois nations se précisent. Les Allemands dominent au nord sur la côte de la mer, les Lithuaniens au nord-est avec Tilsit comme centre ; les Polonais qu'on appelle Mazoures — et qui venaient pour la plupart de la province voisine de Masovie — occupent le sud avec Ortelsburg (Szczytm) et Lyck (Elk) comme villes principales. Le pays même que les Polonais avaient colonisé en masse compacte prend le nom de Masovie prussienne, par opposition à la Masovie tout court dont la capitale est Varsovie. Vers la fin du seizième siècle, la frontière polonaise va jusqu'à la mer, jusqu'aux faubourgs de Kœnigsberg ; elle reculera plus tard vers le sud, pour s'arrêter toutefois sur la ligne du haut plateau des lacs.

Aussi longtemps que le duché de Prusse fut un État vassal de la couronne de Pologne, la supériorité de l'élément polonais resta intacte. Parfois même les seigneurs protestants de Pologne, émigrés en Prusse, y dirigèrent les affaires. C'est ainsi que le prince Boguslav Radziwill, cousin des Hohenzollern, gouverna pendant un certain temps la Prusse au nom du duc, donna à ce pays un caractère nettement polonais, tout en luttant avec Jean-Casimir, roi de Pologne, qui était un catholique.

En 1657, le traité de Welau et, en 1660, le traité d'Oliva sanctionnèrent l'indépendance du duché de Prusse. Uni

déjà dans la personne du duc avec le margravat de Brandenburg, il devenait ainsi un État indépendant de la couronne de Pologne. Le duc et margrave ajoutait à ses titres celui de « Kurfürst » qu'il changea en 1701 et celui de roi de Prusse. Dès lors, le nom du malheureux peuple payen, depuis longtemps « envoyé au ciel » par l'Ordre Teutonique, désignera une puissance essentiellement hétérogène, allant de l'Alsace à la Lithuanie, mais consolidée par une dynastie appuyée sur une autre aristocratie militaire ; l'élément principal en était formé par les descendants des chevaliers de l'Ordre Teutonique qui, une fois délivrés de la tutelle du roi de Pologne, se redressèrent bientôt.

Pour augmenter la confusion, le pays de la rive gauche de la basse Vistule, l'ancienne Poméranie Occidentale avec Dantzig comme capitale, avait obtenu dès 1525 le nom de Prusse royale, ce qui signifiait qu'elle appartenait au roi de Pologne, tandis que la Prusse ducale était l'apanage du duc de Prusse. Après les partages de la fin du dix-huitième siècle, les rois de Prusse victorieux s'emparèrent de ces noms en les changeant quelque peu. Le pays de la rive gauche de la Vistule prit le nom de Prusse Occidentale, celui de la rive droite celui de Prusse Orientale qu'il a conservé jusqu'ici. La Prusse Orientale, ramenée au sein de la Pologne après la grande guerre, a repris son ancien nom de Poméranie. Selon la prononciation polonaise, elle s'appelle désormais palatinat du Pomojé. Les Allemands, pour la distinguer de la Poméranie allemande, lui donnent néanmoins le nom de Pomérélie (Pomerellen).

III

Notre dessein n'est pas d'écrire l'histoire du royaume de Prusse. Nous nous proposons seulement de saisir le véritable caractère de la Prusse Orientale tel qu'il s'est formé à travers les âges.

Après 1657, le grand souci des Kurfursts fut de débarrasser la Prusse Orientale de la suprématie de l'élément polonais. On commença par éliminer la langue polonaise de l'Université de Kœnigsberg et de l'enseignement secondaire dans le nord du pays. On passa en même temps à des répressions d'ordre économique. En 1684, ordre fut donné de diviser les grands domaines en deux catégories : biens de la noblesse et

biens des roturiers. Les roturiers durent vendre leurs biens aux nobles. Cette disposition en apparence féodale était, au fond, purement nationaliste. On savait que la petite noblesse polonaise d'origine masovienne ne pourrait pas prouver par des documents incontestables ses titres de noblesse. C'est ainsi qu'elle fut contrainte à vendre ses domaines aux Allemands. En 1724, on interdit aux Polonais d'immigrer en Prusse Orientale. Ces mesures brutales devaient assurer la suprématie de l'élément allemand sur l'élément polonais dans le cadre de la grande propriété foncière. On passa ensuite à la petite propriété foncière, aux paysans. Au milieu du dix-huitième siècle, la *Kammern* (administration royale) de Kœnigsberg alla jusqu'à confisquer les terres des paysans polonais, leurs maisons et leurs écuries pour les offrir à des colons allemands. Les paysans polonais dépossédés furent réduits à la condition de valets de ferme dans les grands domaines, ce qui servit au développement de la culture de ces domaines qui pour la plupart appartenaient déjà à des Allemands. Mais les guerres de Frédéric II et le dépeuplement qui s'ensuivit firent obstacle à cette assimilation. Pour abaisser le niveau économique et social de la classe paysanne, où l'élément polonais dominait encore, on eut recours aux réformes libérales de Stein et de Hardenberg. La loi de 1811, qui émancipait le paysan de la dépendance du seigneur, lui accordait une terre en pleine propriété ; mais cette terre n'était que le tiers, au maximum la moitié, de ce que le paysan possédait auparavant. Ainsi les meilleures terres paysannes passèrent aux seigneurs ; les nouvelles propriétés paysannes étant trop petites pour qu'on y pût vivre, la plupart des paysans furent contraints de vendre leurs lopins et d'aller augmenter le nombre des valets de ferme des grands domaines. L'auteur d'une précieuse thèse de doctorat, présentée à l'Université de Kœnigsberg, intitulée *Die wirtschaftliche Lage der Masuren in Ostpreussen* (la situation économique des Mazoures en Prusse Orientale), où je puise ces renseignements, cite l'exemple du domaine du comte de Lehndorf qui en 1795 avait 86 paysans et 25 valets de ferme. En 1830, il ne comptait plus que 10 paysans, 12 fermiers et 178 valets de ferme.

Malgré tout, l'élément polonais persistait. Les crédits de l'État servirent à le broyer. En 1816 et en 1825, les pro-

priétés foncières de la Prusse Orientale avaient reçu des crédits de 3 millions de thalers, mais ces crédits n'avaient été accordés qu'aux propriétés dont l'endettement n'était pas supérieur aux trois quarts de leur valeur. On prétendait que les propriétés trop endettées étaient incapables de vivre. Mais c'était le fisc lui-même qui établissait la valeur des terres ; et, comme les propriétés polonaises, par suite des chicanes antérieures, étaient économiquement plus faibles, cette loi eut pour conséquence de faire vendre environ 250 domaines polonais aux Allemands vers 1830.

Toutes ces mesures ont abouti à refouler l'élément polonais vers le sud, l'élément lithuanien vers le nord-est. Nous ne possédons pas de documents qui nous permettent de résumer l'histoire du refoulement des Lithuaniens. Entre 1525 et 1654, quand le pays jouissait d'un régime de liberté, des ouvrages paraissaient en langue lithuanienne : le catéchisme et les chants religieux de Mosswida Waitkuna, les livres et les traductions de Bretkunas, de Wallentas et d'autres. Stimulée par la Réforme protestante, la langue lithuanienne littéraire était née dans ce pays au seizième siècle, et aussi, dans une certaine mesure, la langue polonaise littéraire. Nous ne savons ce qui arriva ensuite. En tout cas, au dix-neuvième siècle, on trouve des Lithuaniens non seulement dans les environs de Memel et de Tilsit, dans la vallée du bas Niémen, mais aussi, plus loin à l'ouest, jusqu'à Insterburg. Les districts lithuaniens sont ceux de Memel, Heidekrug, Niederung, Tilsit, Labiau, Pilkallen, Welau, Insterburg, Gumbinnen, Stolupianen, Darkemen, Goldapp. Les trois premiers, situés sur la rive droite du fleuve Niémen (Memel), appartiennent aujourd'hui à la Lithuanie. Dans la région de Goldapp, l'élément lithuanien est en contact avec l'élément polonais. Les Lithuaniens de la Prusse Orientale sont tous protestants.

La population polonaise se concentre définitivement sur le haut plateau des lacs, dans la partie méridionale du pays, dans les districts d'Aletzko, de Lyck (Elk), Lötzen (Lec), Johannisburg (Jansbork), Sensburg (Zondzbork), Ortelsburg (Szczytno, prononcer Chtchitno), Neidenburk (Nibork) et Osterode (Ostroda). C'est la population polonaise, dite mazoure, qui faisait jadis partie du duché de Prusse. Elle est de religion protestante. En outre, la Prusse Orientale d'aujourd'hui a une population polonaise catholique qui

habite la partie méridionale de l'ancien évêché de Varmie (districts d'Allenstein et de Ressel) proprement dit, ainsi que les parties de l'ancienne Varmie situées sur la rive droite de la Vistule (districts de Stune et de Marienwerder, Kwidzyn en polonais).

La population polonaise se divise donc en deux branches : les Mazoures protestants et les Varmiens catholiques.

Cette population polonaise, nous l'avons vu, était, au, commencement du dix-neuvième siècle, mise au plus bas niveau de l'échelle sociale. Grande propriété nobiliaire et propriété paysanne étaient également décimées ; la grande masse de la population polonaise avait dû passer à la condition servile de valets de ferme et d'ouvriers agricoles.

L'assujettissement intellectuel et moral alla de pair avec l'assujettissement économique.

Comme dans la partie polonaïse du pays, la langue allemande était inconnue, on s'employa à la répandre. Dès 1804, des mesures sont prises pour que chaque instituteur, soit primaire, soit secondaire, possède l'usage de la langue allemande. Néanmoins ce n'est qu'en 1832 que l'étude de cette langue, à raison de huit heures par semaine, est introduite dans les écoles. En 1834, elle devient langue d'enseignement, mais l'enseignement de la langue polonaise n'est complètement exclu des écoles qu'en 1873. De sorte qu'aujourd'hui les vieillards seuls savent bien écrire en polonais.

Malgré toutes ces persécutions, la vie intellectuelle polonaise n'a jamais cessé de se manifester dans ces régions.

Au dix-huitième siècle paraît à Kœnigsberg un journal polonais, qui est au reste le premier des journaux polonais, la « Poste de Kœnigsberg » (*Poczta Kronewiecka*). Les pasteurs Cassius, Schepius, Samuel et son fère Erneste, dont la bibliothèque faisait l'admiration des contemporains, écrivent en langue polonaise de remarquables travaux. Le pasteur Mrongovius écrit des chants religieux et patriotiques, où il exhorte ses contemporains à aimer et à cultiver la langue polonaise. Ces vénérables pasteurs portent des noms latins, hérités de leurs grands-pères du seizième siècle.

Au dix-neuvième siècle, signalons l'œuvre du grand patriote Gisevius. L'activité de la presse ne s'est pas ralentie : *l'Ami du peuple* (*Przyjaciel ludu*) paraît à Lyck, *Mazur* à Ortelsburg. Le célèbre philologue Kentrzynski,

professeur à Cracovie, est originaire de la Prusse Orientale.

Il faudrait joindre à ces témoignages toute une énorme littérature de la langue polonaise, mais d'esprit purement germanique. Cette littérature avait pour but d'inculquer le sentiment de nationalité allemande et surtout de fidélité aux Hohenzollern dans les âmes de Mazoures protestants qui ignoraient la langue allemande.

En Varmie, depuis le seizième siècle, depuis Hosius, le grand protagoniste de la renaissance catholique, tous les évêques sont des Polonais. Le dernier évêque de Varmie, sénateur de Pologne, Krasicki, est le meilleur des fabulistes polonais. Jusqu'à nos jours, Olsztyn (Allenstein), la ville principale de ce pays, a possédé un journal, une maison d'édition et des librairies polonaises.

Bien entendu ce n'était plus le grand flot de la littérature polonaise du seizième et même du dix-septième siècle, quand Kœnigsberg était un centre intellectuel polonais puissant, peut-être le principal de tous. Néanmoins, malgré tous les obstacles, la littérature polonaise n'a jamais été entièrement détruite en Prusse Orientale.

IV

Avant d'examiner la situation contemporaine de la Prusse Orientale, jetons un coup d'œil sur son évolution économique et sociale dans la deuxième partie du dix-neuvième siècle.

Nous avons déjà remarqué que la politique agraire du gouvernement, poursuivant des fins nationalistes, favorisait les grands domaines nobiliaires aux dépens des petits domaines nobiliaires. De même, dans le cadre de la propriété paysanne, elle favorisait le paysan aisé aux dépens du paysan pauvre. Le résultat de cette politique fut qu'au milieu du dix-neuvième siècle les grands domaines ont fini par absorber une quantité de petites propriétés paysannes. Les paysans pauvres, ayant vendu leurs terres, ne purent pas tous trouver du travail soit dans les domaines, soit dans les villes du pays, où l'industrie ne se développait que faiblement. Il s'ensuivit une émigration continue qui a duré jusqu'à nos jours. Les émigrants se dirigèrent d'abord en Amérique; mais après 1864, date de l'affranchissement des

paysans en Russie, ils vinrent en Pologne, où la terre était moins chère. C'est de ce temps que datent les nombreuses colonies de Mazoures prussiens installées en Masovie polonaise, pour la plupart non loin de la frontière. Vers 1880, quand le développement de l'industrie allemande allait à pas de géant, l'émigration se dirigea à grands flots en Rhénanie. Sous des apparences égalitaires, l'émigration toucha surtout la population polonaise (mazoure), car par toutes ces mesures économiques savamment combinées que nous avons essayé de décrire de façon imparfaite, c'est à celle-ci qu'on a créé les conditions d'existence les plus insupportables. En 1919, au moment du plébiscite, 300 000 habitants du centre et de l'ouest de l'Allemagne ont profité du droit de vote, en tant qu'originaires de la Masovie prussienne et de la Varmie méridionale, ces parties de la Prusse Orientale ayant été soumises au plébiscite.

Vers la fin du dix-neuvième siècle, le gouvernement prussien pensa que l'élément polonais était suffisamment abattu en Prusse Orientale. L'école, depuis 1873, avait germanisé plusieurs générations, l'Église avait formé le sentiment de fidélité pour la patrie allemande et sa dynastie, le service militaire obligatoire l'avait encore renforcé. N'avait-on pas réussi à éliminer tous les intellectuels polonais? Pour se rassurer encore davantage, on inventa la natiolité mazoure, soi-disant distincte de la polonaise, et l'on créa toute une littérature prétendue mazoure, dont le but était de fortifier le patriotisme prussien et la fidélité à la monarchie. Au point de vue économique et social, on ne redoutait plus les Mazoures comme valets de ferme et ouvriers agricoles, car on supposait que l'influence des grands seigneurs suffirait pour les germaniser tout à fait. On ne redoutait pas davantage les émigrés dans les villes du pays ou en Rhénanie, car on comptait que le milieu exercerait sur eux son action. Les grands propriétaires polonais, qui vivaient clairsemés, ne paraissaient pas non plus redoutables. « Il faut laisser mourir tranquillement ce qui meurt tout seul », se dit le gouvernement prussien ; le temps, songeait-il, ruinerait peu à peu l'élément polonais en Prusse Orientale. La seule classe sociale dont on ménageait les sentiments était celle des paysans mazours déjà aisés ; peu nombreux, ceux-ci continuaient, grâce au journal *le Mazour* d'Ortelsbourg, de garder intact leur attachement

à la patrie polonaise. Aussi, toute la littérature écrite en « mazoure », mais pensée en allemand, leur était destinée. A ces « suspects », la Prusse ne défendait pas clairement d'acheter des terres, ainsi qu'elle le faisait aux paysans de Posnanie et de Prusse Occidentale, mais elle les en empêchait en fait par tous les obstacles légaux qu'elle accumulait devant eux.

Mais le problème n'était pas si simple. D'une part la grande propriété foncière, en Prusse Orientale comme partout vers la fin du dix-neuvième siècle, était gênée par la concurrence des blés américains. Les seigneurs voulaient morceler leurs terres ; le paysan ne voulait plus les acheter, car depuis 1880 il émigrait vers les villes (il n'y a plus de classe rurale allemande en Allemagne même). Il refusait d'aller dans un pays situé « au bout du monde », car c'était ainsi que leur apparaissait la Pologne. D'autre part, le pays était très peuplé (53 habitants par kilomètre carré en 1890, 55 en 1910, 58 en 1919), surtout au sud. Selon les vues du gouvernement, il aurait dû être habité par une population très dense et allemande.

Pour sortir de ces difficultés on imagina d'installer des colons allemands de Russie, que l'on attira en leur octroyant de grandes facilités, ce qui entraîna des frais énormes et donna peu de résultats. On persista néanmoins dans cette voie. C'est ainsi qu'au début du siècle on se crut à l'abri du danger polonais, et c'est l'heure même où ce danger resurgit avec une violence renouvelée.

Dès les premières années du vingtième siècle, une lutte acharnée fut livrée, en Posnanie et en Prusse Occidentale, à la propriété foncière polonaise. La Commission de Colonisation du gouvernement payait n'importe quel prix les terres des grands propriétaires polonais, et les morcelait ensuite entre les paysans allemands. Aussi se trouva-t-il un certain nombre de riches propriétaires fonciers polonais qui consacrèrent leurs capitaux à acheter des domaines en Prusse Orientale, et particulièrement en Masovie prussienne ; ils y trouvaient facilement les domestiques polonais qui manquaient dans les pays qu'ils avaient quittés. Cette nouvelle immigration polonaise irrita tellement le gouvernement prussien qu'il résolut d'acheter lui-même tout domaine à vendre. La concurrence entre le Trésor et les acheteurs polonais de Posnanie fit monter la valeur de la terre à des prix tout à fait

disproportionnés avec le rendement qu'elle pouvait fournir. Aussi toute colonisation cessa. Le pays resta aux possesseurs allemands, mais comme ils ne vinrent pas l'occuper, il demeura à moitié vide.

Quant à l'influence des nouveaux grands propriétaires fonciers polonais, installés dans le pays, elle fut une fois encore très vive : de nouveau, le livre polonais voyageait du manoir au village, et la « demoiselle » du château se remettait à apprendre à lire en polonais aux enfants des ouvriers agricoles. Le journal « mazour » faisait d'excellentes affaires. Les pasteurs avaient beau affirmer que le « Mazour », protestant, ne peut pas être de même nationalité que le châtelain immigré, polonais et catholique, on ne prêtait pas l'oreille à leurs discours. Rien ne pouvait prévaloir contre l'unité de langue et le réveil du sentiment national. En Varmie, particulièrement, l'argument religieux restait inefficace.

A la veille de la guerre, le gouvernement prussien se sentait fort embarrassé. Comment peupler la Prusse Orientale et lui donner en même temps un caractère purement allemand?

En 1904, la Prusse Orientale fut divisée en trois « régences » : Kœnigsberg, Gumbinnen et Allenstein. La régence d'Allenstein, qui englobait la population polonaise, était sous la coupe d'une administration spéciale dont le devoir consistait à surveiller et à absorber toutes les manifestations de la vie polonaise. Le résultat fut plutôt négatif, car en 1912 toutes les lois exceptionnelles en vigueur en Posnanie et en Prusse Occidentale, dirigées contre l'acquisition des terres par les Polonais, ont été appliquées à la régence d'Allenstein, ainsi qu'aux districts d'Olecko, de Goldap, d'Angenburg et de Rastenburg de la régence de Gumbinnen. Ainsi le gouvernement prussien a défini d'une façon involontaire les frontières de la partie polonaise du pays.

Nul moyen d'interdire tout à fait aux Polonais l'entrée dans le pays, sans paralyser complètement sa vie économique. Comme le paysan mazoure émigrait en Rhénanie et que la situation de valet de ferme allemand ne séduisait plus, les terres de ces domaines ne trouvèrent plus de main-d'œuvre. Il se produisit une grande immigration d'ouvriers agricoles de la Pologne russe. Néanmoins on empêcha cet exode d'être définitif. Les immigrés devaient

quitter le pays en automne pour y rentrer au printemps. On ne pouvait empêcher ces immigrés de causer et d'entrer en relations avec les gens du pays, ce qui ranimait le sentiment national polonais d'une population vouée à la dénationalisation. Impuissant à écarter le danger, on voulut le réduire. On ne laissa à l'immigration qu'un caractère saisonnier. Et c'est ainsi que, la population de la régence d'Allenstein (c'est-à-dire de la partie polonaise du pays composée de la Varmie méridionale et de la Masovie prussienne) tomba au commencement du vingtième siècle à 41 habitants par kilomètre carré.

Le Dr A. Hesse, dans son ouvrage *Die Bevolkerung von Ostpreussen* (Iena, 1916), affirme qu'en 1889, 1,49 pour 100 de la population de la Prusse Orientale a émigré ; en 1899 : 1,56 pour 100 ; en 1896 : 1,58 pour 100 ; en 1898 : 1,59 pour 100. De 1905 à 1910, 95 864 personnes ont quitté le pays.

En 1900, dans le district d'Allenstein seul, 1 606 personnes émigrées ont été remplacées par 824 immigrés saisonniers venus de la Pologne russe.

La population totale de la Prusse Orientale était, en 1890, sur un territoire de 36 982 kilomètres carrés, de 1 958 663 habitants ; en 1910 (sur 36 990 kilomètres carrés) de 2 058 929 ; en 1919 (sur un territoire plus grand de 38 467 kilomètres carrés) de 2 228 421 habitants. En déduisant la surface des deux baies à eaux douces : le Frisch-haf et le Kurisch-haf, nous aurons, sur une surface de 37 282 kilomètres carrés, une population de 58 habitants par kilomètre carré en 1919.

La Prusse Orientale a une densité de population de moitié plus faible que celle de la Prusse, la densité moyenne de cette dernière étant en 1910 de 115 habitants par kilomètre carré.

L'ancienne Pologne russe (la Pologne du Congrès) avait, avant la guerre, une densité de population qui dépassait 100 habitants par kilomètre carré.

En général, quand on consulte une carte de densité de la population d'avant-guerre, on est frappé de voir la grande agglomération de la Pologne du Congrès et de la Galicie (où il y avait plus de 100 habitants par kilomètre carré), entourée à l'ouest, au nord et à l'est par des pays beaucoup moins peuplés, notamment en Posnanie avec 70 habitants par kilomètre carré, la Prusse Occidentale avec 60 habitants, la Prusse Orientale avec 58 habitants, les gouvernements

russes de Vilno et de Grodno avec moins de 30 habitants, de Volhynie avec 40 habitants.

Cette répartition inégale de la population dans des provinces voisines et rapprochées au point de vue des conditions climatériques et géologiques, s'explique très facilement par des raisons politiques, et naturellement par la très forte natalité de la population polonaise.

Le gouvernement prussien, par des lois exceptionnelles et par toutes sortes de moyens, ralentissait l'augmentation de la population polonaise en Posnanie, en Prusse Occidentale et en Prusse Orientale. Le gouvernement russe faisait de même dans les pays de Vilno, Minsk, Grodno, en Volhynie, etc.

Ne pouvant aller ni à l'ouest, ni au nord, ni à l'est, la population polonaise se condensait démesurément au Centre, c'est-à-dire dans le Royaume du Congrès et en Galicie, tandis que les pays voisins restaient peu peuplés. Le débouché naturel de la colonisation russe était la Sibérie, la colonisation allemande tendait vers les centres industriels. La nature elle-même a destiné les pays polonais à la colonisation polonaise, mais — comme la nation polonaise était sous le joug — son essor naturel était entravé. Aujourd'hui bien des barrières sont levées, mais si l'on prend la carte de la densité de la population de la Pologne et de la Prusse Orientale, on voit bien les traces des anciennes entraves.

En effet, d'après le recensement de 1921, le palatinat de Varsovie a une densité de population de 103 habitants par kilomètre carré (que ces chiffres sont éloquents ! Varsovie, c'est-à-dire la Masovie polonaise, 103 habitants par kilomètre carré ; la régence d'Allenstein, c'est-à-dire la Masovie prussienne, 41 habitants par kilomètre carré) : de Lodz, 118 ; de Kielce, 99 ; de Lvov, 101 : voici les quatre palatinats de la Pologne contemporaine qui jadis formaient partie du Royaume du Congrès et de la Galicie où les Polonais pouvaient en toute liberté acheter des terres. Dans la même situation juridique étaient les palatinats de Jarapol (88) et de Stanislavov (73), situés sur la frontière roumaine et dans des conditions particulières (population ukrainienne, montagnes, etc).

Déjà les palatinats de Lublin (67) et de Bialystok (40), qui faisaient partie dans la majorité de leur territoire de l'ancien Royaume du Congrès, ont une densité bien infé-

rieure, car le gouvernement russe voulait réserver l'est de ces palatinats aux colons russes. La Volhynie (48), les palatinats de Polésie (21), de Novogrodek (36), de Vilno (35), sont presque dépeuplés, pour la même raison : ils étaient réservés tout entiers aux colons russes.

A l'ouest, la Posnanie (74) et l'ancienne Prusse Occidentale, le palatinat du Pomojé d'aujourd'hui, autrement dit le « corridor polonais » (57), sont aussi beaucoup moins peuplés que les quatre palatinats du centre, parce que c'étaient des pays réservés à la colonisation allemande qui ne voulait pas venir.

Dans toutes ces provinces, dès que les entraves sont levées, la population augmente rapidement. Seule la Prusse Orientale avec sa densité moyenne de 58 habitants par kilomètre carré, qui n'est que de 41 dans le sud de la province, reste vouée à la dépopulation, parce qu'elle reste interdite à la colonisation polonaise et réservée à la colonisation allemande qui ne vient pas et qui ne viendra jamais plus.

Cette certitude qu'une fois les entraves policières et juridiques levées, la Prusse Orientale ne pourra pas éviter une colonisation polonaise, met les Allemands en fureur et les pousse à imaginer les méthodes les plus brutales et les plus extraordinaires pour faire dévier le courant naturel du processus démographique.

La solution la plus simple, celle de laisser entrer les Polonais, mais de les rattacher à l'État allemand en leur créant une situation supportable de minorité nationale, n'a jamais été sérieusement envisagée par la grande masse de la population allemande qui concevait la qualité d'Allemand comme l'apanage exclusif de la nationalité allemande.

Le recensement allemand de 1910, sur 2 058 929 habitants de la Prusse Orientale comptait 67 965 personnes de langue polonaise, 165 892 personnes de langue mazoure et 11 377 personnes connaissant deux langues : le polonais ou le mazoure et l'allemand. Évidemment tous ces Mazoures et bilingues sont aussi des Polonais. En outre, elle constatait la présence d'environ 100 000 Lithuaniens.

Ces chiffres ont d'ailleurs une valeur relative. En 1890, sur 1 958 663 habitants, il y avait 327 000 Polonais et de « Mazoures », 118 000 Lithuaniens.

Il se peut que le nombre des non-Allemands ait réellement diminué, mais il faut compter aussi avec le zèle patrio-

tique des statisticiens qui voulaient démontrer l'augmentation du pourcentage de la nationalité allemande.

Quoi qu'il en soit, la statistique officielle allemande elle-même a dû constater que la Prusse Orientale n'est pas un pays purement allemand.

V

La situation contemporaine de la Prusse Orientale a été créée par la grande guerre. La régence d'Allenstein fut soumise à un plébiscite qui se prononça en faveur de l'Allemagne. Ce résultat n'a rien d'étonnant. Le plébiscite a eu lieu le 11 juillet 1920, au moment où les troupes bolcheviques paraissaient victorieuses et marchaient sur Varsovie. La Commission interalliée a laissé l'administration du pays en mains allemandes et toutes les commissions de scrutinage étaient en fait composées de chauvins allemands très étroitement surveillés par des fonctionnaires allemands. En outre, une organisation nationaliste, le « Heimatbund », a enrôlé les anciens combattants des provinces baltiques et les a organisés en troupes régulières sous les noms de « Orts » et « Grenzwehr », qu'on a changés ensuite, pour faire plaisir à la Commission interalliée, en « Einswohnerwehr ». Ces troupes semaient la terreur parmi la population polonaise et mazoure, en réprimant de la façon la plus brutale toute manifestation en faveur de la Pologne. Dans ces conditions, les partisans de la Pologne ne pouvaient ni se réunir, ni se concerter, ni exercer aucune propagande : ils étaient forcés de veiller avant tout à la sécurité personnelle de leur vie.

Après le plébiscite la terreur sévit plus forte ; l'Ordre Teutonique se redressa dans toute sa splendeur du seizième siècle. L'initiative fut prise par le « Heimatbund », organisation dont font partie tous les hauts fonctionnaires, les officiers supérieurs et les grands propriétaires allemands. Cette organisation a un programme public dont le but est « la défense du germanisme en Prusse Orientale » et un programme secret qui vise à « prendre en mains toute l'activité que l'État, gêné par le traité de Versailles, ne peut pas entreprendre. » Le Comité de Heimatbund n'est pas éligible ; il nomme les comités des sections locales. Le Comité du Heimatbund est le véritable gouvernement de la Prusse Orientale, gouvernement monarchique, aristocratique, natio-

naliste, vrai conseil supérieur de l'Ordre Teutonique restauré. Le nationalisme, qui n'était qu'un parti politique avant guerre, est aujourd'hui une organisation militaire omnipotente.

En particulier le Heimatbund entretient tout le matériel de guerre : munitions, chevaux, automobilistes, etc., que l'armée allemande a soi-disant rendus. Il possède des journaux, organise des conférences, des fêtes, en vue d'entretenir l'esprit nationaliste et monarchiste parmi la population. Il se sert de mercenaires pour faire disparaître les personnes qu'il juge nuisibles. Subordonnés au « Heimatbund » sont les « Kriegerverein », organes exécutifs, dont les membres sont armés, dressés comme des soldats et prêts à la guerre. Au 1er janvier 1925, les Kriegerverein comptaient 70 000 membres, organisés en 667 sociétés locales.

Des organisations d'officiers : Nationalverband Deutscher officiere et Deutscher Officiersbund, veillent à l'esprit et aux manœuvres de Kriegerverein.

Des organisations de la jeunesse des écoles, les Jugenvereine (35 000 membres) et de la jeunesse en général (« Jugendriege » (60 000 membres), s'entraînent à la guerre sous les auspices des Kriegerverein.

Différentes organisations de moindre importance, les Schützengilden, Gardenvereine, Reitervereine, Artillersitenvereine, etc., poursuivent les mêmes fins.

En 1923 tout cela parut insuffisant. Une nouvelle organisation publique a été créée, le « Stahlhelm », union des anciens combattants qui accepte néanmoins de nouveaux membres. Le « Stahlhelm », en dehors de la propagande et des manifestations, organise des manœuvres de six semaines sous le commandement des officiers de l'armée, du Reichswehr.

Le programme officiel du Stahlhelm comprend les cinq points suivants :

1° Mainmise sur la vie économique, sur les idées et les mœurs, sur l'organisation de l'État ;

2° Augmentation du nombre des personnes indépendantes (?) ;

3° Colonisation de la terre allemande par la population allemande ;

4° Élimination et expulsion de tous les éléments qui ne sont pas nécessaires et qui affaiblissent la nation ;

5° Abolition du traité de Versailles.

Le « Stahlhelm » compte dans toute l'Allemagne plus de 4 millions de membres, et en Prusse Orientale environ 200 000. L'organisation et la discipline de la branche de la Prusse Orientale est la meilleure de toutes.

Le « Stahlhelm » créa des unions militaires de la jeunesse, dites « Wehrwolf » (loups-garous), qui comptent en Prusse Orientale 30 000 membres divisés en 122 groupes. Le « Jungdeutscher Orden » (500 000 membres dans toute l'Allemagne, dont 50 000 en Prusse Orientale) est organisé strictement d'après les anciens statuts de l'Ordre Teutonique : il sert de liaison entre différentes formations militaires et intellectuelles. Le « Jungstahlhelm » et le « Bismarcksjugendbund » sont d'autres organisations militaires de la jeunesse, animées du même esprit.

En ce moment une division du travail s'établit : le Heimatbund constitue un gouvernement civil et intellectuel, le Stahlhelm est un gouvernement militaire. C'est la division du législatif et de l'exécutif.

On peut imaginer ce qu'est la vie de la population polonaise, lithuanienne et même de la partie de la population allemande éprise de liberté, sous ce régime militaire, monarchiste, nationaliste qui l'écrase.

Au point de vue économique, il n'y a pas de réforme agraire, comme dans tous les autres pays du centre et de l'est de l'Europe. Les grands domaines particuliers qui englobent la plupart des terres restent intacts. Il n'y a d'efforts colonisateurs que de la part des anciens combattants de race purement germanique ; ils s'appliquent aux domaines de l'État situés près de la frontière, afin de séparer les Mazoures de la Prusse Orientale des Mazoures de Pologne.

Le charbon et le sel de potasse indispensables pour l'agriculture sont excessivement chers parce qu'ils doivent venir d'Allemagne, ce qui provoque de grands frais de transport. Il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte pour voir que la Prusse Orientale devrait être pourvue en charbon polonais venant de la Haute-Silésie par Varsovie. Le sel de potasse devrait aussi y arriver de Galicie par Varsovie. C'est le chemin le plus court. En outre Kœnigsberg est le port naturel de Varsovie, relié avec elle par une voie fluviale qui existe déjà : la rivière Pissa qui tombe dans le

Narew, affluent de la Vistule, sort des lacs Mazoures, reliés entre eux par un canal et donnant naissance à l'Alle, affluent du Prégel, à l'embouchure duquel est situé Kœnigsberg. En barque on peut faire aujourd'hui un trajet de Varsovie à Kœnigsberg. On pourrait très facilement approfondir le lit de ces rivières.

Bien entendu, on ne le fait pas. Il n'y a pas non plus de chemin de fer direct Kœnigsberg-Varsovie. Il n'y a aucun chemin de fer coupant la frontière méridionale de la Prusse Orientale dans la direction nord-sud. Cette frontière est située à cent kilomètres de distance de Varsovie, — une heure en rapide, — mais on a fait tout ce qu'on a pu pour rendre ces cent kilomètres infranchissables. En conséquence, pas de commerce possible avec Varsovie. Les lacs mazoures qui dorment dans de grandes forêts de pins ont souvent, en été, des visiteurs qui viennent de Berlin, jamais de Varsovie. L'accès aux stations climatériques de la Masovie prussienne (Sybba, Rudcany, etc.), est en fait interdit aux habitants de Varsovie.

Il est évident qu'avec ce système de séparation économique forcée d'un petit pays dont tous les intérêts sont solidaires avec ceux d'un grand pays voisin, le petit pays doit végéter dans la misère. La Masovie prussienne, qui pourrait être le salon d'été de Varsovie — (et cela suffirait à sa prospérité), — est un pays aux domaines vides et aux paysans pauvres.

Au point de vue moral, la population sent parfaitement qu'elle habite un camp retranché, où l'on concentre une armée. La population, embrigadée par les pasteurs, les prêtres, les fonctionnaires, les gendarmes, par les journaux et les conférenciers, par les instituteurs et professeurs, comprend qu'on la destine et la prépare à jouer un rôle militaire. Elle se défend de toutes ses forces là-contre, mais elle est réduite à la misère, elle est pauvre, et les professionnels du nationalisme payent largement ; elle n'a qu'une instruction primaire, tandis que les entraîneurs sont des docteurs-professeurs qui écrivent bien et des pasteurs qui parlent bien. La propagande de ces intellectuels allemands, choisis avec soin, fait fléchir le bon sens de la masse populaire.

Néanmoins cet état de choses rencontre une opposition vigoureuse parmi la population allemande. Les communistes les plus ardents, ceux qui travaillent non pas pour l'or mos-

covite, mais par haine contre la société actuelle, viennent de la Prusse Orientale. Pendant le plébiscite, les socialistes indépendants étaient à la tête de l'opposition allemande. C'est un socialiste indépendant allemand qui, dans un grand meeting de plusieurs milliers de personnes, à Allenstein, a déclaré que « ce sera un grand bonheur pour l'Allemagne si la Prusse Orientale passe à la Pologne, car le peuple allemand sera délivré de la citadelle la plus redoutable de la réaction allemande ».

Il y a aussi une opposition polonaise. La Varmie envoyait au Reichstag allemand un député polonais, M. Sierakowski, aujourd'hui elle envoie au Landtag prussien M. Baczewski. A Allenstein (Olsztyn) paraît un grand quotidien polonais, *Gazeta Olsztynska*, qui dure malgré des persécutions continuelles. La Commission plébiscitaire interalliée a reçu de soixante-douze communes la demande d'installer des écoles primaires polonaises. Aujourd'hui, il existe à Allenstein une « Union des sociétés scolaires polonaises » qui n'a pas reçu la permission de créer un lycée polonais à Allenstein ; elle n'a réussi qu'à fonder une école avec trois professeurs pour les enfants de plus de dix-huit ans, ainsi que six écoles à la campagne pour les enfants de moins de sept ans. Quant à l'État, il enseigne la langue polonaise de deux à quatre heures par semaine dans dix-huit écoles primaires ; mais cet enseignement, qui a demandé aux parents des efforts héroïques et qui les a exposés à de véritables persécutions de la part du gouvernement allemand, ne sert de rien aux enfants, car les instituteurs qui enseignent le polonais ne le connaissent pas eux-mêmes et ne veulent pas l'apprendre. Des cercles de lecture, des sociétés de chant et de sport, des sociétés de théâtre d'amateurs existent en Varmie parmi la population polonaise et entretiennent la civilisation polonaise.

Il en est de même en Masovie prussienne occidentale, dont la ville principale est Szczytno (Ortelsburg) et où paraît l'hebdomadaire *Mazurski Pryjaciel Ludu* (l'Ami du peuple mazoure).

Une opposition différente se fait jour en Masovie prussienne orientale, dont la ville principale est Elk (Lyck). Les Mazoures sont protestants ; ils n'ont pas droit de cité polonais, ils savent bien qu'ils ne sont pas des Allemands et qu'ils n'ont pas le sentiment net de la nationalité polo-

naise, se rendant compte qu'ils parlent la langue polonaise.

Il y a également une opposition lithuanienne. Les Lithuaniens sont encore à Tilsitt et dans les environs au nombre de 60 000. L'existence d'une Lithuanie indépendante a donné essor à leur sentiment national. Le gouvernement inquiet a fait surgir à Tilsitt une quantité d'organisations nationalistes allemandes et étouffe brutalement toute manifestation de vie nationale lithuanienne sur le territoire de la Prusse Orientale. Néanmoins le sentiment national lithuanien est déjà éveillé et l'Union des minorités nationales en Allemagne espère compter parmi ses membres des représentants de la population lithuanienne.

VI

Cet aperçu — si bref qu'il soit — nous permet de définir le caractère contemporain de la Prusse Orientale.

La Prusse Orientale n'est pas un pays allemand, c'est une colonie militaire allemande. Elle n'est pas un pays libre, elle est gouvernée par des hobereaux et par des officiers d'origine nobiliaire. *Elle est un camp de concentration des forces militaires allemandes qui se préparent à la conquête de l'Est européen.* Elle est en même temps la citadelle de tous les éléments rétrogrades et impérialistes de toute l'Allemagne. Privée, pour des raisons de politique impérialiste, de relations économiques normales avec les pays voisins, Pologne et Lithuanie, la Prusse Orientale végète dans la misère et se vide d'habitants pour faire place à des corps d'armée entretenus aux frais de l'Allemagne. Bref, la Prusse Orientale, au vingtième siècle comme au seizième, est dominée par l'Ordre Teutonique dont l'esprit non seulement n'est pas changé, mais est fortifié et poussé à ses conséquences logiques les plus extrêmes.

Le monde civilisé ne peut pas et ne doit pas tolérer l'existence d'un pareil nid de vautours. C'est l'Europe qui l'a créé ; c'est l'Europe qui doit le détruire. Il est inutile de combattre les manifestations de l'impérialisme prusso-allemand, tant qu'on laisse intacte son essence, sa patrie intime, cette citadelle qu'est la Prusse Orientale avec son ancien régime qui est bien le régime de l'heure actuelle.

Une seule solution s'impose. Elle seule pourrait satisfaire

les intérêts de toutes les démocraties, de la démocratie allemande, des basses classes de toutes nationalités et de toutes langues de la Prusse Orientale, de la Pologne, de la Lithuanie, et les intérêts de la paix universelle.

La Prusse Orientale, pays de caractère absolument personnel, qui possède une individualité ethnique, historique, géographique même, bien prononcée, doit être transformée en État indépendant, en une république qui s'ajouterait les républiques baltes. La population de la Prusse Orientale, composée d'Allemands, de Polonais et de Lithuaniens, est néanmoins cimentée par un passé historique commun et elle saura parfaitement vivre en paix et travailler pour les intérêts communs de l'État, une fois qu'elle sera délivrée de la domination de la caste des nobles, des militaires et des fonctionnaires allemands. Dans les couches dites inférieures de la population, il n'y a pas de haines nationales : ces haines sont fomentées en haut.

Néanmoins, comme l'éducation politique de la population de la Prusse Orientale est insuffisante pour jouir raisonnablement d'un régime de liberté, comme l'habitude de se courber devant le seigneur et l'officier allemands est trop invétérée et que la peur qu'ils inspirent est trop grande, comme enfin il faut éduquer toute une nouvelle génération d'instituteurs et d'administrateurs, l'État indépendant de la Prusse Orientale doit passer un stage d'apprentissage de la liberté. C'est à la Société des Nations qu'incombe le devoir de s'occuper de l'administration de la Prusse Orientale. Elle pourrait transférer son mandat à un État vraiment libre, comme la Suisse ou le Danemark.

Si le monde civilisé hésite devant la solution que nous indiquons, il est certain (*utinam falsus vates sim*) qu'il n'évitera pas une nouvelle conflagration avec toutes ses horreurs.

Georges Kurnatowski.

Le Clos-Varin[1]

XII

« Où suis-je? » telle fut ma première pensée. Dans quelle chambre? dans quelle ville? Je contemplais la fenêtre aux rideaux rouges, la porte peinte en gris, une table où je voyais une fiole de pharmacie et des étuis de carton, une chaise sur laquelle était jeté un manteau brun à collet.

Ce manteau, je n'aurais pu dire où je l'avais vu ; j'étais sûr qu'il n'était pas à moi ; pourtant, je le connaissais, et cela me faisait plaisir de voir quelque chose que je connaissais. Puis, ce fut un bâton normand, à gros bout et à manche de cuir, aperçu dans un coin et dont l'aspect éveilla davantage mes souvenirs. Je me rappelai que j'avais quitté l'Isle-en-Croix, voyagé loin, marché beaucoup. Pourquoi? Mon cerveau était encore trop faible pour la réponse ; je renonçai à le fatiguer sans fruit, et je m'abandonnai à la sensation de bien-être, si délicieuse, de la convalescence.

La porte fut ouverte avec précaution ; sur le seuil, une grosse femme parut, que j'avais vue aussi quelque part... comme le manteau brun ! Où cela? je n'en savais rien non plus ; mais certainement je l'avais déjà vue. Je la saluai :

— Bonjour, madame. Pouvez-vous me dire où je suis et ce qui m'est arrivé?

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 septembre et 1er octobre 1925.

Elle se mit à rire et à battre des mains.

— Jésus, Marie ! Il est sauvé !

Et rouvrant la porte, elle cria à des gens dans l'escalier :

— Venez voir, vous autres ! M. Charpedier est guéri !

Charpedier ! ce nom encore me rappelait quelque chose, mais de la même manière que le manteau : un nom que je connaissais, mais qui, me semblait-il, n'était pas le mien. Pourtant, il m'était familier ; je me sentais en pays de connaissance.

Il vint un garçon, une bonne, un enfant ; tous ces gens me regardaient et riaient. Je fis comme eux : je les regardai et je ris.

— Allons, dit la grosse femme, cela suffit ! Il ne faut pas agiter les malades. Qu'on lui monte un bol de bouillon. C'est du fameux, mon petit monsieur, du consommé. Vous m'en direz des nouvelles ; cela ressusciterait un mort.

— Cela ne ressuscitera pas l'autre, dit le garçon, en dégringolant l'escalier pour aller chercher le bouillon.

L'autre? Au fait, nous étions deux ; mes idées s'éclaircirent encore un peu plus, et je demandai :

— J'avais un ami, où est-il? Et qu'est-ce que je fais ici?

— Vous êtes à Dreux, à l'hôtel du Lion vert. Vous êtes arrivé malade, il y a quatre jours et vous avez eu une fièvre générale. Et vous en disiez des raisons !

Je suppose qu'elle voulait dire « cérébrale »? En aurais-je été quitte au bout de quatre jours? En somme, je ne sais pas ce que j'ai eu, et il n'importe aujourd'hui.

Je m'obstinai à réclamer mon camarade.

— Il est parti.

— Il m'a abandonné?

— Non.

— Je veux aller le rejoindre.

— Là où il est? Ah ! mais non, par exemple... bien qu'il s'en soit fallu de peu. On vous expliquera tout cela plus tard, demain. Pour l'instant, tenez-vous tranquille et ne pensez à rien ; pas même, ajouta-t-elle, en se dirigeant vers la porte, à votre compagnon qui n'a plus besoin de vous.

Qui n'a plus besoin de moi? Ces mots me firent rêver ; puis, par une association d'idées bien confuse encore, je dis :

— Qu'est devenu mon manteau gris?

— Le manteau gris, votre argent et vos papiers sont en sûreté. Votre manteau? Vous voulez dire celui de M. Agérande ; le vôtre, monsieur Charpedier, le voici.

Et elle montrait le manteau brun.

Le nom d'Agérande avait résonné dans mon cerveau, où j'eus la sensation qu'il se faisait un rétablissement.

— Mais c'est moi, m'écriai-je, qui suis Agérande, et le manteau gris est le mien. Pourquoi m'appelez-vous Charpedier?

— Bon ! voilà qu'il recommence à déraisonner. Faites un somme, et on verra ce soir comment vous serez.

Je fis comme elle disait ; je me tins tranquille et m'endormis. En rouvrant les yeux, je me reconnus tout à fait ; la mémoire revenait et les idées très nettes. La vue du manteau brun sur la chaise, au pied du lit, ramena cette fois, en un instant, toute la suite des souvenirs récents. Je nous revis, Alexis et moi, sur la route, échangeant nos manteaux, et je compris aussitôt l'erreur de notre hôtelière : nos papiers, qui étaient dans les poches de nos manteaux, avaient été échangés en même temps qu'eux : il était naturel qu'elle nous prît l'un pour l'autre. Ce qui me préoccupait, c'était le sort d'Alexis. Avait-il été arrêté? ou victime d'un accident? La bonne femme avait dit qu'il n'avait plus besoin de moi et s'était récriée à l'idée que j'aille le rejoindre où il était : en prison? ou à l'hôpital? La phrase du garçon, « que le bouillon qui me ressusciterait ne ressusciterait pas l'autre » ne m'effrayait pas trop : je prenais le mot au même sens pour nous deux et j'en conclus qu'Alexis était malade ailleurs et moins bien soigné.

La vérité était pire ! Mais mon inquiétude déjà grande, à son sujet, me prépara du moins à la triste nouvelle du lendemain.

Voici ce qui s'était passé.

Dès les premières maisons de Dreux, Alexis avisa un hôtel quelconque, ou plutôt une auberge ; la Providence permit que ce fût une maison tenue par une brave femme. Elle fit bien d'abord quelques difficultés pour recevoir un malade ; mais la pitié l'emporta. Alexis lui affirmait qu'il ne s'agissait pour moi que d'un excès de fatigue et que nous prendrions la diligence de Paris dans deux jours au plus tard. Puis, une fois qu'il m'eut installé dans mon lit (il devait être entre huit et neuf heures), il voulut, même avant de souper, aller chez un pharmacien lui dépeindre mon état et lui demander un calmant quelconque. Comme je vous l'ai dit, il se débarrassa de son manteau, c'est-à-dire du mien, et partit simplement vêtu de sa veste. Il faut savoir que, en cours de route, nous mettions notre argent comme nos papiers dans les poches de nos manteaux, plus commodes que celles de nos vestes, parce qu'elles étaient plus vastes et mieux fermées. Il tira d'une de ses poches un louis qu'il conserva dans sa main, comptant être de retour dans peu d'instants ; en bas, sur le seuil, il trouva notre hôtesse et se fit indiquer par elle le chemin à suivre.

Il n'y avait pas de pharmacie proche ; il fallait aller au centre de la ville ; c'était encore assez loin. Elle lui montra à distance une petite rue oblique, qui, lui dit-elle, abrégerait la course ; mais elle ajouta que cette rue était obscure, mal fréquentée, et que la nuit, il ferait aussi bien de ne pas la prendre ; il paraît qu'il se mit à rire et qu'il partit vite en faisant, par une fatale imprudence, sauter son louis dans sa main.

Deux minutes ne s'étaient pas écoulées qu'un cri de détresse retentissait au dehors, suivi d'un bruit de pas précipités ; les rares passants, quelques voisins couraient vers la rue qu'avait prise Alexis. On le trouva percé de plusieurs coups de couteau, ne respirant déjà plus ; exploit d'un rôdeur quelconque, que l'on poursuivit mollement et qui, d'ailleurs, ne fut jamais pris.

L'enquête fut sommaire ; le commissaire de police trouva dans le manteau gris les papiers nécessaires pour établir l'identité de la victime ; c'étaient les miens ! Il examina également ceux qui étaient dans la houppelande brune d'Alexis, qu'il croyait être la mienne. M'interroger, il n'y avait pas à y penser : je délirais déjà. L'affaire, très simple, n'offrait ni mystère, ni intérêt ; crime vulgaire. On tenait, par la petite note dont je vous ai parlé, l'adresse de la famille : M. Agérande, l'Îsle-en-Croix (Manche) ; le commissaire avait aussi mon nom, du moins celui qu'il croyait être le mien : Charpedier. Il recommanda que je me présentasse à son bureau avant de quitter Dreux, et, le jour même, il écrivit au maire de l'Isle-en-Croix de faire connaître avec les précautions d'usage, au sieur Agérande, la mort tragique d'un jeune homme qui portait son nom. Il ajoutait que celui-ci voyageait avec un compagnon de son âge, pour le moment malade, et qu'on interrogerait plus tard.

Vous devinez quels furent, à ces nouvelles, mon trouble et mon désespoir ; je fondis en larmes, et je ne pensais tout d'abord qu'à mon cher Alexis, à son horrible fin, dont je n'étais pas loin de m'accuser, puisque c'était pour me chercher des remèdes qu'il avait été au-devant d'elle.

— Eh bien, et moi, dit mon hôtesse, moi qui lui ai sottement indiqué cette mauvaise rue? Que voulez-vous, monsieur Charpedier, on n'évite pas sa destinée. Pourquoi aussi ce pauvre M. Agérande montrait-il ce louis dans sa main?

Quand la bonne femme fut partie, je réfléchis et je creusai une idée qui m'était venue confusément au milieu de mes larmes et de ses bavardages. Cette idée, si vague qu'elle fût d'abord, m'avait arrêté au moment de la détromper sur mon identité.

J'avais fui de chez moi pour n'être plus Paul-Émile Agérande ;

si je ne rectifiais pas l'erreur de tous ces gens par le concours des circonstances, Paul-Émile Agérande n'existait plus ; et ce n'était plus seulement mon nom que je changeais, c'était ma personnalité. Je devenais Alexis Charpedier ; et, pour cette métamorphose, je n'avais aucune initiative à prendre, je n'avais qu'à laisser faire les événements ; ma responsabilité était en quelque sorte négative. Avec le nom, j'avais les papiers ; je savais qu'il ne restait à Alexis aucun parent, en dehors de cet oncle, le sieur Joseph Mauge, du Havre, avec qui il avait rompu. Dans notre brève, mais continuelle intimité de ces derniers jours, nous nous étions raconté l'un à l'autre bien des détails de notre vie ; vis-à-vis d'étrangers, je pouvais tenir convenablement le personnage d'Alexis. Il y avait bien sa fiancée, dont il m'avait tu le nom ; mais il m'avait dit qu'il ne pouvait correspondre avec elle, à cause de sa famille, et qu'ils s'étaient résignés à demeurer plus ou moins longtemps sans nouvelles l'un de l'autre. Quant à la douleur de mon père à l'annonce de ma prétendue mort, le mal était déjà fait, et il avait été fait à mon insu, par l'avis de la police de Dreux. J'avoue que je m'arrêtai peu à cette pensée. Je n'envisageai guère non plus les conséquences légales ou lointaines de ma décision ; la gravité morale s'en atténuait pour moi de ce que je profitais d'une situation sans avoir rien fait pour la créer ; et même je n'étais pas loin de voir quelque chose de providentiel dans des événements si favorables à mes projets.

Dès le lendemain, je me rendis au commissariat de police, et je commençai à jouer mon nouveau rôle. Je fournis au commissaire quelques renseignements sur Paul-Émile Agérande et sur moi-même, désormais Charpedier ; et lui me donna un excellent avis.

— Puisque vous êtes à court d'argent et que vous relevez de maladie, demeurez encore ici deux ou trois jours pour vous remettre ; et au lieu d'aller à Paris, gagnez Évreux, où vous mènera la diligence d'Orléans à Rouen, et où le 7e régiment de dragons tient garnison. Vous y contracterez sur place votre engagement. Vous ferez ainsi une économie de temps et d'argent. Plus tard, vous verrez Paris ; je souhaite que ce soit comme officier.

La prédiction de l'aimable commissaire s'est réalisée ; j'étais sous-lieutenant quand, pour la première fois, j'ai visité Paris, retour de Leipzig en 1813. En tout cas, pour le moment, je suivis son conseil, et quelques jours après, à Évreux, le dragon Alexis Charpedier revêtait l'habit vert à parements jaunes et le pantalon gris, ayant dans ses poches ses papiers en règle et, pour tout bien, deux pièces de cent sous.

Ah ! dans ce temps-là, on ne moisissait pas au dépôt, et l'instruc-

tion n'était pas longue. J'ai commencé par l'Espagne et le Portugal, continué par la Russie... changement de climat, croyez-vous? J'ai eu ma première blessure à Fuentès de Onoro ; la deuxième en Allemagne, à Lützen, — c'est celle dont vous voyez la trace sur ma joue, — la troisième dans la campagne de France, à Champaubert. Cette fois, je faillis y rester : un diable de coup de pointe qui s'arrêta à un centimètre du cœur! En 1818, je fus nommé lieutenant au 6e régiment, celui de la Loire. Dans la dernière guerre, il y a deux ans, — car j'ai fini par où j'ai commencé, par l'Espagne, — je ne fus que légèrement blessé à l'épaule : le sabre d'un de mes hommes au cours d'une charge. Pourtant, j'ai pris part à des affaires où cela chauffait, à Chiclana, par exemple, et sous les murs de Carthagène. Je suis revenu d'Espagne capitaine, et j'étais en garnison à Tours, quand me parvint là une lettre de Me Remondin, notaire à Rouen, une lettre qui me jeta dans la stupeur.

Et pourquoi me jeta dans la stupeur une lettre qui m'annonçait qu'héritier du sieur Mauge, propriétaire au Havre, je n'avais qu'à me présenter chez un notaire de ladite ville pour recevoir trois cent vingt-cinq mille francs, vous le comprenez, mon cher François, qui savez les choses : il n'y eût eu personne alors et autour de moi pour le comprendre... personne que moi!

Le jour où j'avais usurpé le nom d'Alexis Charpedier, je m'étais juré de toujours porter ce nom honorablement ; dans ma conscience, je jugeais l'avoir fait jusque-là ; il n'en serait plus de même si je m'appropriais une succession sur laquelle je n'avais aucun droit et que je recueillerais aux dépens d'autrui ; car il y avait sans doute, à mon défaut, quelque autre héritier ; j'eusse été un voleur! Vous pouvez croire que je n'eus pas une minute d'hésitation, non... pas même une tentation. Mais la situation où je m'étais mis en devenant Alexis Charpedier me commandait une certaine prudence : le refus de cette succession paraîtrait si singulier qu'il pouvait éveiller des soupçons et attirer sur le passé et ma personnalité une attention que je ne désirais aucunement. J'étais curieux, d'autre part, de savoir à qui irait cette fortune qui devait échoir à Alexis, s'il eût vécu. Je pensais que, de vive voix, il serait plus commode que dans une lettre de faire accepter par ce notaire les prétextes de mon refus : je lui expliquerais qu'étant célibataire et n'ayant pas l'intention de me marier, ma solde suffisait largement à mes besoins, que je n'avais jamais compté sur la succession de l'oncle Mauge, et qu'après la manière dont moi-même j'avais agi envers lui, je ne me croyais pas le droit de profiter de sa fortune.

Je ne me dissimulais pas que j'aurais peut-être de la peine à le

convaincre de la sincérité de mes raisons ; après tout, il penserait de moi ce qu'il voudrait, probablement que j'étais fou. Tant pis! J'aimais mieux parler qu'écrire ; je ne suis pas du tout homme d'affaires ; un écrit peut compromettre. D'une manière ou d'une autre, il y avait quelque danger, et quand il y a un danger, il vaut mieux marcher vers lui et le voir de près. Je demandai une permission et je partis pour Rouen.

Comment n'ai-je pas songé à ce moment que Me Remondin pouvait fort bien avoir connu Alexis? Je n'en eus l'idée qu'en montant son escalier ; trop tard pour reculer! Et, en effet, dans le temps, il avait vu Alexis plusieurs fois avec son oncle. Eh bien, dès mon entrée dans son étude, à peine si je m'étais nommé, il se précipita vers moi... il me reconnaissait!

Je dus le reconnaître aussi ; j'y allais, vous vous en doutez, avec précaution ; je pus m'en tirer tant bien que mal :

— Eh! mon Dieu, disait-il, vous n'avez pas trop changé en ces quinze années... sauf pourtant la voix ; l'habitude, sans doute, du commandement, mon capitaine? Par ailleurs, je vous remets très bien.

Il m'emmena dans son cabinet, et ce qu'il m'apprit me retourna complètement.

« Votre oncle, commença-t-il, se soucia peu, je dois vous l'avouer, de votre disparition ; toutefois, après vous avoir traité de garnement et d'ingrat, il s'occupa de vous déshériter. Vous n'étiez point héritier réservataire ; il n'avait aucun parent au degré successoral, ce que je vérifiai avec soin à ce moment ; par conséquent, vous éliminé, sa succession allait à l'État. Il le spécifia, et, pendant cinq ans, je fus détenteur d'un testament conçu dans cet esprit. Mais, à partir de 1815, il montra de plus en plus de répugnance à voir sa fortune enrichir le Roi et les Jésuites. « J'aimerais encore mieux, me dit-il un jour, qu'elle aille à mon coquin de neveu qu'à ces bougres. » Excusez-moi, je vous cite ses propres paroles. En 1818, il mit sous mes yeux un journal où figurait votre nomination aux dragons de la Loire ; je vis qu'il en était ému, bien qu'il entendît ne le point laisser paraître. Cependant, mes efforts, à ce moment, pour amener une réconciliation complète entre vous deux demeurèrent vains (heureusement pour moi, pensai-je!). Je lui offris de vous écrire ; il refusa, mais... il déchira son testament. Et c'est ainsi que le gouvernement de Sa Majesté perdit trois cent vingt-cinq mille francs, et que vous les avez gagnés, ce dont je vous félicite!

Vous le voyez, mon cher François, pour une fois que j'avais su me taire, j'en avais assez bien choisi l'occasion. Ainsi, en acceptant la

succession du vieux Joseph Mauge, à qui je n'étais rien, je ne lésais personne. Je pris du moins vis-à-vis de moi-même l'engagement d'en faire un usage généreux. Et tout de suite ma pensée se reporta vers les survivants de ma famille.

Au cours de ma carrière, vous vous doutez bien que je n'avais négligé aucune des rares chances qui s'offraient d'avoir quelques nouvelles de l'Isle-en-Croix. En 1814, par un maréchal des logis. originaire d'Avranches, j'avais su la mort de mon père qui remontait à deux années. En 1820, j'appris celle de Décius par un ancien compagnon d'armes que j'avais connu sous-lieutenant au 11e hussards, que j'ai retrouvé depuis aux chasseurs à cheval de Monsieur, et qui a de la famille par ici, à La Haye-Pesnel ; il me dit que la veuve et ses enfants n'habitaient plus le Clos-Varin, qu'elle avait dû se fixer en ville, qu'elle y tenait un commerce, et que sa situation était précaire. A votre sujet, je ne pus jamais rien savoir. Je donnais pour prétexte à ma curiosité que l'oncle Mauge avait eu autrefois des relations d'affaires avec l'Isle-en-Croix ; heureusement tout cela n'intéressait guère les gens qui me renseignaient ; on ne me posa pas de questions indiscrètes, et je n'éveillai aucun soupçon.

Rentré à Tours, je résolus de quitter le service et de rentrer provisoirement dans l'Avranchin. J'étais las de la vie de garnison à laquelle la guerre d'Espagne n'avait été qu'un dur et brillant intermède. Cette campagne m'avait fort éprouvé et m'avait montré que mes forces faiblissaient. Aux avertissements donnés par mes vieilles blessures vinrent se joindre un spleen tardif, un caprice attendri de revoir les lieux de mon enfance et de ma première jeunesse.

Une surprise m'y attendait ; une surprise? Je devrais dire une catastrophe : l'associée de Mme Agérande n'est autre que la fiancée d'Alexis !

Le Père interrompit :

— Je le sais.

— Vous le savez? ...

— Oui, et je ne crois pas, ajouta-t-il en souriant, qu'il y ait lieu de vous en trop alarmer.

— Mais, c'est que...

— C'est que?... Allons, achevez votre confidence, mon ami : c'est que... vous l'aimez?

— Ah ! mon cher François, telle est la vérité, vous l'avez devinée, et vous voyez à présent si, comme je le vous le disais au début, je suis, par ma faute, acculé à une terrible situation. Aussi, pouvais-je prévoir une rencontre si invraisemblable?

— Je vous accorde que non. Où vous avez fait preuve de bien de

l'imprudence et de la légèreté, c'est, puisque vous étiez devenu Alexis Charpedier, de taire vos relations avec Paul-Émile Agérande. Pourquoi? Remarquez qu'il y a une preuve écrite qu'un jeune A. Charpedier accompagnait Paul-Émile quand celui-ci fut assassiné à Dreux ; la lettre du commissaire de cette ville le nomme.

— Que dites-vous là? Je l'ignorais absolument.

— J'ai bien cru le voir tout à l'heure à votre récit. Heureusement cette lettre est en des mains sûres, les miennes ; je l'ai prise à Mme Agérande, et j'espère qu'elle n'a aucun autre document où vous soyez nommé. Mais — il s'interrompit en se retournant — voici derrière nous, en haut de la côte, la voiture de Turgeon qui rentre à Avranches, dont nous approchons. Dans un instant, il me rejoindra ; il va m'offrir une place. Quittons-nous ici, rentrez au Clos-Varin, et venez me trouver mardi, à trois heures, dans mon cabinet, au collège. D'ici là, j'aurai vu Mlle Flory. Autorisez-moi à lui dire votre histoire, les choses telles qu'elles sont. Je réponds de sa discrétion, et il va de votre intérêt qu'elle sache tout. Laissez-moi faire !

La carriole arrivait dans un bruit de roues et de grelots, et sans attendre la réponse du capitaine hésitant et surpris, le Père enjamba le marchepied.

— A mardi, mon capitaine ; c'est entendu ainsi !

XIII

Depuis que, contrairement à ce que croyait le P. de la Gueltière, Isabelle avait en sa possession un papier avec le nom de Charpedier, une preuve que le propriétaire du Clos-Varin avait jadis connu Paul-Émile Agérande, et, puisqu'il le dissimulait, qu'il avait donc quelque chose à cacher dans sa vie, l'imagination de la veuve ne cessait de trotter. Dans ses excursions désordonnées, il lui arrivait de rencontrer parfois la vérité.

Elle n'avait pas eu de peine à identifier le camarade de Paul-Émile avec le fiancé d'Élise. Tout y invitait : le nom, le départ du Havre en l'année 1810, l'oncle riche, etc... Mais Élise avait nié que le capitaine d'aujourd'hui fût son fiancé d'hier, et pour l'avoir supposé, Isabelle s'était fait traiter de folle ! Or, voici qu'elle tenait, par la note du vieux Manlius, le témoignage écrit que les deux Charpedier n'en faisaient qu'un.

Cette Élise était une menteuse et une hypocrite, une friponne ; elle voulait, par un mariage, mettre la main sur trois cent mille francs, voilà tout ! Mais alors, à quoi bon prétendre que le Charpedier actuel n'était pas son fiancé de 1809? Le bon sens, au contraire,

demandait qu'elle s'en prévalût ! C'est donc qu'il y avait entre elle et lui quelque secret, quelque chose dans le passé d'inavouable, et ce devait être de son côté à lui. Leur attitude réciproque, aux dimanches du Clos-Varin, était de plus en plus agaçante et ridicule : elle se laissait courtiser avec des airs de grande dame ; lui se montrait gauche et troublé comme un écolier. C'était bien la peine d'avoir affronté les glaces de la Russie et les soleils d'Espagne, le sabre et le canon, pour s'intimider devant une pécore ! « Hélas ! ce n'est pas avec moi, songeait-elle, qu'il demeurerait ainsi désemparé. Il ne me parle qu'avec trop de galanterie et d'aisance ; je l'aimerais mieux sot et ému, comme il est auprès d'elle ; mais elle l'a ensorcelé. »

Isabelle en était là de ses réflexions pleines d'amertume, quand la jeune Mme Hervé-Toury, la femme du banquier, entra dans le magasin.

— Avant-hier, j'ai rencontré Mlle Flory sortant du collège Saint-Louis ; elle m'a dit que ma redingote était prête pour l'essayage. Libre aujourd'hui, j'accours. Voyons cela !

Mais quand elle vit *cela*, elle poussa des cris indignés :

— Bleu pâle ! Je vous avais dit bleu canard ! Avec les rubans vert-de-gris de mon chapeau, ce bleu pâle fera horriblement.

Elle bouscula sur la table des gravures de modes.

— Tenez, voilà ce que j'avais choisi : Redingote à revers, bleu canard, sur chemisette blanche à jabot ; chapeau blanc, très relevé, à nœud vert-de-gris ; modèle de Mme Millet, boulevard Italien, nº 20. Et voici l'autre : bleu très pâle, nœuds de même couleur au chapeau. Je n'en ai pas voulu, et vous me le présentez aujourd'hui !

Mme Agérande consulta le livre des commandes : il y avait bien *bleu pâle*, de l'écriture d'Élise.

— Mon associée se sera trompée ; excusez-nous. On va tout de suite vous tailler une autre redingote. Après-demain, à quatre heures, vous pourrez essayer ; nous nous dépêcherons ensuite, et il n'y aura pas de retard pour la livraison, aux premiers jours de la semaine prochaine.

— Cela m'oblige à revenir. Il est vrai que le plus grand désagrément est le vôtre, si la redingote bleu-pâle doit vous rester pour compte.

— Ce sera en effet une perte.

— Prenez-vous-en à Mlle Flory ; où met-elle donc sa tête? Elle n'est pourtant plus une enfant !

Mme Hervé-Toury n'aimait pas Élise, par rivalité de pénitentes auprès du P. de la Gueltière.

Quand celle-ci rentra de ses courses, elle prit assez mal les observations d'Isabelle.

— C'est moi qui ai écrit *bleu pâle* ; vous dit-on le contraire? Mais sous la dictée de qui, je vous prie? Sous la vôtre, sur vos indications, puisque c'est vous qui preniez les mesures.

— Je suis parfaitement sûre de vous avoir dit *bleu canard;* je m'entends encore le disant.

— Et moi, non moins sûre que vous avez dit *bleu pâle;* et je crois vous entendre encore !

— Vous pensiez à autre chose... ce qui est assez votre habitude.

— Tandis que vous, le nez sur votre ouvrage, vous ne rêvez pas, peut-être !

La discussion eût pu continuer ainsi jusqu'au lendemain. Isabelle, sentant qu'elle ne résistait plus à l'envie de mordre ou de griffer cette blonde aigre et maligne, s'avisa que l'heure était venue d'aller aux Messageries de Granville.

Elle se demandait ce qu'Élise avait été faire l'avant-veille au collège Saint-Louis, c'est-à-dire chez le Père de la Gueltière. Elle avait su, par le petit Hector, que, hier mardi, Charpedier avait rendu visite au Père ; ils se connaissaient donc tous les deux? Voilà encore une nouveauté ! et que signifiaient ces entretiens, ces allées et venues d'Élise et du capitaine chez le Supérieur? Tout cela devait se rattacher à l'intrigue du Clos-Varin, à un complot tramé par ces gens contre elle, Isabelle.

En proie à ces inquiétudes, elle traversait le jardin de l'Évêché pour rejoindre les rampes qui la mettraient au bas de la ville, à l'hôtel de Bretagne où relayaient les voitures de la Manche, lorsqu'elle aperçut, venant à elle, Cléanthis Turgeon. La bonne face pleine de l'épicier s'éclaira d'un sourire et même se teinta d'un peu de rose aux joues. Il était en veste gris argentin et balançait un panier vide ; du moins, n'avait-il pas de tablier. Isabelle ne se défendit pas de le trouver agréable, et pendant qu'il lui souhaitait « bien le bonjour » et s'informait tendrement de sa santé, elle se disait : « Voici le seul être qui m'aime, et ce n'est qu'un épicier ! »

— Madame Agérande, je vous donne à deviner qui vous trouverez dimanche au Clos-Varin? Mon fils et moi ; mon Dieu, oui, tout simplement ! M. le capitaine nous fait cet honneur de nous inviter avec vous. Il est ici dans le moment même ; il s'installe chez la veuve Auclar et meuble sa chambre d'une gentille façon, je vous assure ; je sors de chez lui. Si vous allez à l'hôtel de Bretagne pour le relais des voitures, vous passerez devant. Au revoir, madame Agérande ; à dimanche, si ce n'est d'ici là. Les enfants s'amuseront bien ensemble, et moi, je vous verrai.

Effrayé d'avoir osé ces derniers mots qui lui parurent une décla-

ration presque brutale, il remit sa casquette et tourna les talons, ajoutant seulement par une habitude de commerçant :

— Et toujours à vos ordres, madame !

Isabelle, ses expéditions faites, repassa devant la maison Auclar. Cette fois, la fenêtre de l'étage était grande ouverte, et dans le fond de la pièce, elle aperçut Charpedier, un tableau dans les mains, parce qu'il s'apprêtait sans doute à le pendre au mur. Elle eut alors une idée audacieuse et folle : sans plus réfléchir, elle se jeta dans l'escalier, le gravit d'un élan, et tira vivement sur le pied-de-biche de la sonnette. Elle ne savait encore ni ce qu'elle allait dire, ni ce qu'elle voulait faire.

Il vint ouvrir en gilet de nankin, les manches de sa chemise relevées jusqu'au-dessus du coude, tenant encore dans une main un sac de pointes et un tournevis. Surpris de la voir, il la fit entrer en s'excusant de sa tenue.

Elle commença d'expliquer :

— Je passais, j'ai vu du dehors que vous emménagiez ; j'ai pensé à vous offrir mes services. Les avis d'une femme peuvent être utiles pour l'installation d'un chez soi. Puis, j'ai eu, je l'avoue, la curiosité de connaître votre logement. Je ne suis pas indiscrète?

Il protesta... un peu mollement. En même temps, il prenait son habit, jeté sur un meuble. Cette démarche d'Isabelle lui paraissait singulière ; ce fut bien autre chose quand, au moment où il tendait un bras pour y rabattre la manche de sa chemise, il vit la jeune femme écarquiller les yeux et demeurer la bouche ouverte au milieu d'une phrase... Que lui arrivait-il? qu'avait-elle vu d'étrange?

Ce qui lui arrivait, ce qu'elle avait vu d'étrange pour elle, Charpedier ne pouvait vraiment s'en douter. Quand même il eût songé à la lentille brune en relief sur son bras gauche, juste au-dessous du coude, comment eût-il pu avoir l'idée que cette tare insignifiante fît une telle impression sur Isabelle? Pour cela, il lui eût fallu savoir — ce qu'il ne savait pas — que le petit Hector portait exactement le même signe, sur le bras gauche aussi, à la même place, et que Décius un jour, dit à sa femme : « C'est curieux ! Paul-Émile avait la même chose, juste au même endroit et au même bras. » A quoi elle répondait : « On se ressemble de plus loin, et puisque ton fils est né six ans après la mort de ton frère, tu ne vas pas me soupçonner d'adultère. » Et lui : « Grande bête ! » Et il lui tapait dans le dos et l'embrassait à pleine bouche.

Ce n'était pas à ce souvenir sentimental que s'attardait Isabelle quand elle restait muette, les yeux fixés sur le bras de Charpedier, même après qu'il eut endossé son habit, comme si elle voyait encore

à travers le drap le signe révélateur. Esprit simple et droit, elle pensait : « L'homme que j'ai devant moi est Paul-Émile Agérande ; il vit, et, par conséquent, n'a pas été tué à Dreux. C'est Charpedier, le fiancé d'Élise, qui a été tué ; l'autre a pris son nom et a recueilli la succession de l'oncle. C'est Paul-Émile Agérande que voici en chair et en os. »

Elle ne se perdit pas dans des complications, ne s'embarrassa pas des *comment* ni des *pourquoi*, ne s'enlisa pas dans les doutes. Mais la découverte qu'elle venait de faire était suffisante pour la bouleverser et la laisser ahurie pendant un bon moment. Le capitaine, de son côté, ne l'était guère moins, ne parvenant pas à comprendre ce qui pouvait bien se passer en elle. La conversation finit par se rétablir péniblement. Ils discutèrent la place des meubles. Après quelques minutes, elle se leva :

— Je vois que vous n'avez pas besoin de mes services.

Il répondit poliment :

— Mais vos conseils me sont très utiles. Ainsi, pour la place de la commode, je reconnais que vous avez raison : à droite de la fenêtre ! Je vais l'y pousser ; le fauteuil, à gauche.

Il ne fit rien pour la retenir. Sur le seuil, elle se retourna :

— Il paraît que dimanche nous trouverons au Clos-Varin M. Turgeon?

— Je l'ai invité ; en êtes-vous contrariée?

— Non, du tout ; pourquoi cela me déplairait-il?

— J'aurais dû vous le demander auparavant. Cela s'est fait hier, par circonstance.

La vérité est que l'idée venait du Père de la Gueltière.

Elle partit enfin. « Serait-elle devenue folle? » se disait le capitaine. tout en donnant à ses vêtements et à ses chaussures un coup de brosse avant de monter en ville pour y faire, au Dauphin, une partie de billard avec Piaff et Turgeon. « Si, dans sa jeunesse elle était souvent ainsi, Décius ne devait pas souvent en mener large... *le pauvre Décius*, comme elle aime à dire. » Cette pensée l'amusa ; puis il se mit à rêver d'Élise et devint mélancolique.

XIV

La collation et le Xérès du capitaine avaient fini par dissiper l'humeur sombre d'Isabelle dont le visage de deuil, plus exactement de fureur concentrée, avaient étonné, à son arrivée, Charpedier et Turgeon. Mais, décidément, elle ne pouvait pas résister longtemps

à l'attrait d'une partie de campagne, ce grand plaisir de la petite ouvrière des villes ; et voilà que, justement, Turgeon, en se promenant avec elle dans le bois de frênes, lui confiait que, quant à lui, il ne connaissait pas de plus charmante distraction.

— Et le capitaine reçoit si bien ! Son Xérès est fameux, sapristi ! S'il fallait en trouver de pareil, vous savez, douze francs la bouteille ne serait pas cher. C'est lui-même qui l'a rapporté d'Espagne ; il est vrai qu'il l'a rapporté au prix de son sang !

« Le sang d'un imposteur. » pensa Isabelle ; mais la phrase de Turgeon lui parut belle et d'une tournure héroïque. Elle appréciait aussi ses plaisanteries un peu lourdes, mais toujours convenables, comme il sied quand on cause avec une honnête femme. Elle l'eût seulement désiré un peu plus hardi ; car, enfin, parce qu'elle ne voulait pas de lui, ce n'était pas une raison pour qu'elle ne tînt pas à ce que lui voulût d'elle. Un moment, elle crut bien qu'il allait parler ; après un silence, coupé d'un soupir, il s'était écrié :

— Ah ! madame Agérande ! comme je suis heureux d'être ici...

Il n'osa pas achever « avec vous ». Les mots restèrent sur ses lèvres et dans son cœur. Mais son regard tendre les exprimait clairement. Isabelle en fut touchée...

La cloche de l'église annonça les vêpres ; on vit accourir le petit Anatole Turgeon qui entendait que tout le monde vînt à l'office. Jusqu'à présent, il n'avait fait qu'une recrue : le père Bisson, qui irait « pour faire plaisir au gentil jeune monsieur ». Anatole avait conquis les bonnes grâces du jardinier en refusant d'aller avec Hector et Olympe, dans la basse-cour, disperser l'armée de poules ; le bonhomme ne savait pas que le motif de cette abstention était de ne pas salir des souliers mordorés, mis ce jour-là pour la première fois. Isabelle et Turgeon promirent au jeune zélateur leur présence à l'office.

— Ce n'est que le premier coup ; vous avez encore près d'une demi-heure, » concéda l'enfant, ponctuel et ravi.

Le moment venu, on dut chercher Élise et Charpedier. La cuisinière dit qu'elle les avait vus traversant le champ de sarrasin et l'herbage ; sans doute, ils étaient sortis par la barrière et rentreraient par la route en contournant la maison. Isabelle remarqua d'un air de dignité :

— Singulière conduite de la part d'un maître de maison, planter là ses hôtes pour courir la campagne avec une demoiselle !

— Ne seraient-ils pas fiancés? hasarda Cléauthis, conciliant et maladroit.

— Oh ! ce serait trop fort... et même impossible, croyez-moi, monsieur Turgeon.

Pourquoi? elle ne le dit pas à « monsieur Turgeon », qui ouvrit de grands yeux, mais n'osa le demander, n'y comprenant rien ; il voyait seulement qu'elle était irritée. Cependant, quand les déserteurs reparurent, elle ne leur fit pas trop grise mine ; ne pouvait-elle, d'un mot, empêcher ce mariage scandaleux quand elle voudrait? Pour l'instant, il ne lui déplaisait pas d'aller montrer à l'église sa toilette neuve, de prendre place dans le banc du capitaine et de s'y pavaner avec la perspective ensuite d'une partie de dominos avant le dîner. C'était son jeu préféré.

« Décius aimait à dire que c'est le jeu des innocents ; je crois bien qu'il entendait par là : des imbéciles. Il y gagnait sans cesse. »

Des sourires s'ébauchèrent. Elle n'y prit pas garde ; quand elle faisait de l'esprit, c'était sans le savoir. D'ailleurs, Turgeon la tenait pour malicieuse et fine.

Pendant les vêpres, elle copia les attitudes d'Élise, tout en tiquant du côté des gens du château, le marchand de bois de Saint-Malo et sa « dame » qu'elle jugea commune et mal habillée, car cette personne n'était pas de ses clientes. La psalmodie faillit l'endormir ; heureusement pour elle, un enfant de chœur laissa tomber un livre ; ce bruit la tira à temps de sa somnolence. On finissait les complies ; les cloches sonnèrent à toute volée pour la bénédiction, et ce fut le mouvement de la sortie et le grand air retrouvé, et aussi, une fois dans la cour, l'odeur, de plus en plus délectable, aux abords de la cuisine, d'une rouelle de veau juteuse et dorée, et de perdreaux bardés de lard, dus à la ruse du vieil Aventin, qui était quelque peu braconnier.

La fièvre du jeu où elle se donnait tout entière et où elle gagna, et l'excellence du dîner, où la conversation la grisa plus encore que les vins, l'absorbèrent au point de lui faire oublier que le capitaine Charpedier dissimulait Paul-Émile Agérande et qu'Élise était la dernière des pestes. A cet agréable engourdissement, à cette vague bienveillance vint l'arracher l'agitation du départ :

— Le coup de l'étrier, mesdames!

Le capitaine attirait de la cave en palissandre un flacon de Vespetro et des verres minces de Bohême, sur lesquels un cerf agile et dépoli fuyait vers un bois de sapins minuscules, devant un chasseur épaulant son arme.

— Liqueur éminemment digestive! proclama Turgeon, qui en vendait.

Il vida son verre à petits coups, mais en peu d'instants ; et, décidément enhardi, il proposa de prendre dans son cabriolet un des enfants « ou même une de ces dames ». L'embarras des deux jeunes

femmes lui montra qu'il s'égarait ; de leur part, c'eût été fausser compagnie à Charpedier qui venait de sortir pour atteler. Il rougit jusqu'aux oreilles et reprit :

— C'est vrai, je suis incorrect ! Accordez-moi au moins Hector.

On le lui accorda.

Les voitures s'alignèrent devant le perron : l'américaine bleu d'outremer d'abord, le cabriolet brun Van Dyck, à roues rechampies de jaune, à la suite. Charpedier s'excusa auprès de Turgeon de prendre la tête : son cheval avait la manie dangereuse de dépasser à tout prix, s'il voyait devant lui un autre équipage. Le capitaine le maîtriserait bien pendant une demi-lieue ; davantage, il n'en répondait plus ; la bête briserait tout ! Élise, qui manquait de bravoure, eut un mouvement de recul :

— Vous avez peur? dit Isabelle, railleuse.

— Non, pas avec M. Charpedier.

« Quelle impudente ! pensa l'autre ; qu'elle dise donc tout de suite qu'elle l'aime ! » Elle poussa Olympe à l'intérieur de la voiture, y monta elle-même, laissant à Élise, contrairement à l'habitude, la place sur le siège, à côté de Charpedier.

Elle les observait et les écoutait ; ils ne parlaient guère et seulement de choses indifférentes. « Parbleu ! songea-t-elle, ils se sont dit ce qu'ils avaient à se dire pendant leur promenade à travers champs, avant les vêpres. »

Mme Agérande ne se trompait pas.

Avec une décision suffisante, non sans pâlir un peu, Charpedier, après la collation, avait demandé à Élise « la faveur d'un entretien ». Elle, qui s'y attendait, acquiesça d'une légère inclinaison de tête, se leva de son fauteuil et sortit lentement du salon. Toujours froide en apparence, et maîtresse d'elle-même, elle avait, dès que l'on fut à distance de la maison, eu la générosité de prendre la parole la première, épargnant ainsi au capitaine l'exorde embarrassé qu'il avait préparé la veille et que, d'ailleurs, il n'eût plus retrouvé.

— M. de la Gueltière m'a tout dit, monsieur.

— Tout?... répliqua-t-il très vite, même... mes sentiments pour vous?

— Tout... de ce que j'ignorais.

— Et maintenant que vous savez, mademoiselle Élise, que pensez-vous de moi?

— Pourquoi, monsieur, penserais-je à votre sujet différemment de M. de la Gueltière qui est mon directeur? Il ne vous blâme que d'avoir jugé votre père, ce que vous n'aviez pas le droit de faire. Il ne trouve rien à redire au reste.

— Le Père de la Gueltière parle en prêtre et en ami ; mais vous?... J'ai pris le nom de celui que vous aimiez !...

— Que j'aimais, oui ! J'avais quinze ans, et il y a de cela plus de quinze ans. Qu'en demeure-t-il aujourd'hui, si ce n'est que vous portez le même nom, et que vous le portez avec honneur?

Comme il lui parut qu'elle parlait bien, la petite modiste d'Avranches aux airs, aux manières de fille noble ! Noble, ne l'était-elle pas, en effet? Ses propos encouragèrent le timide amoureux ; la joie envahissait son cœur ; il la refréna, n'osant croire à tant de félicité, et il recommença, pour s'assurer encore, à plaider contre lui-même :

— Le nom... mais la fortune? l'héritage de son oncle Joseph Mauge, à qui je n'étais rien?

— Puisqu'en l'acceptant et en en faisant un usage honnête, vous n'avez causé de tort à personne...

— Si, à quelqu'un.

— Ah ! » fit-elle, surprise, et son front s'assombrit. Mais alors, reprit-elle, il faut restituer.

— Du jour où je l'ai découvert, je n'ai pas eu d'autre idée. Quand je le ferai, m'accorderez-vous votre estime sans restriction, votre amitié?

Elle ne se méprit point au sens du dernier mot. Les grands cils d'un blond foncé, presque bruns, battirent sur des yeux humides, et elle murmura :

— Je crois que oui.

Il lui saisit la main qu'il couvrit de baisers, mais elle ne la lui abandonna qu'un moment, se reprit tout à fait et questionna :

— Il y avait donc un héritier que vous ignoriez?

— Il n'y en avait pas.

— Je ne comprends plus.

— Mais il y avait et il y a encore une personne qui, aujourd'hui, partagerait cette fortune... avec l'héritier, qui a existé.

Les grands yeux s'ouvrirent ; la jolie tête blonde se redressa (en cheveux, elle n'avait pas pris de chapeau pour cette courte excursion dans la campagne) ; les petits pieds s'arrêtèrent. Et le capitaine continuait :

— Vous comprenez? La restitution ne peut se faire que sous la forme d'un partage. Le partage dépend de la volonté, du consentement de cette personne. Voudra-t-elle?

Elle eut, comme auparavant quand elle avait cru à l'existence de l'héritier, une exclamation, mais, cette fois, presque étouffée.

— Voudrez-vous? reprit Charpedier en lui tendant la main et en l'implorant d'un regard d'adoration.

Elle lui fit attendre la réponse un instant, mais ce fut d'une voix ferme et douce qu'elle répondit : « Oui. » Elle se laissa prendre un baiser sur le front, puis s'écarta vivement, lui faisant signe qu'ils étaient en vue de la route voisine. Des gens arrivaient, une voiture ; des enfants jouaient à quelques pas d'eux.

Tel avait été leur entretien, dont Isabelle n'avait pas à tort soupçonné l'importance.

Les voitures arrivèrent ensemble, comme le soir tombait, rue des Fontaines-Couvertes, où le jeune Hector fut remis, sain et sauf, entre les mains de sa mère. Il était dans une surexcitation joyeuse qui continua de s'épancher pendant un bon quart d'heure.

— Vous voyez, disait-il, le cheval de M. Turgeon marche aussi vite que l'alezan du capitaine. Je vais vous expliquer : il trotte la tête basse et allonge le pas. Les chevaux qui trottent la tête basse, c'est comme ça. Ainsi, il couvre à mesure beaucoup d'espace, comprenez-vous? M. Turgeon m'a expliqué. Et la moitié du temps, il m'a fait conduire. Oui, la moitié de la route, je dis bien, c'est moi qui conduisais ; et on est arrivé aussi vite que vous qui étiez devant... Ah! ce qu'il est drôle, M. Turgeon! Je l'aime mieux que M. Charpedier.

Olympe intervint :

— Moi aussi, mais un que je n'aime pas, c'est le vieux Bisson, qui, depuis que M. Charpedier est au Clos-Varin, est devenu assommant. On ne peut seulement pas aller amuser les poules et les lapins ; il est sur votre dos tout le temps. Ces pauvres bêtes, elles n'ont pas tant de distractions!

Et, d'un air profond :

— Elles seraient plus belles et se porteraient mieux si on nous laissait les égayer.

Ayant émis cette étonnante idée, elle entra dans son lit ; Hector, en chemise et se grattant le dos, l'approuvait :

— Ce n'est pas M. Turgeon qui jamais empêcherait de faire ce qu'on veut. En voilà un homme chic, avec qui on s'arrangerait de vivre!

— Pour sûr, marmonna Olympe.

Et elle se mit à ronfler.

XV

Par l'entremise d'Hector, son ordinaire messager, le Père de la Gueltière avait prié Mme Agérande de venir lui parler au sujet d'une affaire la concernant. Deux sœurs, de Mortain, cousines de Turgeon,

personnes sérieuses et qui n'étaient plus très jeunes, dont l'aînée avait travaillé à Paris, la cadette à Rennes, achèteraient volontiers les « Modes de Paris », le fonds et la clientèle, dans des conditions et avec des garanties qui valaient la peine d'être examinées.

Un mois plus tôt, une telle proposition n'eût pas eu de raison d'être faite ; ce n'était pas en cinq années qu'Isabelle avait pu amasser une fortune suffisante pour se retirer des affaires. Mais en ces derniers jours avait surgi de l'imprévu. Élise allait épouser le capitaine Charpedier. D'après les conventions avec Isabelle, elle n'était engagée que jusqu'au 31 décembre 1825 ; encore avait-elle la faculté de se retirer en prévenant son associée trois mois à l'avance et en laissant pendant un an, dans le fonds de roulement de la maison, les six mille francs qu'elle avait apportés en 1821. Sa part dans les bénéfices était d'un tiers ; il fallait en décompter le prix de sa pension chez Mme Agérande ; elle aurait tout au plus sept à huit mille francs à toucher, en dehors de son apport de six mille, recouvrable dans une année. On était en juillet, le mariage se ferait fin d'octobre.

Quant à Isabelle, qui, depuis 1820, avait réalisé à peu près vingt-cinq mille francs de bénéfices nets, elle aurait à la rigueur, avec le prix du Clos-Varin et la vente de son fonds, de quoi élever ses enfants ; mais, à leur majorité, elle se trouverait en face de ressources insuffisantes. Elle ne pouvait donc vendre les « Modes de Paris » que pour monter une autre affaire ; laquelle? et pourquoi abandonner une entreprise qui marchait bien, pour quelque autre dont le succès ne serait pas certain? Cela eût été folie, à moins que la situation de Mme Agérande ne changeât tout à fait... par un mariage ; le mariage avec Turgeon, à quoi celui-ci, plus épris que jamais, ne renonçait pas ! Sur son insistance, le Père de la Gueltière avait fini par entrer dans la combinaison, avec moins de foi, il est vrai, que le brave Cléanthis.

Son inquiétude venait de l'ignorance à peu près complète où il se trouvait des sentiments et de la pensée de Mme Agérande, et quels ils pouvaient être depuis qu'Élise lui avait appris son mariage et la rupture de leur association. Il n'était renseigné là-dessus que par Élise, qui elle-même n'en jugeait que d'après l'attitude, la conduite extérieure d'Isabelle. Or, cette attitude demeurait fort équivoque : ni franchise, ni clarté. La veuve avait accepté, sans la moindre objection, sans irritation apparente, les communications de son associée ; mais elle s'était enfermée, dès lors, dans le silence, n'ouvrant la bouche que pour les relations de travail quotidien. Élise affirmait que, de son côté, elle s'était appliquée de tous ses soins à être aimable, affectueuse même, mais qu'Isabelle demeurait impénétrable. On

eût dit qu'elle méditait quelque chose, un mauvais coup, peut-être? et même, Élise, peu brave, commençait à prendre peur. Le Père l'avait rassurée en plaisantant; toutefois, il n'était pas fâché de juger par ses yeux, et d'essayer de lire dans le cœur peu compliqué d'Isabelle.

En la voyant entrer, ou plutôt faire irruption dans son cabinet, il ne put conserver aucune illusion, même faible, sur les difficultés qui l'attendaient : les pommettes rouges, les yeux très noirs, les dents serrées, la jeune femme était visiblement en proie à une fiévreuse exaltation. Cela ne concordait pas bien avec les renseignements donnés par Élise ; non plus que rien, dans la simple demande du Père « de venir lui parler au sujet d'une affaire l'intéressant », ne justifiait cet air sombre, ces manières agressives. Il eut le sentiment d'une proche explosion ; et, en effet, l'éclat ne s'en fit point attendre.

Il avait à peine commencé :

— Dans les circonstances nouvelles où vous allez être, par suite du mariage de Mlle Flory...

— Ce mariage ne se fera pas ! Quelqu'un l'empêchera : moi ! Parce que ce serait une infamie ; j'ai mes preuves.

Elle avait lancé d'une voix sèche et par saccades ces petites phrases, qui, bien que venant en réponse, avaient été évidemment préparées.

Le Père reçut le choc sans broncher. Il se demandait seulement ce qu'elle savait. Il pensa : « Elle vient ici pour me le dire, je n'ai qu'à la laisser parler. Mais, de ce qu'elle sait, elle projette évidemment de faire sortir un scandale ; comment l'en détournerai-je? Dans l'état de surexcitation où je la vois, et avec son intelligence un peu courte, bon sens et raison ne serviront guère. » Le prêtre invoqua le Saint-Esprit, et l'ancien cavalier songea au cheval difficile, à qui, tout en le prenant ensuite par la douceur, il faut commencer par faire sentir la bride.

Il étendit le bras, fit retomber sa main vivement sur la table, et plantant un regard droit dans les yeux d'Isabelle :

— Ma chère dame, avant tout, je vous prie de ne pas élever ainsi la voix. Il me déplaît que, du dehors, on entende tant de bruit dans mon cabinet ; on n'y est pas habitué. Veuillez d'abord vous calmer ; je n'en écouterai que mieux les choses intéressantes, graves, très graves, si j'en juge d'après vos premiers mots, que vous avez à me communiquer.

Elle s'excusa, se replia un peu, se fit presque douce :

— Voilà tant de semaines que je me tais, que j'ai découvert ces horreurs et que je n'ai personne à qui me confier !

— Vous avez en moi un ami ; vous ne pouvez douter de l'intérêt

que je vous porte, à vous et à vos enfants. Voyons, madame Agérande, que se passe-t-il? Quelles sont ces *horreurs* que vous avez découvertes? Et pourquoi dites-vous que le mariage du capitaine Charpedier avec Mlle Élise serait une *infamie?*

— Il n'y a pas de capitaine Charpedier; il y a Paul-Émile Agérande!

Le Père leva les sourcils, recula sa chaise, donna tous les signes qu'il put de stupéfaction et d'incrédulité.

— Si je comprends bien, vous imaginez que, sous le nom d'Alexis Charpedier se cacherait en réalité Paul-Émile Agérande? Et vous venez me dire cela à moi, qui l'ai connu pendant des années; vous venez me le dire, vous qui ne l'avez jamais vu, puisqu'il est mort cinq ans avant votre mariage... Ma chère dame!...

— Je n'imagine pas, monsieur, j'ai la preuve, la preuve matérielle.

— Vraiment? Et laquelle donc?

Elle lui servit l'histoire de la marque brune au coude gauche. Plus ennuyé qu'il ne voulait le paraître, il affecta d'en rire :

— Coïncidence, oui, très curieuse. D'ailleurs, cette petite tare est beaucoup moins rare que vous ne croyez (il admira en lui-même la hardiesse de son affirmation). Et quand elle serait rare, suffirait-elle pour établir l'identité d'une personne? Vous disiez tout à l'heure : « Il n'y a pas de capitaine Charpedier. » Je vous demande pardon : il y en a un; un officier français dont la carrière a été des plus honorables, des plus belles, et, parce qu'il a, comme votre fils, une lentille sur le bras gauche, vous voyez en lui un imposteur, un aventurier, un voleur d'héritage; vous ressuscitez Paul-Émile Agérande, mort depuis quinze ans, vous inventez tout un roman...

— S'il n'est pas Paul-Émile Agérande, voulez-vous me dire, monsieur, qui il est, selon vous?

— Alexis Charpedier.

— Voici la preuve que non!

Et en même temps, elle tirait de sa poche la note tracée jadis par le vieux Manlius et qui avait échappé du registre. Sans la lâcher, elle la mit sous les yeux du Père, et elle la brandissait comme une arme.

— Du reste, monsieur, vous en savez autant que moi. Vous avez en votre possession une lettre que vous m'avez prise...

Il protesta, feignit d'être blessé.

— Pardon! Je voulais dire : « que je vous ai donnée ». Mais enfin, le résultat est le même!

— Quel est-il? Je ne vois pas.

— Que le capitaine n'est pas Alexis Charpedier, puisque avant d'arriver ici, il n'avait jamais entendu parler des Agérande.

Le Père eut une inspiration :

— La mort de Paul-Émile est un souvenir affreux pour lui ; il n'aime pas à y revenir ; il cherche à l'oublier... Cela se comprend, cela se sent !

— Non, monsieur, interrompit-elle violemment, ce n'est pas pour cela, c'est tout simplement parce qu'il n'est pas Alexis Charpedier. Et là, j'ai encore la preuve : le vrai Charpedier était le fiancé d'Élise Flory ; je m'en étais doutée au trouble inconcevable où la jeta son nom quand je le prononçai devant elle. Ce fiancé, disparu du Havre en 1810, y avait un oncle riche, ancien révolutionnaire ; votre capitaine engagé en 1810 serait dans le même cas? La vérité est qu'il joue le personnage d'un autre !

— Il ne joue rien du tout ! Il est bien celui pour lequel il se donne.

— Non encore, monsieur. Il n'est pas le fiancé d'Élise, puisqu'elle m'a formellement dit le contraire et qu'elle n'a pas reconnu en lui son fiancé la première fois qu'elle l'a vu, rue des Fontaines-Couvertes. S'il plaît aujourd'hui à cette péronnelle d'entrer dans une combinaison frauduleuse qui lui fait faire un mariage de trois cent mille francs, moi, je démasquerai cette honte !

— Pourquoi feriez-vous cela? Et comment vous y prendriez-vous?

— Pourquoi? Parce que c'est une chose révoltante que je puis arrêter d'un mot. Comment? En dénonçant l'imposture.

— A qui?

— Au procureur du roi. Il y a une justice en France, je suppose.

— On vous rira au nez ; vous vous ferez traiter de folle. Vos prétendues preuves n'en sont pas.

Il n'en était pas aussi sûr qu'il le disait : la vraie personnalité de Paul-Émile établie, c'étaient trois cent vingt-cinq mille francs faisant retour à l'État, qui avait donc intérêt à mettre au jour la vérité. Les preuves n'étaient pas sans valeur, pour ne rien dire des aveux faciles à prévoir, ou des maladresses, avec un étourdi loyal comme le capitaine et une scrupuleuse toujours prête à prendre peur comme Élise.

— J'admets, à titre d'hypothèse et pour entrer dans vos vues, j'admets un instant que vous ayez raison, et que l'on vous donne raison. Voilà le capitaine Charpedier redevenu Paul-Émile Agérande : ma chère dame, la vente que vous avez faite du Clos-Varin est frappée de nullité ; y avez-vous pensé?

Non, elle n'y avait pas pensé. Eh bien, tant pis ! Avant tout, elle

voulait voir remis à leur place l'imposteur et sa complice... Elle ne devait pas laisser se consommer une infamie qu'elle pouvait empêcher!

Le Père leva les bras au ciel :

— Mais alors, c'est de la haine! Même à l'encontre de vos intérêts, vous tenez à faire du mal aux gens, et à quels gens? Au capitaine Charpedier que vous m'avez dit vingt fois vous avoir comblés de bontés et d'attentions, vous et vos enfants; à Mlle Flory qui a contribué à fonder la prospérité de votre maison et dont je ne vous ai jamais entendue vous plaindre! Le plaisir de les perdre vous ferait fermer les yeux sur votre propre perte et celle de vos enfants! Ce n'est pas seulement de la méchanceté, c'est de l'ingratitude.

— Mais, monsieur, dit-elle en pâlissant, car la véhémence du Père l'impressionnait, ce n'est par haine de personne; c'est pour la justice.

— Redresseuse de torts? (Il haussa les épaules.) De quoi imaginez-vous de vous mêler? Non, madame Agérande, on ne fait que par haine un mal pareil à celui que vous rêvez de faire. J'ai connu autrefois vos parents, M. et Mme Nattot : ils étaient d'excellents cœurs. Je vois encore votre père penché sur son établi : la bonté éclairait toute sa face; votre mère fut toujours la douceur et l'indulgence même. Et vous, leur fille, je vous avais jusqu'ici crue bonne et généreuse comme eux; et vous seriez méchante! Et vous seriez une ingrate... Vous, leur fille! Ah! vous ne l'êtes pas...

Un sanglot d'Isabelle l'interrompit. Elle couvrait son visage de ses mains, et, à travers les doigts s'échappait un déluge de larmes qui faisait des ruisseaux et des taches dans les plis de sa robe d'organdi.

Le Père de la Gueltière estima sa victoire désormais probable; mais il redouta la crise de nerfs, qui eût fait scandale. Quittant son fauteuil, il vint vers la jeune femme, détacha du visage les mains crispées, les garda un moment dans les siennes, dompta d'un regard aigu l'âme défaillante.

« Ma chère dame, vous méconnaissez vos amis; vous en avez, et de très fidèles. Écoutez-moi : je vous avais priée de venir aujourd'hui afin de vous entretenir d'une affaire que j'estime avantageuse pour vous. Il n'est plus possible d'aborder cette question, à présent : l'heure me réclame, et, d'ailleurs, après une scène qui vous a toute bouleversée, nous ne sommes pas dans des conditions à parler affaires. Nous le ferons un de ces jours, et vous allez me promettre de vous tenir tranquille d'ici là, de vous appliquer toute aux devoirs de votre métier, et de prier, de prier le bon Dieu qu'il vienne à votre aide, puisque vous êtes dans l'épreuve et le chagrin. Promettez-le-moi.

— Oui, monsieur, répondit-elle docilement. Je ne suis pas méchante, je vous assure, je suis malheureuse.

— Je vous ferai voir que votre bonheur est entre vos mains. Vous reviendrez dans quelques jours ; je vous indiquerai le moment par Hector. Et, à qui que ce soit, pas un mot des choses dont nous avons parlé !

Il lui donna le temps de s'essuyer les yeux et de tamponner à coups de mouchoir son pauvre visage bouffi, la réconforta encore de quelques paroles affectueuses, et la congédia en traçant en l'air, à la hauteur de son front, un petit signe de croix.

« Elle ne raisonne pas si mal, se dit-il, quand il fut seul ; elle raisonne en esprit simple, assez droit, qui a médité pendant des jours sur un point fixe ; elle a très bien mené son enquête. Au fond, elle n'est ni mauvaise, ni sotte ; elle est jalouse. Il faut moins encore lui montrer où est son intérêt, ou même guérir sa vanité blessée, que faire appel à son cœur, à de bons sentiments qui ne lui sont pas étrangers. J'ai eu prise sur elle par l'émotion ; cependant tout n'est pas fait, car le danger qui menace Paul-Émile n'est que suspendu ; il faut le supprimer. Je crois voir par quel moyen... Mais ce pauvre Turgeon est si gauche et si craintif, dès qu'il s'agit de sa chère Mme Agérande !

Le Père ramassa les feuilles de notes et descendit en hâte, afin de les lire dans les classes avec des commentaires élogieux pour l'élève Turgeon Anatole et des réprimandes atténuées pour l'élève Agérande Hector.

XVI

En rentrant chez elle, Isabelle, pour se remettre par la marche et le grand air, fit un détour et passa par la rue Pomme d'or. Trop tard, elle regretta de s'y être engagée : voici qu'elle apercevait sur le seuil du Grand Saint-Michel Charpedier, en conversation avec Turgeon. Qu'allaient penser les deux hommes des traces évidentes de larmes que portait son visage? Elle se sentait les joues en feu, les lèvres sèches, les jambes molles. Eux, en effet, la regardaient venir avec surprise ; ils n'osèrent pas la questionner. Cependant, elle ne pouvait, sans affectation, éviter de les saluer et d'échanger quelques paroles. Charpedier lui dit qu'il venait justement des « Modes de Paris », qu'il y avait porté des cerises pour les enfants et pour elle une petite provision de tilleul. Il ne parla pas des fleurs, gerbes d'iris et d'œillets qu'il avait partagées en deux bouquets forts beaux, aussi beaux l'un que l'autre, pour Élise et pour elle.

Isabelle vit les fleurs en entrant dans le magasin, qui en était tout embaumé. Il était donc vrai que le capitaine la comblait d'attentions et qu'il n'en avait pas une pour Élise qu'il n'eût aussi pour elle. Le Père de la Gueltière avait-il raison? Serait-elle une ingrate? Serait-elle méchante? Tombée sur une chaise, sans courage même pour enlever son chapeau dont elle avait dénoué les brides, elle demeurait là, les yeux fixés sur le manteau de casimir bleu vif qu'Élise achevait de doubler d'un velours écossais rose et noir. Sa tête était endolorie ; elle aurait voulu ne plus penser, ne plus vivre. Elle fit pourtant un effort.

— C'est le manteau de la marquise de Cormilly?

— Oui, on doit le livrer demain, avant trois heures.

— Ah!

Le ton indifférent et las de cette exclamation fit qu'Élise, étonnée, releva les yeux sur son associée :

— Vous êtes souffrante? Qu'avez-vous?

— De la migraine, je crois ; ce n'est rien.

— Rien? Quelle mine, grand Dieu! Ce doit être de la fièvre ; vous devriez prendre la chambre et le lit.

— Y pensez-vous, avec tout ce qu'il y a à faire d'ici demain? Les capotes des demoiselles Aunant, le béret de Mme Piaff qui est à peine commencé.

— Tout sera prêt à temps ; je me charge de tout.

— En travaillant une partie de la nuit, alors? pendant que je dormirais. Non, je ne veux pas.

— Et moi, je veux. Laissez-vous soigner.

Elle repoussa vivement le manteau inachevé, prit dans ses mains les mains brûlantes d'Isabelle, et avec une douce autorité, la contraignit de monter à sa chambre.

— Mettez-vous au lit ; vous étrennerez le tilleul du Clos-Varin. Je vais en faire une infusion avec une cuillerée d'eau de fleurs d'oranger ; rien n'est plus calmant.

Elle réapparut, portant la tasse, borda Isabelle dans son lit, comme un enfant, et, avant de la quitter, par un geste fort rare entre elles, elle l'embrassa.

Du coup, comme Élise à peine refermait la porte, le déluge de larmes qui eût arrosé le parquet du Père de la Gueltière si la robe verte ne l'eût intercepté dans ses plis, se rouvrit et trempa copieusement l'oreiller d'Isabelle. Pleine de remords, elle songeait tout en s'assoupissant dans la fièvre : « Elle met de la fleur d'oranger dans mon tilleul, et moi n'ai-je pas eu, il y a quelques jours, presque une tentation de mettre de l'arsenic dans sa tasse de café? Oh! *presque* seulement ;

j'aurais eu l'arsenic que je ne l'aurais pas mis ! Mais enfin, l'idée m'en est venue, que caressaient mon imagination et ma rancune. Ainsi, elle me fait du bien, et je rêvais de lui faire du mal, de la tuer ! Il me semble pourtant que je ne suis pas méchante, comme le croit le Père de la Gueltière, mais suis-je digne de mes parents qui étaient bons, bien qu'ils m'aient battue quelquefois? »

Le lendemain de bonne heure, elle descendit au magasin. Les persiennes n'étaient pas encore ouvertes. Dans un fauteuil, Élise, les bras à plat sur la table et la tête écroulée sur les bras, dormait si lourdement qu'elle ne s'éveilla pas à l'entrée d'Isabelle. Les capotes et le béret rose à plumes blanches étaient prêts ; le manteau de Mme de Cormilly entièrement doublé ; mais la bordure extérieure n'en était pas terminée : l'aiguille, avec son bout de fil, restait plantée dans l'étoffe écossaise. Isabelle s'en saisit et continua vivement le travail. Comme elle l'achevait, Élise, aux bruits de la rue, où s'éveillait la vie quotidienne, ouvrit les yeux.

— Vous ne vous êtes pas couchée? dit Isabelle.

— Je n'en ai pas moins très bien dormi. Et vous, ça va donc mieux? Mais vous avez eu tort de vous lever si tôt.

Et elles discutèrent là-dessus sans fin, moitié par sollicitude mutuelle, moitié par tradition de n'être jamais du même avis et de ne se point céder l'une à l'autre.

Dans l'après-midi, Isabelle exigea qu'Élise prît un peu de sommeil.

— La bonne portera les commandes en ville. Nous n'attendons rien des Messageries ; il est donc inutile d'y aller.

Quand elle fut seule, comme il venait peu de monde au magasin et que le travail ne pressait plus, elle se mit à la correspondance, qui était au contraire en retard. Elle s'y appliquait de toute son attention, traçant les lettres une à une, lentement et lisiblement, de son écriture un peu grosse, restée enfantine, et en se méfiant, non sans raison, des pièges de l'orthographe. Du moins s'était-elle assimilé dans la perfection le style de la correspondance commerciale. Elle était surtout correcte dans les formules de politesse dont, à cette époque, on ne croyait pas devoir se dispenser, même dans les lettres d'affaires : « J'ai bien reçu votre honorée en date du... » « Veuillez agréer l'expression de notre profond respect. » « Nous espérons que vous daignerez nous continuer votre confiance, dont nous sommes particulièrement honorées. » « Vous pouvez compter que nous apporterons tous nos soins à vous donner entière satisfaction », etc... Ce qui l'embarrassait le plus, c'était, naturellement, l'accord des participes. Elle était tout juste dans un de ces moments de doute, la plume en l'air et les yeux fixes dans le vide, quand la clochette de la

claire-voie tintinnabula et que parut, non une cliente, mais Cléanthis Turgeon, en habit, un habit tête-de-nègre à boutons de métal, pareil à celui du capitaine. Dans sa main gantée de jaune, il tenait un jonc à pomme d'argent et un chapeau haut de forme à bord plat ; une chaîne d'or, où pendaient des breloques d'ivoire et de corail, traversait dans sa largeur le gilet de piqué.

Isabelle reconnut à la coupe des vêtements la façon du premier tailleur d'Avranches. Elle jugea que Turgeon ne portait pas trop mal la toilette et l'aima mieux ainsi qu'en veste ou même, comme il était l'autre dimanche au Clos-Varin, dans son habit gris souris trop étroit du dos. A la vérité, si l'épicier de la rue Pomme d'or était embarrassé, ce n'était pas tant de sa personne que de ce qu'il avait à dire. Mais, une fois assis, il prit son courage à deux mains et s'expliqua :

— Madame Agérande, commença-t-il d'une voix qu'il réussit peu à peu à affermir, si je me rends coupable d'indiscrétion, vous voudrez bien m'arrêter. Mes intentions sont bonnes... et désintéressées... quoique... en un cas...

Isabelle réprima une forte envie de rire :

— Mais, grand Dieu ! monsieur Turgeon, de quoi donc s'agit-il? Vous m'inquiétez.

— Oh ! je ne le voudrais pas, au contraire ! Je vais donc vous dire tout de suite pourquoi je viens. C'est pour vous recommander mes deux cousines de Mortain, les demoiselles Pordic.

— N'est-ce que cela? Je ferai pour elles tout ce que je pourrai. De quoi ont-elles besoin?

— Elles n'ont besoin de rien.

— Alors, elles sont servies ! répliqua Isabelle, cette fois en éclatant de rire au nez du malheureux, décontenancé.

Mais, tandis qu'il pensait : « Je me perds, je ne suis qu'un sot, » elle s'attendrissait, flattée et remuée jusqu'au fond du cœur qu'il fût si troublé devant elle. « Ce n'est pas le premier venu, se disait-elle, c'est un des grands commerçants d'Avranches ; il fréquente le capitaine, le receveur de l'Enregistrement et M. Piaff, ce qu'il y a de mieux après la noblesse et les Hervé-Toury, et le voilà tout bête devant moi. La sueur lui perle aux tempes, tant je l'intimide ! Faut-il qu'il m'aime ! »

Cependant Turgeon s'était tant bien que mal ressaisi :

— Enfin, madame Agérande, voici ! Mes cousines Pordic ont travaillé dans les modes : Stéphanie à Paris, deux ans chez Mme Fouché, rue Vivienne, un an chez Mme Beauvais, rue Sainte-Anne, c'est vous dire, n'est-ce pas? Hortense, à Rennes, très longtemps dans la maison Lecourt, la première de Rennes, vous le savez mieux que moi. Elles

sont donc capables ; et c'est, je puis le garantir, de très bonnes personnes, très considérées à Mortain. Et solvables ; elles ont des économies, quelques rentes qui leur viennent de leurs parents et d'une tante défunte, et une petite ferme entre Barenton et le Teilleul.

— Je vois, à présent, monsieur Turgeon. Il est vrai que quand Mlle Flory me quittera, puisque son mariage, vous ne l'ignorez pas, je pense, est chose décidée, je devrai me procurer une aide. Mais je me contenterai d'une bonne ouvrière, et une seule me suffira. Je n'oserais pas offrir une place si modeste à une de vos cousines, d'après ce que vous m'apprenez de leurs capacités et de leur situation. Quant à prendre une nouvelle associée, à plus forte raison à en prendre deux, cela n'entre pas dans mes vues.

— Ce n'est pas tout à fait cela, reprit Cléanthis. Mes cousines voudraient acheter votre fonds et votre clientèle. Leurs offres, vous allez en juger, sont sérieuses : en plus de la valeur des marchandises en magasin, sur l'estimation desquelles on s'entendrait à l'amiable, elles vous verseraient dix-huit mille francs en espèces, neuf mille comptant, et le reste, par tiers, en trois années.

— Mais, se récria-t-elle, je ne songe pas du tout à vendre mon fonds. Le bruit en court donc? D'où vient-il?

— Non, madame Agérande, ce bruit ne court pas. C'est une idée que je me suis permis d'avoir, rapport à mes cousines Pordic, et dont je n'ai parlé qu'au Père de la Gueltière. Il m'a encouragé à vous en dire un mot ; mais, rassurez-vous, le public n'est pas dans la confidence.

— Le Père de la Gueltière ! Voilà donc, comprit Isabelle, « l'affaire avantageuse pour moi » dont il devait m'entretenir l'autre jour. Pourquoi, à présent, m'en fait-il parler par Turgeon? Elle le sut presque aussitôt.

— Vous pensez bien, monsieur Turgeon, que je n'ai pas fait fortune en cinq ans et que je ne peux pas, par conséquent, me retirer des affaires.

— Sans doute, dans la condition où vous êtes, mais si vous en changiez? Je veux dire... par exemple... si vous veniez à vous remarier?

Et s'affermissant de la main gauche sur le jonc qui fléchit un peu, de la droite, il porta son chapeau sur son cœur.

— Madame Agérande, dit-il, la voix vibrante d'émotion, il y a deux ans, vous n'avez pas voulu de moi pour époux. Mes sentiments n'ont pas varié depuis lors ; que dis-je? ils sont devenus plus vifs et plus profonds. Ma situation, elle, est bien meilleure ; sachez, madame Agérande, que si cela continue, je me retirerai dans dix ans

avec plus de trois cent mille francs. Mieux que cela, et je dis *mieux*, parce que je sais comme vous êtes peu intéressée par l'argent : il est question qu'on me nomme adjoint au maire d'Avranches ; c'est encore une idée du Père de la Gueltière, et elle a tout à fait l'approbation de M. le sous-préfet. Vous seriez reçue à la sous-préfecture, où vous feriez honneur à votre mari : vous êtes si distinguée, madame Agérande ! Aussi, ne croyez pas que je vous demande de devenir, de modiste, épicière ; je me rends compte que, pour vous, ce serait déchoir. Non, dans mon idée, vous ne paraîtriez pas au magasin ; j'ai mon personnel au complet, Dieu merci, et si les affaires s'étendent comme je l'espère, on l'augmentera. Vous pourriez vous donner tout entière aux relations en ville, à l'éducation des enfants ; vous savez que j'ai une grande affection pour Olympe et pour Hector. Vous-même n'en témoignez-vous pas à mon petit Anatole? L'autre dimanche, au Clos-Varin, je me suis peut-être trompé, mais il m'a paru que vous veniez aux vêpres pour lui faire plaisir.

Isabelle faillit pouffer. Heureusement, Cléanthis continuait de parler, sans oser beaucoup lever les yeux sur elle, de sorte qu'il ne la vit pas se mordre les lèvres. D'ailleurs, elle trouva qu'il plaidait bien sa cause. Il lui offrait des perspectives séduisantes ; puis elle se sentait le cœur réchauffé par cette tendresse si constante et si sincère, par une si évidente bonté. Turgeon ne lui avait jamais déplu physiquement ; du moment qu'il allait devenir un gros bourgeois, il lui parut tout à fait bel homme. Elle se promit seulement d'exiger qu'il ne sortirait plus en veste et que, dans son magasin, il ne porterait pas de tablier.

Lorsqu'enfin il se tut, elle demeura perplexe ; l'éloquence n'était pas son fort, et pour se mettre au ton qu'avait pris Cléanthis, il lui manquait le vocabulaire et l'imagination. Elle finit par dire, d'une voix d'abord hésitante :

— Vous m'honorez beaucoup, monsieur Turgeon, et je suis touchée de votre démarche, de vos sentiments... Je vous en remercie !... Pourtant, vous ne pouvez être surpris que je vous demande le temps d'un peu de réflexion.

— C'est trop naturel, répondit-il ; et je sais que, dans le monde, cela se fait toujours ainsi. J'attends depuis des années, j'attendrai bien quelques jours de plus, s'il le faut... pour avoir une réponse favorable. Si ce doit être un refus... ah ! c'est moi alors qui vendrais tout et m'en irais d'Avranches. Pour qui désirerais-je être nommé adjoint, pour qui ferais-je fortune, puisque mon petit Anatole doit entrer au séminaire? Je n'aurais plus de but dans la vie !

Très émue, Isabelle ne trouvait pas un mot ; l'arrivée brusque des

enfants la tira d'embarras. Ils se jetèrent avec des signes de joie sur Cléanthis Turgeon. Hector s'empara de la canne à pomme d'argent ; Olympe, tirant ses doigts de son nez, leur séjour ordinaire, se mit à toucher un à un les boutons de métal de l'habit tête de nègre, qui en furent naturellement ternis.

— Olympe ! petite malpropre ! cria sa mère, prête à la gifler.

Mais Turgeon, d'un geste déjà paternel, abrita l'enfant. En même temps, il se levait :

— Madame Agérande, ne me faites pas trop attendre votre décision, je vous en supplie.

Au lieu de répondre directement, elle dit avec un franc sourire :

— Envoyez-moi mesdemoiselles vos cousines quand vous voudrez, monsieur Turgeon.

— Oh ! tout de suite ! s'écria-t-il, ivre de joie, c'est-à-dire le temps de correspondre... On plutôt non ! demain, j'irai moi-même les prendre en voiture à Mortain et vous les amènerai ici. On a besoin du cheval pour le commerce ; mais le capitaine Charpedier est à Avranches, et il ne me refusera pas de me prêter le sien.

— Vous n'aurez pas peur de conduire l'alezan, monsieur Turgeon? dit le petit Hector ; moi, j'aurais peur !

— Parbleu, un gamin comme toi, repartit Olympe ; si tu étais un vieux comme M. Turgeon, tu saurais...

Cette fois, elle n'esquiva pas la claque maternelle, et bien appliquée ! Par quoi elle l'avait méritée, c'est ce qu'elle ne sut jamais.

XVII

Quelqu'un qui ne comprenait pas non plus grand'chose à ce qui se passait, c'était le père Bisson.

Quand il vit, le dimanche suivant, M. Turgeon arriver au Clos-Varin avec son fils et qu'il apprit le mariage prochain du capitiane avec Élise et celui d'Isabelle avec l'épicier, les bras lui en tombèrent. Ainsi Mme Décius renonçait au nom d'Agérande ; c'était son affaire ! d'ailleurs, M. Turgeon prenait là une belle femme. Mais le capitaine Charpedier...

— Comment? se récria la cuisinière, penchée sur la casserole, où elle faisait *revenir* un roux, Mlle Flory est la mieux des deux. Elle est même très jolie, et elle a l'air plus jeune que Madame.

— Une poupée comme les aiment les messieurs de la ville. C'est poudré, fignolé, mais une femme, cela? Il n'y a rien ! Je suis sûr, la Sophie, qu'elle ne pèse pas quatre-vingts livres.

— Poudre comprise?

— Ah!... mettons pour la poudre une bonne livre de plus.

— Taisez-vous donc, vieux jaloux! Et regardez-moi ces deux couples (elle les désigna qui se promenaient dans le jardin), si ce n'est pas un spectacle à ravir. Et les toilettes! Il y en a pour cher, croyez-le, sur le dos de ces dames.

— Parbleu! des modistes; elles portent leur boutique sur elles.

— Eh bien, elles font mentir le proverbe que les cordonniers sont les plus mal chaussés.

— C'est Mme Décius la plus riche avec son chapeau rouge où il y a un oiseau.

Isabelle portait, en effet, un chapeau cardinal avec paradis blanc; sa robe était de blonde noire sur fond vieux rose, toilette de ville fort belle, d'un goût douteux pour une partie de campagne. Élise, trop luxueuse aussi, mais en couleurs moins voyantes, avait une robe de cotpali vert amande à manches blanches, une ceinture passementée soie noire et or, une capote vert amande à plumes blanches.

La cuisinière dit, sans cesser de les contempler :

— Ce que ça fera beau, à la basilique Saint-Gervais, le dix-huit du mois prochain! Je voudrais y être pour voir. Les deux mariages auront lieu ensemble, et c'est le Père de la Gueltière qui donnera aux deux couples la bénédiction nuptiale.

— Est-ce le supérieur qui est venu ici, il y a quelques semaines? Il m'a bien l'air supérieur, en effet, pour trouver l'argent dans la poche des autres et le faire passer dans les siennes! Le capitaine lui en a donné gros, l'autre jour.

— Après? qu'est-ce que ça vous fait, du moment que vous gardez votre place et que vous n'aurez plus rien à faire, autant dire, puisque le capitaine et son épouse habiteront Paris et ne seront plus ici que deux mois de l'année?

— Je veux bien, surtout si M. Charpedier emmène, comme je crois, son cheval à Paris.

— Non, il le laisse avec la belle voiture bleue à M. Turgeon. Mais vous serez de même débarrassé, car tout l'équipage va aller à Avranches. D'ailleurs, vous ne vous en êtes jamais occupé, du cheval!

— Je le rencontre quand il sort ou qu'il rentre, et ça me semble encore de trop. Cette grande bête-là, ma parole, par moments, je croirais que c'est une bête de l'enfer.

— Dites donc, mon père Bisson, plutôt que de bavarder, aidez-moi à écosser les petits pois. Mon canard les attend; et vous ne mangerez plus si longtemps de ma cuisine.

— Sans doute, et j'en ai regret, mais je manquerai pas pour cela. M. Turgeon m'a dit qu'il me donnerait deux livres de viande fraîche par semaine et de la graisse, et j'ai à moi dans la basse-cour un couple de lapins qui reproduira.

— M. Turgeon? C'est donc lui le maître ici, à cette heure?

— Si vous voulez! Du moins le sera-t-il dix mois de l'année. M. Charpedier, qu'il m'a dit lui-même, laisse à M. Turgeon et à Mme Décius la jouissance du Clos-Varin.

— Je ne vous engage pas à continuer à dire *Mme Décius* une fois qu'elle sera remariée.

— Bon! elle ne l'est pas encore ; quand elle le sera, on veillera sur sa langue, la Sophie. En tout cas, je goûterai encore à vos plats un dimanche sur deux. Puis, je vais vous dire une chose : si je ne suis plus nourri tous les jours comme un bourgeois, j'aime autant cela, et redevenir mon maître le reste du temps.

— Et vous reposer! je comprends. Moi, je viendrai une fois la semaine nettoyer la maison ; ce jour-là, je vous ferai la popote. Je ne suis pas fâchée de rentrer auprès de mon homme, mais non plus de voir venir, toutes les quinzaines, M. Turgeon et sa dame ; c'est du bon monde.

— Hum! eux ; mais les enfants?

— Tiens! fit-elle en regardant par la fenêtre et, comme on entendait un bruit de voiture et de grelots, voici votre bon ami, le Père Supérieur, qui arrive dans un cabriolet de louage. Ah! que de bonjours et de bonsoirs! Vont-ils pas s'embrasser?

— Je n'y verrais pas de mal, quant à moi, si on me consulte.

Sophie continuait de regarder au dehors :

— Ils partent tous ensemble pour les vêpres.

De retour de l'église, Charpedier et ses invités, au lieu de rentrer au Clos-Varin, se promenèrent dans la campagne sur la route de Mortain. Mme Agérande et le Père de la Gueltière avaient pris les devants.

— Monsieur, lui dit-elle tout à coup, j'ai bien à vous remercier. Je suis si heureuse, je suis comblée ; et c'est à vous que je le dois.

— A la Providence et à vous-même, qui avez su vaincre de mauvaises pensées.

— Oh! oui, de mauvaises pensées... Et encore vous ne savez pas tout.

Elle ajouta, baissant la voix :

— Un moment, j'ai songé à empoisonner Élise avec de l'arsenic!

Et elle s'écarta du Père, comme une personne qui craint de faire horreur.

— Une pensée criminelle, mais involontaire, passagère. Je suis sûr que, l'instant venu...

— Il est vrai, je ne l'aurais pas fait. Mais, sans vous, je crois bien que j'aurais dénoncé le capitaine au procureur du roi. Tenez, j'en pâlis, quand j'y pense !

— Non plus, vous ne l'auriez pas fait après avoir réfléchi aux conséquences légales et graves, sur lesquelles je n'ai pas eu à attirer votre attention, puisqu'il m'a suffi de faire appel à votre cœur.

— Les conséquences ! la ruine, la honte, hélas ! vous me croyez meilleure que je ne suis : j'étais prête à les provoquer.

— Et le bagne ?

— Le bagne ?... s'écria-t-elle avec un mouvement de recul et d'effroi.

— Mais oui, pour usage de faux.

— Oh ! je ne me doutais pas... Non, non ; cela je ne l'aurais pas voulu. Le bagne !...

Le Père pensait bien qu'il ne se fût pas trouvé un tribunal pour appliquer, dans les circonstances, toute la rigueur de la loi au capitaine, mais il n'était pas fâché d'éveiller l'attention d'Isabelle sur l'étendue du mal qu'elle eût pu causer et de la mettre en garde pour l'avenir. Savait-on jamais ce qui pouvait arriver, plus tard, dans telles conjonctures, avec un caractère si impressionnable et un esprit demeuré si jeune ?

— Mais alors, je vous dois encore plus de reconnaissance que je ne le croyais, monsieur.

Elle hésita, puis reprit avec une douceur timide :

— Pourtant, monsieur, vous m'avez trompée ; oui, pardon de vous le dire, mais j'ai cela un peu sur le cœur : je n'y penserai plus une fois dit ; c'est pourquoi j'aime mieux vous le dire.

— Je vous ai trompée !...

— Quand vous m'avez pris la lettre du commissaire de police de Dreux, et quand vous m'avez affirmé, l'autre jour, que le capitaine ne jouait pas le rôle d'un autre, qu'il était bien celui pour lequel il se donne. Ce sont vos paroles. Oui, vous m'avez dit cela !

— Eh bien, ma chère dame, je ne vous disais que la vérité : par quinze ans de durs et loyaux services, le capitaine Charpedier a conquis tous droits à son nom, comme un auteur qui a écrit de beaux livres sous un pseudonyme fait, de ce pseudonyme, son nom véritable, et ce nom lui appartient légitimement !

Cet argument par comparaison plut beaucoup à Isabelle : il lui parut convaincant et elle fut flattée que le Père de la Gueltière la traitât en personne instruite qui n'ignorait pas ce que c'est qu'un

dseudonyme. Elle laissa tomber le peu de rancune qui lui restait. D'ailleurs, si, en esprit simple et non cultivé, elle attachait une importance exagérée à telle phrase plus ou moins bien comprise, mais retenue mot pour mot, sa mémoire des petites choses se tournait aussi bien à l'occasion en reconnaissance qu'en susceptibilité. C'est ainsi qu'elle conta au Père les soins dont Élise l'avait entourée quand elle l'avait vue souffrante, et le souvenir de la tasse de tilleul à la fleur d'orange lui mit des larmes dans la voix. S'enfonçant dans le remords, elle s'accusa d'avoir méconnu la tendresse de son associée, sans omettre cependant de plaider pour elle-même les circonstances atténuantes.

— Je ne lui rendais pas justice. Mais aussi, monsieur, pendant quelque temps, son caractère fut bien difficile, je vous assure. Comme il s'est modifié depuis que l'amour lui sourit ! Je ne la croyais pas si sensible ; je vois maintenant que sa froideur, sa sécheresse, n'étaient qu'apparence et que, tout simplement, comme moi, elle souffrait.

Ils revinrent sur leurs pas. Derrière le groupe des enfants, qui ne se disputaient pas pour l'instant, apparurent les promeneurs au pas ralenti. Le Père de la Gueltière regardait venir Élise ; à distance, il remarqua l'insolite et doux éclat des yeux, les lèvres, sur la blancheur des dents, s'abandonnant au sourire, de la complaisance dans la langueur, une légère ondulation de la démarche et des gestes. A ces signes de passion sans trouble et d'épanouissement d'un cœur, l'expérience du confesseur ne pouvait se tromper. Les visages de Charpedier et de Turgeon respiraient une joie mêlée de gravité attendrie.

Le Père remercia le Ciel de lui avoir permis de faire des heureux ; tous quatre, songea-t-il, ont mérité la Grâce par des vertus et des efforts différents.

Comme on rentrait au Clos-Varin, il fit signe au voiturier qu'il allait partir.

Tous se récrièrent :

— Comment, monsieur, vous ne restez pas dîner avec nous?

— Impossible ; un travail urgent m'attend là-bas. Ma présence est nécessaire. Au revoir, capitaine Charpedier ! au revoir, mes enfants !

Et tandis que le cheval, au pas, contournait la pelouse dans un remuement presque insensible des grelots, le Père, préoccupé du projet de chapelle, attirait déjà d'une poche de sa soutane le devis de l'architecte où tel détail n'était pas à son gré.

FRÉDÉRIC PLESSIS

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LE CAPITALISME EN RUSSIE

PENDANT plus d'un an les journaux russes nous ont parlé de trotzkysme et de réactions. A les en croire, un mouvement de tassement idéologique s'était produit à l'intérieur du parti. Trotzky en était le symbole et l'initiateur. Il fallait, selon ses desiderata, liquider la révolution d'octobre, renoncer notamment à la ruineuse propagande à l'étranger, prendre conscience de certaines réalités survenues dans l'évolution économique, bref, inaugurer une ère nouvelle, un « nouveau cours », nettement caractérisé par un repli sur des positions plus fortes.

Cela impliquait-il une renonciation, même atténuée, même partielle, à l'idéal communiste? Les ennemis du trotskysme le prétendirent. Selon eux, on sabotait, ce faisant, les règles les plus certaines du marxisme. La cessation de la propagande révolutionnaire à travers le monde notamment, ne pouvait avoir lieu qu'au prix du plus grand péril, car l'avenir du communisme dépendait sans le moindre doute de la révolution universelle. Les millions de roubles, expédiés par le dispendieux Zinovief dans les pays bourgeois à des agitateurs patentés, n'étaient pas gâchés le moins du monde. Ils constituaient au contraire une mise de fonds indispensables, un investissement de père de famille prudent et raisonnable, une assurance nécessaire contre les risques du lendemain.

Discussion oiseuse, puisque Trotzky, mis en minorité, en dépit de Lénine, du souvenir de Lénine, des injonctions de Lénine et de la veuve de Lénine, a été privé de son poste (fin janvier 1925), séparé de cette armée rouge dont on assure qu'il avait réussi à faire quelque

chose d'à peu près sortable, et copieusement injurié par les organes officiels. Il faut lire l'ouvrage d'un bolcheviste américain, M. Max Eastman, récemment traduit en français sous le titre de : *Depuis la mort de Lénine,* pour savourer en connaissance de cause le complot par lequel Trotzky a été chambré, muselé, isolé et remercié. Dans son genre, c'est aussi bien réussi que certaines Hautes-Cours de notre troisième République.

Et d'abord, il n'est nullement désagréable d'apprendre par M. Eastman combien la fin de Lénine a ressemblé à celle de Wilson. Le dictateur russe, coincé entre la maladie et les partis, fut réduit au silence le plus strict. Il conservait, dit-on, toute son intelligence et réprouvait tout ce qu'il voyait se passer au Comité central, notamment la bureaucratisation du bolchevisme. Il savait qu'on attendait sa fin, de même qu'il l'attendait lui-même. Dans cette éventualité, il écrivit au parti, vers le début de l'hiver 1922-23, une lettre pleine de fiel contre Staline, brutal et accapareur, Zinovief et Kamenef, apostats. Cette lettre, qui abordait d'emblée la question de l'autorité personnelle, fut confiée par Lénine à sa femme. Elle n'en fit pas la lecture au Congrès d'avril 1923, parce que la mort de Lénine, toujours probable, n'apparaissait pas encore comme imminente. Trotzky, dont elle avait pour but de fortifier la position aux dépens du triumvirat Staline-Kamenef-Zinovief, espérait s'en tirer par lui-même ; grande erreur, comme il l'a vu par la suite.

En effet, quand s'ouvrit le Congrès de mai 1924, la machine organisée par Staline et Zinovief put défier la volonté suprême de Lénine. Malgré les supplications de la femme de Lénine, le projet du moribond fut étouffé entre deux scrutins par 30 voix contre 10. Ainsi ce régime absurde, qui vit aux dépens du bon sens mondial, n'avait pas attendu sept ans pour renier son fondateur et se mettre à fonctionner en faveur d'hommes que le chef venait d'appeler « déserteurs », « jaunes », « hésitants », « irrésolus », « sceptiques » et finalement — opprobre des opprobres — « hommes capitulant devant la bourgeoisie ».

En réalité, la vie du bolchevisme depuis 1917 n'est qu'une interminable et inévitable capitulation devant les principes « bourgeois ». Lénine, tout le premier, mais avec une certaine crânerie, quand la N. E. P. avait été introduite, n'avait pas caché la défaite. Seulement il expliquait son recul par un désir de sauter plus loin et lui assignait des limites et un droit de reprise.

Je sais bien qu'il ne faut pas accorder une importance démesurée, en pays soviétique, à l'injure de « bourgeois » que s'adressent à journée faite les profiteurs du parti, parce qu'ils ne sont pas d'accord

sur le partage de l'assiette au beurre. Mais on ne peut pas nier non plus ni le recul de Lénine, ni le repli de Trotzky, continuateur de celui de Lénine, ni l'embourgeoisement de la troïka Staline-Zinovief-Kamenef.

Nous gagnons à ces discordes de voir plus clair dans la réciproque anémie et dans le double mouvement de retraite. Il est assez savoureux de penser que ces discordes ont pour raison d'être des préférences opposées quant au meilleur chemin à prendre pour liquider le marxisme sans en avoir l'air.

D'accaparement en accaparement, la puissance soviétique tout entière est venue reposer entre les mains de 18 000 fonctionnaires, dont les chefs, ennemis de Trotzky et de Lénine, n'ont pas eu de mal à ruiner leur influence. Contre ces vampires, dont la succion tarissait son prestige, Trotzky eut l'idée d'employer, comme arme de combat, une antique idéologie marxiste, sur laquelle les marxistes n'ont jamais pu s'entendre, la *démocratie ouvrière*. Arguant de pétrification croissante de l'aristocratie bolchevique, il réclamait un usage plus large, plus légal, de la votation dans le fonctionnement de la constitution soviétiste. Mais les « repus » du parti s'opposèrent à ce « nouveau cours », dont le succès eût provoqué leur départ, en vertu du besoin de changement naturel aux masses.

Les causes et surtout les modalités de cette volte-face ne sont pas simples. Je crois que M. Eastman n'a pas tort d'y faire figurer, en toute première ligne, la peur. Il compare le bolchevisme, après la mort de son chef, à une immense famille d'orphelins perdus et épouvantés. « Nous devons être prudents », déclare Zinovief dans presque tous ses discours, prudents, c'est-à-dire ne rien changer aux petites combinaisons tramées contre Lénine mais sous son aile, « nous devons nous montrer extrêmement prudents », « depuis que Vladimir Ilütch n'est plus parmi nous, nous devons être plus prudents que jamais ».

Aussi, les ressources de l'État bolcheviste se dérobant de toutes parts, est-on revenu aux pires des vomissements tsaristes, au *monopole de l'alcool*, par exemple, mesure qui a passé à peu près inaperçue en Europe et qui est pourtant l'aveu d'impuissance le plus absolu que le soviétisme ait fait depuis qu'il est au pouvoir. En le rétablissant, on s'est résigné, objecte Trotzky, « à chercher les ressources du gouvernement ouvrier ailleurs que dans l'industrie créatrice » (— et pour cause ! —). Grâce à ce monopole sauveur, l'organisation bureaucratique, qui veut vivre, devient de plus en plus indépendante du parti, et de ses lubies, ce que Trotzky appelle « réaliser la séparation du budget d'avec le succès ou l'insuccès du travail collectif ». L'aveu que le travail collectif est une niaiserie économique ressort magnifi-

quement du rétablissement du monopole de la vodka. Bien entendu, les motifs de nature idéologique ou sentimentale n'ont pas manqué pour masquer cette abdication. « Les paysans faisaient chez eux un alcool détestable et il était bien préférable qu'ils eussent de bonne eau-de vie ; le marxisme n'avait cure de la *morale*, etc., etc. »

La question des *paysans* est une autre pierre de touche bien remarquable. C'est aux paysans qu'est due, en fait, la victoire bolcheviste, à leur ruée sur la terre, à leur désir de profiter de l'occasion pour devenir propriétaires terriens ou agrandir leur lot. Lénine se flattait de récupérer ces richesses où il les laissait s'assouvir, content du désordre que leur passion provoquait et où sombrait l'organisation tsariste. Le marxisme n'aime pas le paysan. Il en a peur. Il s'en défie. Son homme, c'est l'ouvrier de ville, l'ouvrier d'usine, qu'il paie d'ailleurs bien mal (actuellement 80 pour 100 du tarif d'avant-guerre). Les Soviets espéraient donc, sous une forme ou sous une autre, reconquérir sur le paysan ce qu'ils lui laissaient prendre. Ils n'y ont réussi ni directement, ni indirectement, ni par l'impôt, ni par la gestion, ni par la force, ni par la ruse. Le moujik, dans son isba, brave Lénine, Trotzky, Stalmi, le *Nouveau cours* et la N. E. P. Il n'a cure de rien et se moque de tout, sauf de la famine. Il est le nombre incommensurable, insatiable. On avait cru avoir raison de lui en le divisant, suivant la formule. Les Soviets de village ne devaient comprendre que des prolétaires, des paysans faméliques. Arrière les exploiteurs, qui faisaient travailler par autrui la terre commune pour leur bénéfice !

Aujourd'hui cette belle ardeur est tombée. *Officiellement, le soviétisme s'appuie, depuis quelques mois, sur la paysannerie aisée.* C'est-à-dire que la victoire communiste s'achève en victoire démocratique, que le rôle de l'épargne et de l'argent commence à s'affirmer dans la transition politique, bref que l'on s'achemine, — c'est M. Eastman qui parle —, « vers l'établissement d'une république paysanne et petite bourgeoise ».

Ce résultat me semble fatal en ce qui concerne un avenir prochain. J'étonnerai sans doute beaucoup M. Eastman en lui déclarant qu'il est conforme aux thèses profondes du matérialisme historique. Le matérialisme historique est une grande idée, une idée forte, bien trop forte pour les marxistes, qui sont neuf fois sur dix intellectuellement d'assez pauvres hères. Du moment qu'on faisait sauter de la bouteille russe la capsule tsariste, du moment qu'on anéantissait le tchin, qu'on ruinait l'armée, qu'on assommait les bourgeois, il ne restait plus d'organisée que la force des forces, la force dont on ne peut se passer, force plus frissonnante en Russie qu'ailleurs, la force

paysanne. Tôt ou tard il faudra en venir à se la concilier, bien plus qu'on ne le fait encore actuellement, ou bien à démissionner entre ses mains. Ce qui est étonnant, c'est que ce résultat se soit fait attendre sept ans. Il est dû sans doute à l'abrutissement des masses russes, à leur manque d'instruction, à leur caractère déplorablement versatile. Mais le besoin est plus fort que tout, même quand il ne dispose pour s'exprimer que de vies sommaires.

Le moment n'est pas éloigné où, du communisme, il ne subsistera que ses composantes réelles : une « envie » démocratique effrénée, une immoralité foncière, un arrivisme féroce. Ce moment tarde à venir, mais il viendra. Oh ! les ruades de l'idéologie se feront encore sentir. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire les récits des reporters. Il n'y a pas que M. Béraud qui soit allé en Russie, ces temps-ci. Un Allemand, M. Axel Eggebrecht, en est revenu, lui, enthousiasmé. Il a été aussitôt remis au point et ramené à la vérité par un Russe, M. Grabousky.

Ce qui ressort de cette discussion, c'est la désorganisation profonde de *l'humanité*, consécutive au bolchevisme. On a dû renoncer à la suppression directe de la famille, mais les morceaux qui en subsistent sont bien faibles. M. Eggebrecht a visité, par exemple, le centre de Saratof ; dans les villas des environs, il a vu des milliers d'enfants qui y viennent passer l'été, se gouvernent presque eux-mêmes, ignorant la famille. Il a admis ces débuts d'humanité « plus simple, moins raffinée ». Comme simplicité cette république d'enfants doit être, en effet, quelque chose d'assez réussi. En attendant Moscou est surencombré et c'est encore un luxe que d'avoir plus d'une chambre. On retire aux bourgeois tout pouvoir politique ; on a radié 10 000 étudiants pour idées et origines bourgeoises, mais on est obligé de payer très cher certains techniciens bourgeois. Par contre les professeurs meurent de faim : tandis qu'un ouvrier gagne par mois de 70 à 80 roubles mensuels (contre 90 ou 100 d'avant guerre), le professeur d'université ne touche pas plus de 40 roubles, quelque chose comme 4 à 500 francs de francs-papier. On enlève les rails des petites lignes pour pouvoir réparer les grandes. La vie coûte deux fois plus cher qu'avant guerre.

Une chiennerie infecte, impuissante et famélique, voilà ce qu'est la Russie rouge, image parfaite du socialisme, quand le socialisme se décide à parler franc. Qu'un pareil régime soit intenable, c'est ce que personne ne peut nier. Comment la nature s'y prendra-t-elle pour retomber tout à fait sur ses pieds? On commence à l'entrevoir. Mais le rétablissement est loin d'être fait.

René Johannet.

LES LETTRES

LES LIVRES NOUVEAUX

Il existe un petit portrait de Rembrandt, gravé à l'eau-forte par lui-même, vers 1630, qui nous offre vraiment la physionomie d'un fou. Les rédacteurs de catalogues l'ont intitulé : *Rembrandt aux yeux hagards*. En lisant le *Second cabinet de portraits*, — peints par eux-mêmes, — de M. Ernest Tisserand, j'ai eu l'impression de feuilleter une collection d'*Hommes aux yeux hagards*. Ce sont, si l'on veut, des *Caractères*, mais bien différents de ceux de La Bruyère ; car si nous rencontrons, le long de notre vie, bien des Théodectes, des Phédons et des Ruffins, nous avons la chance de ne point trop fréquenter d'Alcides, et autres personnages exceptionnels et monstrueux de M. Tisserand.

Ce qui attire l'habile portraitiste, ce n'est point l'humanité commune, mais l'exemplaire unique. On le nommerait justement tératologue. Il aime les individus dont l'imagination s'exaspère, les demi-malades. Les bonshommes, je les dirais baudelairiens, s'ils avaient la hantise de l'infini et le goût du remords. Mais ils se complaisent dans la bizarrerie, et l'ange du bizarre est leur ange gardien. Ce sont gargouilles, mascarons. Ce sont personnages romantiques. Seulement la peinture en est si vigoureuse et nette qu'on n'en veut pas à l'auteur d'être si « inhumain ».

Quelquefois, il s'amuse ; on sent très bien qu'il ne prend pas son modèle au sérieux. Est-ce un « à la manière de Goya », cet Espagnol, couvert de crasse, qui vend les plus frais, les plus appétissants et

succulents légumes du monde? Un « à la manière de Mark Twain », ce nègre cuisinier Bachir qui, mécontent d'une observation que sa maîtresse lui a faite, à l'instant même qu'il parait un gigot, lui enfonce son couteau dans la poitrine et tout aussitôt, en dilettante, loge une gousse d'ail dans la plaie? Les dévergondages de l'humour!

La folle du logis, c'est la grande inspiratrice des héros que s'invente M. Tisserand. Un employé rencontre chaque matin dans un train de banlieue une jeune fille qui le regarde à peine et ne lui parle jamais. Il ne sait pas son nom. Tant pis. Il l'appelle Fabienne. Ce sera le seul amour de sa vie; comme elle meurt, disons son deuil inguérissable. Tel autre a croisé une jeune fille dans une antichambre. Coup de foudre. Elle disparaît. Il ne la reverra jamais, mais il n'aimera qu'elle. Est-ce assez? Poussons plus loin. L'imagination peut faire un second effort. Notre amoureux, blessé à la tête pendant la guerre, perd la mémoire; il oublie sans retour l'image qu'il avait gardée de sa bien-aimée. Il ne sait plus si elle était brune ou blonde, ni sa taille, ni si elle était mince ou potelée. Qu'importe! Il aimera quand même cette image effacée, sans contours et sans couleur.

Ainsi, M. Tisserand a un goût exclusif pour les cérébraux qui lâchent le réel pour le songe. Cela ne laisserait pas de devenir monotone. Mais il a de si surprenantes idées! Voici un homme qui vit en famille, avec sa sœur, son beau-frère, son neveu et sa nièce. Disputes quotidiennes. On se fâche, on se réconcilie, on se jette presque les plats à la tête. Oui, mais tous ces personnages sont des « Imaginaires ». Et c'est notre bonhomme orphelin, qui s'est créé, pour meubler sa vie, une famille tout entière. Le malheur veut qu'il se la soit créée sotte, hargneuse et intéressée. Comment la quitter? Elle est en lui, comme la cervelle dans le crâne.

Dans un dialogue, *Gilbert et Timoléon*, dont la mise en train est un peu lente, M. Tisserand oppose deux sortes d'imaginatifs. Gilbert vit dans le possible. Il combine, avec les êtres qu'il a rencontrés, des scénarios, et imagine tout ce qui aurait pu advenir si... et si.. Ainsi, il n'a pas besoin de regarder la réalité. Timoléon se repaît du passé. Pour ne point laisser s'affaiblir ses souvenirs, il les repasse sans cesse. C'est, dit-il, pour se faire une vie plus abondante et de trame plus serrée. Sans doute. Ce Timoléon est une sorte de Marcel Proust travaillant à retrouver le temps perdu, dans sa chambre close et silencieuse. Mais ils font tous les deux un mauvais calcul. Gilbert ne devinera pas tous les possibles. La vie invente mieux. Et Timoléon pourrait perdre la menue monnaie de ses souvenirs, et de se mêler au monde, pour en acquérir de nouveaux.

Ces maniaques sont heureux. Zacharie, l'avare, est heureux d'être

avare, parce que la richesse accumulée est une puissance ; et qu'il est doux de penser que, si l'on voulait, on bouleverserait le monde. Le voleur de sacs et de valises est heureux, qui se repaît curieusement des secrets qu'il surprend, en vampire de la vie d'autrui. Alcide, le plus abominable de tous, est heureux de se sentir libre, après avoir sacrifié, sans pitié ni remords, les trois femmes qui l'adoraient. La première s'est noyée, la seconde est devenue folle et la troisième a pris le voile. Ces douleurs vraies, Alcide en a fait l'aliment de sa fierté, qui est une création de son cerveau.

Voilà bien des détraqués ! C'est étrange, captivant. Mais, ce cabinet de portraits, on le referme en frissonnant, comme la femme de Barbe-Bleue referma le cabinet interdit où pendaient des cadavres.

*
* *

C'est encore un caractère, que nous décrit M. Maurice Betz : *l'Incertain*. Un caractère humain ; trop humain, si ce sont les misanthropes qui ont raison, et si l'humanité n'est qu'égoïsme et bassesse. Le personnage de M. Betz se raconte lui-même, comme ceux de M. Tisserand. Seulement, au rebours des monstres de M. Tisserand, il ne se connaît pas lui-même. Il se prend pour un hésitant. Il se flatte. Il n'hésite pas longtemps entre ses petites commodités et les grands intérêts d'un être qu'il devrait aimer profondément, et qu'il fait semblant d'aimer. Ses petites commodités l'emportent. Ses brèves hésitations aboutissent, avec une certitude infaillible, à la satisfaction de son égoïsme.

Une femme a quitté son mari pour vivre avec lui. Nous ignorons à la suite de quels événements. M. Betz, uniquement préoccupé de psychologie, a négligé le rétrospectif. Très bien. Croyez-vous que, pour reconnaître le don entier de Gabrielle, son sacrifice, cet amant singulier travaillera à lui assurer une existence douce et riante? Point du tout. Ce paresseux se trouve satisfait de vivoter, avec de menus travaux de traduction, et ne cherche pas mieux. Tant que Gabrielle est belle et fraîche, il la fête. Dès qu'elle tombe malade, il devient répugnant. Ira-t-il, en pleine nuit, réveiller le médecin? Quel ennui... Il hésite ; et il reste. Il envoie Gabrielle à l'hôpital. Ira-t-il la voir? Il hésite. Il perd son temps à musarder dans le métro et dans les rues. Allons ! C'eût été un triste spectacle. Quand elle lui revient, toute dolente, vendra-t-il meubles et paillasse pour l'envoyer dans le Midi? Il l'emmène dans un petit village des Vosges où la dépense est mince. Pendant qu'elle languit, lui, il prend des forces. Il se repose. Il court les champs, dès l'aurore, et suit d'un œil

d'envie les belles filles aux pieds nus. Quand Gabrielle s'éteint, il est fort occupé auprès d'une moissonneuse qui le tentait. Après quoi, il nous dira que la terre, Gabrielle morte, est sans odeur. Il est inconscient, et sentimental.

M. Betz s'est bien acharné contre ce méprisable. Il l'a, lentement, doucement, sans colère, mené au fond de sa vilenie. Voilà du bon travail, minutieux, intelligent. Mais l'inconscience du narrateur n'est-elle pas, par moments, excessive?

* * *

« ...On est tout surpris de trouver un homme. » A travers les *Paroles d'un revenant*, c'est l'auteur qu'on aime contempler, et qui nous émerveille. Ce n'est point que les « paroles » ne soient pas belles par elles-mêmes. Telles pages de ce journal d'un combattant sont étonnantes de mouvement, de fièvre. Pourtant, il y a des écrivains plus parfaits, plus artistes que le lieutenant Jacques d'Arnoux. Il pèche quelquefois par excès de lyrisme, et une émotion mieux contenue, un style plus surveillé nous frapperaient davantage. Soit. Mais l'âme qu'on aperçoit derrière ce récit est incomparable.

Le fils du colonel d'Arnoux s'est engagé à dix-huit ans, dans les cuirassiers. Il a aussitôt après demandé à être envoyé au front. On l'a versé au 116e d'infanterie. A l'attaque de Champagne, première blessure. Nous avons eu d'autres récits, et fort beaux, de l'attente anxieuse de l'heure H, du saut hors des tranchées, de l'élan frénétique à travers le feu. Celui-ci est parmi les plus émouvants. Un chant d'épopée.

Le lieutenant d'Arnoux passe aviateur. Au cours d'une sortie, le pilote et l'observateur, égarés dans les nuages, voient des flammes sortir des tuyaux d'échappement. Quelques pages angoissantes, à rapprocher de certains passsages de *l'Équipage*. Enfin, le 6 septembre 1917, le pilote Carré et l'observateur d'Arnoux, lancés à la poursuite d'un as allemand, tombent entre les lignes. Carré est tué. Le lieutenant d'Arnoux a la colonne vertébrale brisée. Il ne peut remuer. Il attend, pendant des heures. Les Allemands viennent. Ils ne l'achèvent pas, mais ils lui refusent à boire. Quelques soldats du 4e zouaves risquent leur vie. Ils ramènent un mourant. Ce mourant vaincra la mort. Pendant cinq années, il vivra sur un lit d'hôpital. L'âme soutiendra le corps ; elle prendra, comme disait Beethoven, « le destin à la gueule ». Et le destin lâchera prise. Où donc cette âme a-t-elle pris tant de force? Dans la foi.

Le lieutenant d'Arnoux confesse sa foi avec la ferveur d'un

apôtre. Il est plein du souvenir de la Bible. Il sait par cœur le livre de Job et les psaumes ; et les images de la Passion sont sans cesse devant ses yeux. Voilà, explique-t-il, ses forts appuis. Mais pour que l'âme soit de plus en plus forte, pour qu'elle apprenne à triompher, il faut qu'elle s'exerce. Et le lieutenant d'Arnoux, avec une patience et une obstination qu'on salue, se livre à d'extraordinaires exercices. Il exalte sa volonté, en se crispant durant des heures sur sa couche, pour renforcer ses « influx nerveux ». Il emplit sa pensée d'images héroïques. Il lit la *Ligeia* de Poe et *la Tempête* de Shakespeare. Il contemple passionnément la *Furie* de Michel-Ange, et l'envol impétueux de la Victoire de Samothrace. Il écoute la musique de Beethoven. Ainsi, il fait sa compagnie des Prophètes et des Héros. Si bien que le jour où son père mourra, c'est lui, le blessé, qui saura le soutenir et l'encourager. Un jour enfin, il se lèvera de son lit, il pourra s'avancer sur ses béquilles. Victoire !

L'admirable exemple ! Sans doute, le lieutenant d'Arnoux, quand il nous initie à son « entraînement », à ses efforts inouïs de volonté, laisse percer un peu d'orgueil. Vous trouverez, quand vous aurez lu son livre, que son orgueil est légitime.

* * *

L'auteur de *Gaspard des Montagnes* représente, dans la littérature régionaliste ressuscitée, l'Auvergne. Son nouveau livre, *A la Belle Bergère*, est fort digne de son aîné. Nous y retrouvons les mêmes personnages. Nous y écoutons des légendes de la vieille terre des Puys et des Plombs ; nous voyons vivre les rudes montagnards. Pour lier ses précieux emprunts au folk-lore, et tous les traits de mœurs locales, rapportés avec précision et poésie, M. Henry Pourrat nous conte la sombre histoire d'une jeune fille qui, attaquée toute petite, par un inconnu, l'a mordu à la main. Ce misérable se venge en l'épousant ; ensuite en enlevant leur enfant. Ces aventures de brigands ne sont pas, dans ce joli livre, ce qu'on préfère. Mais elles n'encombrent pas. Le style de M. Pourrat est toujours extrêmement raffiné. Un peu trop sinueux, et subtil. On le souhaiterait, parfois, rocheux et massif.

* * *

Les Hommes frénétiques de M. Pérochon vont bien étonner les lecteurs de *Nène* et des *Creux-de-Maisons!* Ce réaliste se lance dans l'anticipation. Et quelle ! Il nous transporte en l'an 3000, quand, par les progrès de la science, la distance aura été définitivement supprimée

et l'on pourra, de France, aller prendre l'apéritif dans l'Archipel. Mais les progrès moraux n'ont pas été de pair avec ceux du savoir. Ce ne sont que guerres atroces, où tombent des millions de morts. De catastrophe en catastrophe, l'humanité disparaît. Il ne reste qu'un couple d'innocents, l'Adam et l'Ève d'une nouvelle Genèse. Ce roman témoigne d'un sérieux effort d'imagination. Par malheur, l'écueil de anticipations, c'est la fausse précision. Si M. Pérochon pouvait nous décrire d'un style exact les inventions étonnantes d'Avérine, le grand savant de l'avenir, et de ses disciples, c'est qu'il aurait lui-même inventé ces prodiges. On ne peut pas exiger cela ! Mais alors, comment le croire? Et comment le suivre jusqu'à des conclusions pessimistes qui ne s'appuyent que sur des hypothèses... frénétiques?

Je signale un recueil de contes de M. Henry Poulaille. *Ames neuves*. Ce sont des histoires touchantes d'enfants pauvres. Elles sont plus sentimentales que psychologiques. J'entends qu'elles ne prétendent pas nous instruire du mécanisme de l'âme enfantine, — c'est une entreprise à la mode, — mais seulement nous inspirer une vive pitié envers les petits qui souffrent. Elles y réussissent vite. Qui résisterait?

De ces contes, le plus curieux est celui de l'enfant sourd-muet qui, dans un rêve, se met à parler toutes les langues. Il s'aperçoit alors que l'expression trahit toujours la pensée ; que la parole est la source de toutes les discordes ; et que l'harmonie ne peut naître que du silence. Il en est tout consolé.

ROBERT KEMP.

Un livre de maximes : « Vers les cimes ».

La mode des maximes reviendrait-elle? Disons plutôt qu'elle n'a jamais cessé. L'intelligence française ne se passerait point de vues générales. Elle se plaira toujours à moraliser.

Les maximes conviennent aux esprits incisifs et nonchalants, à ceux qui aiment trancher dans le vif, sans multiplier ni appesantir leurs coups. Elles conviennent à des lecteurs pressés qui veulent, sans longue peine, tirer d'un livre, comme eût dit Montaigne, « cuisse ou aile ». Leur charme fragile est d'être taillées à facettes, de ne réfléchir souvent qu'une parcelle de lumière et de vérité. Leur justesse incertaine prête à d'infinies controverses.

Il se peut qu'une maxime ait la simple portée d'une boutade, d'un jeu autour d'une métaphore, d'un paradoxe de sentiment. Ou bien, c'est une confidence voilée, l'abrégé d'une expérience. Récemment, Bernard Grasset, qui a édité peu de maximes, en a composé dont la

forme est excellente ; elles définissent lucidement son pli mental, sa conception de l'activité.

Celles que Mme de Vanssay vient de recueillir sous ce titre : *Vers les cimes*, laissent entrevoir une âme délicate et fière, perspicace, recueillie, éprise de sol tude. En elle, la sentimentalité n'a pas opprimé le bon sens ; la recherche de l'esprit n'a pas détruit a simplicité. On la devine peu chimérique, bien qu'elle vante les illusions ; elle n'est pas non plus désabusée, bien que la vie lui paraisse « une poignée d'orties à laquelle on se cramponne pour éviter l'abîme ».

Certaines de ses phrases trahissent cette coquetterie qui s'appelle la préciosité : « La brume est la modestie du matin. » « Il y a des femmes malheureuses dont la douceur pose une lumière blonde sur leur résignation. » Elle garde pourtant le goût de ce qui est simple ; car elle voit dans la simplicité le signe de la distinction. Avec Pascal elle considère que « la première noblesse est de bien penser ». Elle ose définir les athées : « les invertébrés de la race humaine » et le doute : « une foi borgne. »

Elle trouve, comme Vauvenargues, de surprenants raccourcis : « L'assurance est l'intelligence du sot. » Mais elle ne reste pas durement intellectuelle. La solitude qu'elle aime est une solitude agreste où les affections intimes ont leur place. Elle croit à l'influence patiente d'une femme sur l'époux qu'elle aime : « Celle qui est assidue auprès de son mari découvre un jour en lui de ses propres vertus. »

Elle conçoit l'amour comme un sentiment, non comme une volupté : « L'abnégation, déclare-t-elle, est la plus grande exaltation de l'amour. » On lui contesterait que le sacrifice soit « la gloire des déshérités » ; les plus prompts au sacrifice sont volontiers les jeunes.

Mais nous atteignons ici, chez Mme de Vanssay, un fond chrétien de grandeur, le sérieux d'une pensée que le monde n'a pu remplir : « Loin du monde, près des cieux. » Elle goûte le silence où l'on entend Dieu ; elle accueille la souffrance, « cette amie singulière », et la mort lui suggère une réflexion admirable, le joyau de l'écrin : « L'instant de la mort n'a d'égal que la sublime émotion de recevoir son Dieu. »

Une Française de belle race qui n'a point subi l'atteinte des préjugés modernes, telle se laisse définir Mme de Vanssay. La clairvoyance en elle pondère le sentiment, et l'élévation vers Dieu corrige ce qu'aurait d'amer la connaissance des hommes.

Émile Baumann.

LA PHILOSOPHIE

A TRAVERS LA MÉTAPHYSIQUE

Il ne se pouvait que le renouveau de la philosophie thomiste ne soulevât des résistances plus ou moins passionnées. L'objection qui lui est adressée le plus souvent, du moins dans les journaux, tient en deux lignes : le thomisme a les plus brillantes qualités, ou plutôt il les avait, mais il est mort ; fort digne d'intéresser l'historien, il est incapable aujourd'hui de nourrir et d'animer une pensée vivante ; il ne s'accorde plus à notre expérience actuelle. Quelques-uns précisent, utilement, que son malheur est de n'avoir pu tenir compte des progrès de la science depuis le treizième siècle.

Objection irrecevable dès son principe et qui cache une confusion monstrueuse entre deux ordres irréductibles ; aucune métaphysique ne peut recevoir de l'expérience confirmation ni infirmation, car ce n'est pas son rôle d'en étendre le champ ; elle n'en peut et n'en doit retenir que les données premières, et seulement comme un point de départ. Quelques corps nouveaux que la chimie nous révèle dans ceux-là que nous étions accoutumés à tenir pour simples, ce ne sont jamais que des corps, et nous voilà au rouet : la science a progressé, la position du problème métaphysique n'a pas varié d'une ligne. Mais il semble que les faits eux-mêmes veuillent attester sous nos yeux la vitalité du thomisme. Les *Réflexions sur l'intelligence* de M. Maritain en étaient une assez belle preuve. M. Auguste Valensin nous donne aujourd'hui le recueil que ses travaux antérieurs, dispersés dans des revues spéciales, nous avaient

obligés d'attendre de lui. De Kant à Hegel, et d'une réfutation du panthéisme à une synthèse de la métaphysique thomiste, il y touche à des sujets si divers qu'il a pris le parti de l'intituler simplement *A travers la métaphysique*. Mais si l'esprit seul est ce qui unifie, il y a peu d'ouvrages d'une aussi forte unité que ces études qu'une doctrine génératrice relie et anime jusque dans le détail, selon le vœu de tout métaphysicien véritable.

Métaphysicien, personne ne l'est davantage que M. Valensin ; il n'est même, du moins dans cet ouvrage, que cela, et avec une pureté si singulière qu'elle constitue comme sa marque et lui assigne une place à part, je dis parmi les philosophes. Chez d'autres, qui ne sont pas pour cela moins rigoureux, la discussion métaphysique n'est que le principe, d'ailleurs essentiel et vital, du discours, et pour ainsi parler son âme ; ils consentent de faire appel, à l'occasion, à des analyses d'un ordre d'abstraction moins élevé et à des moyens d'expression plus complexes. Chez lui, elle constitue seule tout le discours. Ce n'est pas une flamme qui brillerait au travers d'un vase, illuminant la matière et la rendant transparente à l'esprit ; il préfère ne proposer à notre regard, au risque de l'éblouir, rien d'autre que cette lumière même, dans le pur éclat de son intelligibilité. Les deux méthodes sont légitimes et peuvent ouvrir dans l'être d'aussi profondes percées ; et même la première, qui est aussi plus lente (je ne dis pas moins favorable à l'artiste, tant s'en faut), est aussi plus humaine ; il faut la tenir pour plus persuasive auprès de ces esprits à qui la pureté continue de l'éther métaphysique serait irrespirable. Pour ceux-là qui s'y trouvent à l'aise, la vertu de la seconde, telle que la pratique M. Valensin, est une densité et une rapidité foudroyantes. Nulle éloquence, ni rien qui y ressemble ; son art est le plus sévère et le plus nu qui soit. Qu'il expose une argumentation pour la réfuter, ou qu'il la prenne à son compte, il la dépouille de tout ce qui n'en fait pas partie intégrante. Fort exactement informé de l'histoire de la philosophie (il y paraît en plus d'un endroit), l'histoire des systèmes le retient fort peu, et de façon toujours occasionnelle, leur origine psychologique moins encore, je veux dire nullement : il ne s'attache qu'à ce noyau de propositions essentielles où il doit être possible de les réduire (ou ils ne seraient que des apparences de système), telles qu'on n'y puisse rien ajouter qu'elles ne contiennent implicitement, rien ôter sans transformer le système qu'elles sont en un autre. Lui-même conduira volontiers sa déduction *more geometrico*, par théorèmes, lemmes et corollaires. Rien de plus fécond, certes, que de pénétrer tout objet de métaphysique ; ici tout objet est refusé qui n'est pas purement métaphysique.

M. Valensin nous introduit dans le royaume des purs intelligibles, où rien de matériel ne saurait avoir accès ; c'est dire que l'histoire, en tant que telle, en est exclue.

Si j'ai su faire entendre la vigueur de cet esprit, on a compris qu'il ne pouvait se borner à reproduire purement et simplement les thèses de la philosophie thomiste. « Ce n'est le moyen de comprendre une doctrine, écrit-il, ni surtout de la faire comprendre, que de s'attacher... à sa lettre. L'intelligence philosophique s'acquiert par des procédés moins simples et moins analysables. Comprendre une doctrine, c'est la rendre à la vie : et de même qu'on ne peut reproduire artificiellement un organisme en en traitant les éléments par la cornue et par le feu, ce n'est pas non plus dans le laboratoire du grammairien, du scoliaste, du traducteur, de l'abréviateur que les mots et les phrases du philosophe peuvent refleurir et porter à nouveau une pensée : il y faut l'atmosphère d'un esprit et ce travail mystérieux, comparable à la chimie du vivant, par quoi seul, dans un cerveau, se refait une doctrine avec des textes. » C'est de cette sorte que M. Valensin a abordé la philosophie thomiste : fidèle à son esprit autant que personne, et parfois se référant expressément à ses formules, mais la repensant pour son compte, et s'engageant dans les voies qu'elle a ouvertes. Il faut renoncer à se faire aucune idée d'une pensée vraiment vivante si ce livre n'en présente à chaque page, sensibles à l'esprit, la chaleur et le battement.

La philosophie thomiste n'est pas un monisme, mais un dualisme critique. Elle n'entreprend pas de tout réduire à l'un, au mépris de l'hétérogénéité de l'expérience ; au contraire sa démarche essentielle est de partir de notions qui pensent paraître simples et qui ne le sont pas, telles celles de changement ou de continu, et d'y dégager, par l'analyse, un couple de principes constitutifs qui puissent, et eux seuls, en rendre compte : acte et puissance, matière et forme. Et voici ce qui la distingue radicalement d'autres philosophies comme le cartésianisme ou le kantisme, où l'on pourrait croire, à première vue, retrouver des couples analogues. Celles-ci posent des éléments, non seulement distincts réellement, mais encore existant à part de façon complète, de telle sorte qu'aucune composition entre eux n'est concevable, — ce qui conduit à sacrifier l'un des deux, et, en fait, à tendre à l'idéalisme absolu. Mais c'est la force et l'originalité du thomisme qu'ayant dégagé ces notions de l'analyse du donné au lieu de les avoir posées *a priori*, il puisse à tout moment les maintenir et les combiner. La déduction, plus tard, pourra le conduire à admettre, dans certains cas privilégiés, leur existence séparée : nécessité d'un Acte pur, possibilité en dehors même de l'Acte pur,

de formes pures ; prises dans leur notion la plus générale, elles ne sont pas des êtres, mais des principes constitutifs de l'être, qui le composent sans le diviser.

Ce caractère essentiel de la métaphysique thomiste, d'analyser sans séparer, M. Auguste Valensin l'a mis dans une très vive lumière. J'en donnerai deux exemples, dans deux ordres différents, mais où l'on peut retrouver des démarches analogues de l'esprit, et le même principe d'erreur : l'un à propos de Kant, l'autre de Spinoza.

Le problème de l'origine des idées est au fondement de la *Critique de la raison pure*. C'est en simplifier l'argumentation, ce n'est pas l'altérer que de la résumer dans ce dilemme : *ou* nos idées nous viennent de l'expérience, — mais alors comment expliquer ce caractère d'universalité et de nécessité qui est leur marque, et que l'expérience, il est très vrai, ne contient pas formellement? — *ou* elles nous viennent de l'esprit, — et dès lors les « choses en soi » nous demeurent à jamais inconnues. La disjonction admise, il n'y a pas en effet d'autre solution, si encore la logique et l'histoire s'unissent pour montrer qu'il n'est pas possible de s'arrêter là et qu'il faut aller jusqu'à l'idéalisme absolu. Mais la disjonction s'impose-t-elle? ne saurait-il y avoir une connaissance à la fois empirique et intellectuelle, qui soit une purification des données sensibles, ne retenant des choses, avec l'objectivité, que ce qui, en elles, ressemble déjà à l'esprit, et c'est-à-dire leur forme?

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer avec détail cette solution traditionnelle ; qu'il me suffise de renvoyer aux premiers chapitres des *Réflexions sur l'intelligence* où M. Maritain lui a donné les développements qu'elle comporte. Mais il est très remarquable que le même vice d'argumentation que le kantisme présente dans l'ordre critique se retrouve, transporté à l'ordre ontologique, chez Spinoza. Abstraction faite de la diversité de leur contenu, si l'on ne retient que la démarche logique qu'ils supposent, et d'ailleurs qu'ils énoncent, spinozisme et kantisme reposent en leur fond sur une alternative dont c'est la faiblesse que d'être illusoire, un moyen terme étant possible. Je ne pense pas pouvoir donner de la qualité métaphysique du recueil de M. Valensin et de sa manière un exemple plus significatif qu'en le citant sur ce point ; car de résumer une argumentation déjà réduite à sa plus simple expression, c'est ce qui ne se peut concevoir.

« Il est impossible, écrit-il d'après Spinoza, de concevoir l'être comme multiple, car lorsqu'on a dit : « l'être est », on a tout dit ; et comme il n'y a pas de milieu entre l'être et le non-être, il faut que cela même, qui semble, à raison de sa multiplicité, distinct de l'être,

soit l'être ou ne soit pas. » Ou encore, l'existence de l'Être infini une fois établie par l'argument ontologique : « S'il y avait un autre être, univoque à l'Être, celui-ci communiquant dans le genre avec lui, *participerait* l'Être, au lieu d'être lui-même l'Être, et il serait fini, ce qui est contre l'hypothèse. Ainsi, il n'y a pas d'êtres en dehors de l'Être. Le mot être, appliqué aux choses multiples que nous présente l'expérience, n'est pas univoque, mais équivoque. Il en est de lui comme du mot chien appliqué à l'animal aboyant et à la constellation. » On voit le dilemme : être ou non-être ; univocité ou équivocité ; selon Spinoza, pas de milieu.

Or, il y a un milieu : « Dire qu'en face de l'être pur et simple, il n'y a que le non-être, écrit M. Valensin, c'est *poser* arbitrairement l'unicité de l'être, et la poser par simple affirmation, non par raison : car c'est la question de savoir s'il faut tellement séparer l'être et le non-être qu'ils ne puissent entrer en composition. S'il répugnait à l'esprit de penser l'être autrement que comme être, le non-être serait en effet exclu définitivement de l'être. Mais s'il est possible, comme le voulait déjà Platon, de mélanger l'être et le non-être, de dire d'un être qu'*il est* ceci, et qu'*il n'est pas* cela, l'alternative qu'on prétend nous imposer, *ou* d'identifier purement et simplement le multiple à l'être, *ou* de le reléguer au néant, cette alternative est illusoire. Il y a un moyen terme : en face de l'être qui est purement et simplement, il y a place pour l'être *qui est et qui n'est pas*, c'est-à-dire pour le Fini. » De même, l'idée d'être, rapportée au Fini et à l'Infini, ne saurait être univoque ; mais elle n'est pas pour cela équivoque ; l'analogie, ou unité proportionnelle, est entre l'univocité et l'équivocité, le moyen terme méconnu.

Il y a là beaucoup plus que de la virtuosité dialectique ; le don propre de M. Valensin apparaît dans ces pages comme une sûreté merveilleuse à réduire une doctrine à ses thèses essentielles (1), et du même coup à en dévoiler le point faible. L'imprécision est toujours favorable à l'erreur ; plus elle se formule nettement, plus clairement apparaissent le sophisme, ou, si la déduction est correcte, la pétition de principe ; c'est pour cela que le syllogisme est un admirable outil philosophique. Que M. Valensin applique la même méthode à une doctrine vraie, et nous aurons ses notes *Autour du thomisme*, et sa *Théorie de l'analogie*.

(1) Peut-être même lui arrive-t-il parfois de leur donner une expression plus systématique que leurs auteurs. Est-il sûr qu'historiquement Spinoza ait posé la distinction de la nature et de la subsistence avec la netteté qu'il lui prête? Mais M. Valensin voulait présenter le panthéisme sous sa forme la plus rigoureuse, pour le détruire plus sûrement.

C'est la partie centrale du livre, celle où apparaît le mieux ce don d'édifier un système, d'ordonner des vérités en corps de doctrine, de telle sorte qu'elles n'apparaissent que comme des aspects de la thèse génératrice. Il ne faut pas médire de ce don parce que beaucoup d'esprits l'ont appliqué hors de sa place. Toutes les sciences le requièrent *dans la mesure où leur objet est immatériel;* car la matière, étant multiplicité, ne saurait, en tant que matière, se soumettre à l'un. En l'histoire, dans la mesure où l'histoire a pour objet le particulier (et donc dans la mesure où l'histoire est une connaissance et non une science), l'esprit de système peut produire des ravages. Mais qu'une science existe dont l'objet soit purement immatériel (et c'est le cas de la métaphysique), le système, loin de lui être chose accessoire, la constituera tout entière ; et l'on peut dire, en rigueur, que le don de créer un système dont les connexions reproduisent celles de l'être, se confond avec le génie philosophique. Un métaphysicien qui ne serait systématique à aucun degré ne serait métaphysicien qu'en apparence ; et l'une des supériorités de saint Thomas sur Aristote est d'avoir osé pousser le système plus loin que lui.

Sous forme de notes, telle est la tâche que s'est proposée M. Valensin dans cette partie de son livre : en quelque trente pages, une synthèse de la métaphysique thomiste ; le point de départ étant fourni par les données premières de l'expérience, en discerner les principes constitutifs ; ceux-ci reconnus, en déterminer les caractères, mieux que cela, en concevoir *a priori* toutes les relations possibles de façon à concevoir du même coup tous les degrés de l'être. Méthode à la fois respectueuse du réel, puisqu'elle trouve en lui son point de départ, et singulièrement hardie puisque aussitôt en possession des notions essentielles, elle ne demande qu'à la déduction de la conduire plus loin. Elle n'est pas seulement fidèle à l'esprit de la scolastique ; il faut ajouter que c'est aussi celle-là que saint Thomas aimait le mieux ; on sait que le traité *De spiritualibus creaturis* est une étude des natures angéliques déduite, indépendamment de la Révélation, de la seule existence possible, et éminemment convenable, de formes pures.

Il serait trop long de suivre M. Valensin jusque-là. J'ai seulement voulu faire entrevoir l'importance de ce livre, qui est un grand livre. Il porte à leur plus haut degré les deux vertus cardinales du thomisme : la soumission au réel et le don de la synthèse. Qu'une doctrine soit capable de susciter la même année deux ouvrages comme les *Réflexions sur l'intelligence* et comme celui-ci, c'est un assez bon signe qu'elle n'est pas aussi morte qu'on le répète.

HENRI RAMBAUD.

LES SCIENCES

L'HISTOIRE DES SCIENCES

L'*Histoire de la Nation française*, publiée sous la direction de M. Hanotaux, comprend deux gros volumes consacrés à la contribution apportée par notre pays au développement des sciences. Dans un ouvrage d'histoire générale, c'est là une très heureuse innovation. Sans doute l'histoire politique et militaire d'un peuple est de beaucoup la plus importante, car avant d'étudier une civilisation, il est raisonnable de connaître les conditions politiques qui ont permis à cette civilisation de naître et de se développer, puis qui en ont amené le déclin. Mais les adversaires les plus déterminés de ce qu'on a appelé l'histoire-bataille ont généralement oublié que les connaissances scientifiques constituaient souvent un des aspects les plus importants de la civilisation qu'ils voulaient dépeindre. C'est particulièrement vrai de certaines époques où ces connaissances ont engendré des applications industrielles qui ont profondément modifié la vie nationale. Cette lacune a été brillamment comblée par les deux volumes en question, dus à des savants hautement qualifiés. La *Revue universelle* a déjà rendu compte du second de ces volumes (1) consacré à l'histoire des sciences biologiques (par M. Caullery) et à celle de la philosophie (par M. René Lote). Dans le premier volume, divisé en trois parties, M. Andoyer et M. Pierre Humbert ont exposé l'histoire des mathématiques, de la mécanique et de l'astronomie.

(1) M. Alphonse BERGET, *Revue universelle*, 1er mai 1925.

M. Charles Fabry s'est chargé de l'histoire de la physique et M. Albert Colson de celle de la chimie. Une introduction générale de M. Émile Picard trace à grands traits les phases de l'histoire des sciences depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, en cherchant à situer la place qu'a occupée la science en général dans la vie des hommes, aux diverses époques, et le rôle joué par la France dans le développement scientifique.

Nous n'avons pas le dessein de faire ici l'analyse d'un pareil ouvrage, qui est d'ailleurs lui-même une vue en raccourci de plusieurs siècles de labeur scientifique. Nous devrons nous borner à quelques réflexions sur les points qui nous paraissent les plus remarquables.

* * *

Quand on cherche à analyser d'un peu près la notion de science, on ne tarde pas à constater combien cette notion est complexe, si du moins on prétend fonder cette analyse non pas sur des conceptions *a priori*, mais sur l'examen impartial de ce que les savants ont pensé de leur propre profession. A consulter nos contemporains seulement, on ne verrait pas l'unité s'établir davantage. Il n'y a que dans les manuels de philosophie que la notion de science soit simple. La complexité apparaît dès l'origine. En Chaldée et en Égypte, la géométrie présente un caractère expérimental ; on enseignait à Babylone, dit M. Picard, très probablement par l'expérience, que le côté de l'hexagone régulier est égal au rayon du cercle circonscrit. De même, c'est presque certainement par l'expérience que les arpenteurs égyptiens avaient découvert qu'un triangle, dont les côtés sont proportionnels aux nombres 3, 4 et 5 est rectangle, ce qui leur permettait de tracer des perpendiculaires. Les Grecs furent les premiers à transformer ces observations et à constituer une science purement spéculative, emmêlée d'abord de théories cosmogoniques, mais présentant ce caractère essentiel de chercher une explication de tous les phénomènes naturels en partant d'un petit nombre de principes.

On leur en a fait grand honneur, honneur mérité sans doute, mais qui ne laisse pas d'avoir un revers. Car, à vouloir chercher une explication de tous les phénomènes naturels, en partant d'un petit nombre de principes, sans commencer, grâce à une expérimentation patiente, renouvelée sous mille formes, par connaître véritablement les circonstances de production des phénomènes, on s'expose grandement au bavardage. Peut-être n'était-ce pas de quoi faire reculer le génie grec. Toujours est-il qu'il réussit à édifier un ensemble vraiment admirable dans l'ordre des sciences spéculatives, mais précisément en se

détachant peu à peu d'ambitions trop vastes et en abordant les applications de la géométrie à des problèmes précis d'astronomie. A ce propos, il est difficile de ne pas devenir sceptique quant à la pérennité de notre civilisation et de nos connaissances quand on voit qu'Aristarque de Samos « soutenait déjà dans son intégrité le système de Copernic, mais que sa tentative resta dans l'oubli pendant de longs siècles. »

Un des caractères les plus frappants de la science grecque est qu'elle semble n'avoir cultivé que le raisonnement et l'observation. Elle paraît avoir généralement ignoré l'expérimentation, qui constitue probablement le caractère le plus marqué de la science moderne. Il est difficile de croire, pourtant, qu'Archimède n'ait pas réellement expérimenté, au sens même où nous l'entendons aujourd'hui ; mais il est certain que si les anciens ont pratiqué la méthode expérimentale, la description de leurs procédés et la discussion de leurs expériences n'ont jamais eu pour eux l'importance primordiale que nous y attachons aujourd'hui. D'ailleurs, il semble bien que cette importance n'ait commencé à être comprise que beaucoup plus tard, peut-être avant le seizième siècle. En même temps devait apparaître une notion restée jusque-là obscure, nous semble-t-il, celle de la puissance que la science peut donner à l'homme sur la nature. C'est un grand ornement que la science », disait Montaigne, ajoutant aussitôt : « C'est un outil de merveilleux service. » Mais cet aphorisme ne prend toute sa valeur qu'au dix-septième siècle, avec Galilée, Torricelli, et en France avec Pascal,

C'est de cette époque que M. Fabry fait partir son histoire de la physique, non sans accorder aux précurseurs des physiciens modernes quelques commentaires qui, pour être d'une justesse parfaite, ne laisseront pas d'étonner un peu, peut-être, les personnes pour lesquelles les classifications des sciences ont une valeur absolue.

L'histoire de la physique, dit M. Fabry, n'est pas seulement, il s'en faut de beaucoup, l'histoire de la pensée humaine dirigée vers les secrets de la nature ; c'est aussi, peut-être en première ligne, l'histoire d'une technique, ou plutôt d'une collection de techniques, dont chacune était nécessaire au progrès d'une branche de la physique et sur laquelle ce progrès a réagi... Ce n'est pas seulement dans les Universités (du moyen âge) que devraient être recherchés les précurseurs des physiciens modernes, c'est aussi, et peut-être plus encore, parmi les artisans, qui exerçaient des métiers déjà très perfectionnés, probablement sans s'occuper des disputes d'école.

Cette vue conduit à poser une question. Puisque les techniques des artisans sont étroitement liées aux progrès de la physique et puisqu'elles étaient déjà très perfectionnées au moyen âge, comment se

fait-il que la physique soit cependant, nul ne le conteste, une science presque exclusivement moderne? La question pourrait aussi être posée pour la chimie ; car, en fait de pure technique, il paraît certain que les alchimistes savaient déjà beaucoup de choses. Nous eussions aimé trouver dans l'ouvrage dont nous nous occupons une analyse un peu plus détaillée de cette éclosion extraordinaire de la physique au dix-septième siècle. Elle a été déterminée, croyons-nous, par deux faits principaux : l'introduction effective de la méthode expérimentale et l'application des mathématiques aux phénomènes naturels. Ce sont Galilée et Descartes que l'on doit considérer comme les fondateurs de l'expérimentation ; et c'est aussi à Descartes qu'est due l'introduction des mathématiques dans la physique (1).

Sans doute, les règles logiques de l'expérimentation avaient-elles été codifiées un peu avant Galilée, en particulier par Bacon ; mais on peut bien dire que c'était lettre morte tant que la méthode expérimentale n'avait pas obtenu un succès éclatant. Elle l'obtint avec Galilée, dans ses expériences célèbres sur la chute des corps et sur le pendule. D'ailleurs, l'importance du rôle que ces expériences ont joué dans l'histoire des sciences ne provient ni des difficultés vaincues, ni de l'habileté de l'expérimentateur, ni du caractère surprenant des résultats obtenus. Il s'en faut qu'elles puissent servir de modèle, comme les expériences de Pasteur. Leur importance et l'influence qu'elles ont exercée proviennent de ce qu'elles ont fait tomber la barrière qui empêchait la mécanique aristotélicienne de se développer. Elles ont permis à Galilée de poser la notion d'accélération et par suite d'énoncer correctement le principe de l'inertie ; tout corps matériel infiniment éloigné de tous les autres est non pas nécessairement

(1) C'est dire que nous considérons Descartes comme le véritable père de la notion de science, telle qu'elle s'est développée depuis trois siècles. C'est une autre question de savoir si les bases sur lesquelles les sciences modernes ont été de la sorte assises par ce puissant génie sont les seules acceptables ou les meilleures, du point de vue général de l'entendement humain. On lira à ce sujet avec le plus vif intérêt la thèse de M. Maritain dans son beau livre *Réflexions sur l'intelligence*. Nous avouons qu'en ce qui nous concerne, nous concevons mal ce que pourraient être les sciences de la nature en dehors de la conception cartésienne. C'est évidemment parce que nous sommes trop imprégné de cette conception (avec la plupart de nos contemporains), au point que nous avons peine à accorder le nom de science à ce qui n'en procède pas. La science moderne présente le caractère très marqué d'être un moyen propre à découvrir des secrets cachés ou à créer des combinaisons que la nature n'a jamais réalisées ; toute nouvelle conception de la science devra tenir compte, à notre avis, du crédit formidable que les succès obtenus dans cette voie ont donné à la science moderne. Ajoutons qu'il n'est pas sûr que, par le développement effréné de certaines de ses applications, elle ne soit pas destinée à devenir un fléau pour l'humanité, après avoir semblé « un outil de merveilleux service ».

immobile, comme le voulait Aristote, mais animé d'une vitesse rectiligne et uniforme par rapport à des axes absolument fixes. Il résultait de cette notion, équivalente à celle de la vitesse acquise, que deux corps qui s'attirent ne tombent pas nécessairement l'un sur l'autre, s'ils ne sont pas initialement immobiles l'un par rapport à l'autre, et que par suite la terre peut tourner autour du soleil sans tomber sur lui, comme l'enseignait Copernic. Que la découverte fût capitale, et l'affaire considérée par les contemporains comme d'une extrême importance, c'est ce qui ressort des discussions passionnées que souleva Galilée. Dès 1629, le Père Mersenne lui avait proposé de faire imprimer son ouvrage en France ; sa condamnation est de 1633.

Ce succès de la méthode expérimentale était décisif. Il fournissait une base sûre à la mécanique. De plus, la notion d'accélération allait donner prise au calcul. L'étude du mouvement était ainsi ramenée à la géométrie, au moment même où Descartes montrait la possibilité de soumettre également au calcul les phénomènes de l'optique. C'était le premier exemple de l'appui mutuel que le calcul et l'expérience doivent se prêter, appui mutuel qui forme un des caractères essentiels de la science moderne. Un grand mouvement des esprits commençait ; on peut considérer le *Discours de la méthode* comme une de ses manifestations les plus frappantes. Les règles à appliquer dans la recherche scientifique étaient codifiées une fois encore, mais revêtues de toute la force et de tout le prestige que leur donnaient les immenses succès obtenus. Il fallait attendre bien peu d'années pour que le génie de Pascal donnât pour la première fois peut-être à l'exposé d'un ensemble de recherches expérimentales la forme parfaite propre à faire sentir à tous les esprits cultivés la puissance des méthodes nouvelles. Les expériences du Puy de Dôme et de la tour Saint-Jacques sur la pression atmosphérique, conçues dans leur principe par Mersenne et par Descartes, sont de 1648.

La science moderne est donc née du jour où la croyance s'est répandue que, par la mise en œuvre rigoureuse d'une méthode comportant un appel alterné à l'expérience (très éloignée de la simple observation) et au calcul, toutes les difficultés pourraient être surmontées, tous les problèmes résolus. La force avec laquelle cette croyance était implantée chez Descartes, qui ne voyait pas de limites aux conquêtes de la méthode, a pu le conduire à bien des erreurs particulières qui prêtent aujourd'hui à sourire. Mais cette croyance comportait aussi un rayonnement dont peut-être aucune découverte moderne ne nous donne la mesure. D'ailleurs Descartes ne faisait que donner l'empreinte de son puissant esprit et une forme précise à des idées qui étaient en voie de formation chez ses contemporains.

***

Il n'est pas douteux en effet qu'une activité intellectuelle intense régnait dans l'Europe savante pendant la seconde moitié du règne de Louis XIII et pendant la première partie de celui de Louis XIV. M. Fabry en fait une peinture très vive et très séduisante. Pourtant un organe très important de la science actuelle manquait alors aux savants :

De nos jours, de nombreuses publications périodiques font connaître rapidement la moindre recherche scientifique. La presse scientifique n'existait pas à l'époque dont nous retraçons l'histoire, et ses débuts, lents et timides, ne suivirent que d'assez loin la création des gazettes destinées au grand public. Est-ce à dire que les savants restaient isolés, s'ignorant les uns les autres? Au contraire, les échanges d'idées entre hommes de science ne furent jamais plus actifs, et les questions de physique, ce mot étant entendu dans le sens le plus large, tenaient, avec des questions de mathématiques, la plus grande place dans leurs discussions. Ces échanges d'idées se faisaient surtout par lettres, souvent accompagnées de volumineux manuscrits, que l'on communiquait de proche en proche à tous ceux qui pouvaient y prendre de l'intérêt. Cette correspondance n'était pas limitée aux seuls savants français ; plusieurs des plus grands parmi les étrangers y prirent une part active, et la différence de langue n'y mettait aucun obstacle, car si l'emploi du français commence à devenir fréquent comme langue scientifique, l'emploi du latin était encore fort répandu ; les hommes de science se servent indistinctement de leur langue maternelle et de la langue latine, et cela jusqu'à la fin du dix-septième siècle et même plus tard. Parmi les correspondants habituels des savants français, nous trouvons l'illustre physicien de Florence, Galilée, qui eut chez nous plus d'admirateurs que dans aucun autre pays... Aussi les ouvrages de Galilée furent-ils connus en France bien avant leur impression, d'ailleurs tardive. (Cette impression eut lieu surtout grâce au Père Mersenne.) ...Enfin, c'est encore de Paris qu'un exemplaire des *Discorzi*, le chef-d'œuvre de Galilée, est communiqué aux frères Elzévir, les célèbres imprimeurs hollandais, qui le publieront en 1638.

Mais l'échange épistolaire de véritables mémoires n'était pas le seul moyen de communication entre les savants :

A partir de 1633, diverses réunions scientifiques, les unes ouvertes au grand public, les autres limitées à un petit cénacle, eurent lieu à Paris ; les questions de physique y tenaient une certaine place, et elles eurent au moins cet avantage qu'elles tinrent l'opinion public éveillée sur les questions scientifiques, même lorsque ces questions n'étaient traitées que d'une manière superficielle.

Tout cela s'était passé sans la moindre intervention de l'État. Cependant, à diverses *reprises*, l'idée était venue de fonder une réunion d'hommes de science, à qui l'on donnerait les moyens de travailler. Ce fut Colbert, conseillé par l'architecte et médecin Claude Perrault, qui réalisa cette idée par la création, en 1666, de l'Académie des sciences... Afin de donner encore plus d'éclat à la nouvelle académie, Colbert chercha à y attirer quelques savants étrangers de grand renom. C'est ainsi qu'en 1666 arriva à Paris le mathématicien et physicien hollandais, Christian Huyghens, déjà célèbre par ses découvertes en mécanique et en astronomie. Son séjour à Paris dura quinze années, pendant lesquelles il prit la plus grande part aux travaux de l'Académie et composa quelques-uns de ses plus beaux ouvrages, entre autres son célèbre *Traité de la lumière;* il quitta la France en 1681, très probablement à cause de la déplorable politique religieuse qui devait aboutir à la révocation de l'édit de Nantes. En même temps que lui, partit l'astronome danois Rœmer, que Picard avait ramené en France en 1671, et qui, pendant son séjour à Paris, s'était illustré par la découverte de la vitesse de la lumière...

Ainsi s'exprime M. Fabry. Dans leur histoire des mathématiques, MM. Andoyer et Pierre Humbert rappellent que c'est avec l'approbation « de Louis XIV » que Colbert fonda l'Académie. Le rôle personnel de Louis XIV dans les encouragements donnés aux savants méritait au moins cette mention. Qu'on lise les témoignages des contemporains, par exemple la correspondance de Huyghens, dont les *Œuvres complètes*, d'un intérêt extraordinairement vivant, ont été magnifiquement éditées par la Société hollandaise des Sciences. On y verra que Huyghens tenait beaucoup à ce que le roi voulût bien examiner en personne ses appareils. On savait donc que, même en matière d'encouragement aux savants, l'opinion personnelle du roi importait et qu'il ne suffisait pas d'être dans les papiers de Colbert. Le 27 août 1682, Huyghens, revenu à La Haye depuis un an, écrivait à Colbert :

C'est avec bien du regret que je me vois obligé si souvent et par de si longs intervalles à ne point participer aux exercices de notre savante Académie ni à l'honneur d'y travailler sous vos ordres. Mais la raison vous en étant connue, qui n'est autre que l'intérêt de ma santé, j'espère que mon absence ne diminuera en rien de la bonté qu'il vous a plu toujours de me témoigner. J'ai tâché, autant que mes forces me l'ont permis, de m'occuper utilement pendant le séjour que j'ai fait en ce pays... (Il a travaillé à une machine montrant le mouvement des planètes.) Ce n'est que depuis quinze jours qu'elle est entièrement achevée et de plus éprouvée et approuvée par ceux qui s'y connaissent. De sorte que j'espère d'avoir bientôt l'honneur de vous la présenter et quand vous l'en aurez jugée digne, d'en faire voir l'effet à Sa Majesté. Il y a déjà du temps que pour ce qui

regarde ma santé, j'aurais pu m'en retourner à Paris, si je n'eusse été retenu par cet ouvrage, que je croyais ne pas devoir laisser imparfait, surtout puisque j'avais rencontré un ouvrier fort habile. Il ne me reste maintenant qu'à le satisfaire de son travail et c'est Monseigneur en quoi je ne puis avoir recours qu'à la libéralité royale, qui, par vos soins, se répand sur les sciences et à laquelle je suis si fort redevable.

Ce serait une erreur de croire que ce témoignage est isolé, ni qu'il ait visé uniquement la personne de Colbert. Il est fréquent d'opposer celui-ci à Louvois, souvent présenté dans les manuels comme brutal et sanguinaire. Huyghens, toujours à La Haye, écrivait pourtant à Louvois, le 18 mai 1684 :

...Je croirais manquer à mon devoir si je ne vous présentais cet écrit que je viens de publier touchant une manière nouvelle et beaucoup recherchée de se servir des grands télescopes sans l'aide des tuyaux, qui, dans les longueurs extraordinaires, devenaient entièrement intraitables (1). Je pense que cette invention sera d'autant mieux reçue par les curieux en France que j'ai su par des lettres de M. Cassini qu'il est venu depuis peu de Rome des verres excellents pour le roi, jusque pour des lunettes de 140 pieds, dont il serait très difficile de tirer aucun usage sans cette nouvelle méthode que je pratique tous les jours avec beaucoup de succès et de commodité et qui pourra nous aider à faire dans le ciel des nouvelles découvertes. Que si je puis être si heureux, Monseigneur, que par votre moyen, dans quelque moment favorable, Sa Majesté vienne à avoir connaissance de cette production, je le réputerai comme un grand avantage et comme un témoignage signalé de votre bonté...

Enfin à son compatriote, M. de Beringhen :

« Le dessein du roi à protéger et faire fleurir les sciences m'a toujours paru si grand et si beau, que j'ai été bien aise d'y être employé avec d'autres. »

Cette citation est extraite d'une lettre datée du 22 février 1685. La révocation de l'édit de Nantes est du 22 octobre de la même année. Roemer était retourné à Copenhague au milieu de 1681. Quant à Papin, devenu collaborateur de Boyle, à Londres, depuis 1676, il écrivait à Huyghens le 25 mai 1679 pour lui demander « d'employer le crédit qu'il avait auprès de Mr Colbert et de toute l'Académie royale des sciences pour lui faire obtenir quelque pension. » On ne peut donc attribuer à la révocation de l'édit de Nantes, le départ de

(1) Les lunettes du dix-septième siècle atteignaient des longueurs de cinquante mètres, en raison du chromatisme des objectifs qui ne devait être corrigé qu'en 1757 par Dollond.

Papin, de Rœmer et de Huyghens, comme bien des ouvrages d'enseignement l'ont fait croire (voir par exemple l'Histoire de France de Duruy, que l'on avait en rhétorique il y a trente ans). Quelque opinion qu'on puisse avoir sur une telle mesure, nous ne pensons même pas que l'on puisse trouver la cause pour laquelle Papin, Rœmer et Huyghens quittèrent la France et le service du roi « dans la déplorable politique religieuse qui devait aboutir à la révocation de l'édit de Nantes », comme le dit M. Fabry. La question mériterait une étude approfondie, pour laquelle la correspondance de Huyghens fournit des renseignements précieux. Bien que les « dragonnades » aient commencé dès 1681 et que la révocation ait été effectivement préparée par de nombreuses mesures contre les protestants, nous n'y trouvons aucune allusion dans les longues et nombreuses lettres échangées entre Huyghens, son père et sa sœur, lettres très intimes où il est question de mille détails relatifs à la vie courante des uns et des autres, à celle de leurs amis, à tous les événements publics et privés. Si le départ de Huyghens avait été provoqué par la politique religieuse de Louis XIV, nous devrions trouver dans cette correspondance tout au moins des allusions à cette politique. Il n'en n'est aucune. Ce que nous voyons, c'est que le séjour de Huyghens en France a été coupé par trois maladies graves ; chaque fois, il quitte Paris convalescent, sur les instantes prières des siens, qui lui répètent de mille manières que seul l'air natal lui est bon. La deuxième fois, il reste absent du 1er juillet 1676 au 14 juillet 1678. Dès 1680, les sollicitations de sa famille se renouvellent ; Huyghens résiste ; on lui fait valoir qu'il s'agit non seulement de sa santé, mais de celle de son père et de sa mère, qui, par suite de diverses circonstances, vont se trouver seuls. Sur ces entrefaites, Huyghens retombe une troisième fois malade, et plus dangereusement, au printemps de 1681. Aussitôt en état de faire le voyage, sa sœur le ramène à La Haye où il arrive le 11 septembre. Il ne reviendra plus en France, mais il sera constamment question de son retour à Paris pendant près de quatre ans ; et au moins jusqu'à la mort de Colbert, c'est lui qui s'excusera de n'être pas encore revenu. Pour quelles raisons? des raisons de religion? non point. D'abord sa santé, comme l'indique clairement la lettre à Colbert du 27 août 1682 citée plus haut. Mais cette raison n'est pas la seule. Tout en se réjouissant d'un retour qu'il espère prochain, Colbert a permis un retard de quelques mois. C'est que Huyghens veut achever la mise au point de sa méthode pour la détermination des longitudes en mer par l'observation des satellites de Jupiter. Il exécute ce travail pour les États de Hollande, et Colbert ne serait peut-être pas fort satisfait de l'apprendre, d'après ce que lui écrit

son collègue de l'Académie, l'abbé Gallois, qui s'est entremis auprès de Colbert pour obtenir la prolongation de congé. Au moment de la mort de Colbert, en octobre 1683, les travaux sur la mesure des longitudes ne sont pas encore terminés. « Cette horlogerie retarde mon voyage bien plus que je n'aurais cru, » écrivait-il à son frère le 3 septembre 1683 ; « et voilà peut-être une nouvelle guerre qui pourrait l'empêcher entièrement. Il faudra voir. » Chose curieuse : à peine Colbert mort, c'est Huyghens qui écrit et fait entreprendre des démarches auprès de Louvois pour faire connaître à Louis XIV sa manière de monter les très longues lunettes. Le 14 décembre 1684, il écrit à son compatriote de Beringhen, premier écuyer du roi, pour lui demander une dernière démarche :

Quand il plairait au roi de ne me point rappeler, je ne laisserai pas de rester toujours fort obligé à Sa Majesté de m'avoir fait jouir de ses bienfaits pendant tant d'années. Il peut avoir des raisons pour faire qu'on en use de la sorte, desquelles je ne veux point m'enquérir, mais je serais fâché qu'on en prît quelqu'une qui n'eût pour fondement que la suggestion de mes envieux. Enfin, le 4 janvier 1685, les démarches de Beringhen n'ayant pas réussi, je vous avouerai bien aussi, monsieur, que le souvenir de mes maux passés et le peu d'affection de plusieurs de mes collègues n'avaient pas peu rabattu de l'envie que j'avais de retourner en France et que ce qui m'y aurait fait résoudre, c'était l'espérance d'y pouvoir vivre plus tranquillement, sous la protection de M. de Louvois, que je n'ai fait ci-devant et d'être un peu mieux traité que je n'ai été. Ainsi je me trouve trop éloigné de mon compte puisqu'il semble que lui-même ne trouve pas à propos que je revienne.

Quant au motif pour lequel Louvois en jugeait ainsi, nous pouvons l'inférer non seulement de ce que Huygens disait « du peu d'affection de plusieurs de ses collègues », mais aussi d'autres indices. Il ne semble pas douteux qu'une cabale académique s'était montée contre Huyghens, en profitant de sa longue absence ; La Hire entre autres n'aurait pas été étranger à sa disgrâce. Louvois a eu tort assurément d'écouter cette cabale, mais je ne crois pas qu'avec les affaires qu'il avait alors sur les bras, on puisse lui en faire un crime. On jugera mieux de son cas en en faisant une transposition au temps présent.

*
* *

Si nous nous sommes quelque peu étendus sur l'affaire de Huyghens et les encouragements accordés par Louis XIV aux savants, c'est non seulement parce que la question en vaut la peine, en raison même de l'immense valeur de Huyghens, mais aussi parce que c'est le seul

point sur lequel la magnifique *Histoire des Sciences* à laquelle ces lignes sont consacrées nous paraît prêter à une légère critique, malgré l'esprit élevé qui l'anime dans son ensemble. Hormis ce point, on peut y admirer le souci constant de rendre justice à chacun ; et, si le rôle de notre pays dans le développement scientifique des derniers siècles est présenté sous le jour qui convient à sa prééminence réelle, il s'en faut que l'importance des principales découvertes faites à l'étranger ait été diminuée. Peut-être l'histoire de la chimie ne garde-t-elle pas toujours la sérénité d'où l'on voudrait ne jamais sortir, et l'on pourrait y relever quelques partis pris contestables ; c'est d'ailleurs un fait que si les chimistes le cèdent aux médecins pour la violence de leurs disputes, ils ont toujours mis dans la défense de leurs théories plus de passion que les physiciens. Peut-être parce qu'elles sont moins bien assises.

Quoi qu'il en soit, cet ouvrage fait le plus grand honneur à ses auteurs. Il remplit une lacune qui était de jour en jour plus regrettable ; car à notre époque, les nations qui ne défendent pas leur bien, en commençant par montrer qu'elles en connaissent l'inventaire, risquent fort de se voir dépouillées par d'autres qui, dans une louable ardeur à développer et à exploiter le patrimoine commun, ont parfois tendance à oublier celles qui, pour une très grande part, l'ont constitué.

Louis Dunoyer.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. CLÉMENT VAUTEL

Entre gens du métier, on parlait de M. Vautel. Le directeur d'un grand journal parisien fit un rapide calcul et dit : « Avec sa pièce, ses romans, le Journal *et ses collaborations diverses, Vautel a gagné cette année deux cent mille francs par mois. » On se récria : « Vous exagérez. » Un écrivain de bon jugement, de haute réputation, particulièrement bien placé pour être informé, répliqua : « Soit, n'exagérons rien.* Tant *chez Albin Michel,* tant *chaque soir au théâtre Sarah Bernhardt,* tant *au* Journal, *quelques broutilles par-dessus le marché. Dernier chiffre et au bas mot, Vautel aura gagné cette année huit cent mille francs. »*

C'est la première chose à laquelle on pense quand on parle de M. Vautel : on calcule ses gains. Il est actuellement l'écrivain de France qui gagne le plus d'argent.

L'argent ne fait pas le bonheur. M. Clément Vautel n'est pas heureux. C'est à l'ordinaire l'insuccès qui aigrit : M. Vautel serait mal fondé de se plaindre. Un million et demi de Français se précipitent chaque matin sur le Journal *pour lire leur* Film. *La midinette qui va à son ouvrage le dévore dans le chemin de fer métropolitain, et le lecteur de province hoche la tête en disant : « Le gaillard est rudement fort. » Il est assez fort, en effet, pour tenir en haleine d'un bout de l'an à l'autre l'auditoire le plus nombreux que possède en France un écrivain depuis que M. de Pierrefeu a cessé de rédiger le communiqué. Il est le journa-*

liste le plus lu de France. Et cependant, M. Clément Vautel n'est pas heureux.

Il écrit des romans qui, à défaut de la gloire, lui valent la fortune et la célébrité. Mon curé chez les riches *a tiré, comme l'on dit dans l'argot de l'édition, à trois cent cinquante mille exemplaires, et M. Vautel se vante que le tirage d'un seul de ses livres dépasse ceux de tous les grands écrivains de France additionnés. D'ingénieux commerçants ont découpé dans* Mon curé chez les riches *une pièce qui est quelque chose comme* l'abbé Constantin *du pauvre, et qui connaît au théâtre Sarah Bernhardt des recettes inconnues même de M. Méré. De toutes parts, la Renommée aux Cent Bouches proclame et propage son nom à travers le monde. Et cependant, M. Clément Vautel n'est pas heureux.*

Fortune, célébrité, public, il a tout. Que lui manque-t-il donc? Pourquoi n'est-il pas heureux? Car il n'est pas heureux, c'est un fait. Il suffit de le voir. Ah! ce n'est pas le Roger Bontemps qu'on imagine! Il est pâle. Il souffre. M. Vautel montre volontiers que la fortune ne l'a point enivré et qu'il a conservé un train de vie où la vertu s'allie à la simplicité. Tout au plus va-t-il soigner l'hiver sur la Côte d'Azur une santé chétive. Mais cette enveloppe débonnaire cache un cœur insatiable que tout le grand ciel bleu n'emplirait pas, comme celui de l'enfant Aymerillot. Cet homme que tout le monde prend pour le bourgeois des bourgeois et se représente armé du bonnet de coton et du parapluie, ce champion du bon sens, ce rempart du terre à terre, est consumé par le plus brûlant, le plus désintéressé, le plus romantique, le plus chevaleresque, le plus chimérique des sentiments, l'amour de la gloire.

Il donnerait tout pour être traité et au besoin maltraité comme un écrivain. Ses millions en francs-papier et ses millions de lecteurs, son carnet de chèques chez l'éditeur Albin Michel et tout le personnel du théâtre Sarah Bernhardt avec M. Pierre Chaine par-dessus le marché, il vendrait tout à M. Souday en échange d'un éreintement dans la chronique littéraire du Temps. *Qu'on le traite de Turc à More, qu'on le traîne dans le ruisseau, qu'on l'accuse de mauvaises mœurs et de parricide, mais pour Dieu qu'on n'ait pas l'air d'ignorer son existence! Vous rencontrez communément de bons petits jeunes gens qui vous disent, l'air épanoui : « Je suis très content; mon dernier article dans* la Licorne *a été très remarqué. » Ils sont heureux. Cependant qu'avec ses lecteurs, ses écus, ses tirages et ses spectateurs, M. Clément Vautel n'est pas heureux.*

C'est pourquoi il a voué une haine furieuse et comique à ce qu'il appelle l'élite. Il suffit de prononcer ce mot-là devant lui, pour qu'il fonce comme un taureau à qui l'on fait voir du rouge. Les gens de lettres

affectent de mépriser M. Vautel et de ne pas le regarder comme un des leurs : tel est le poison de sa vie.

Ses romans ont trois cent mille lecteurs, mais pas un article de critique littéraire. Directement intéressé à la question, il conclut avec intrépidité que la critique n'a aucune espèce d'importance et que cet emploi ingrat n'est exercé que par les impuissants qui ne peuvent pas arriver à accrocher le grand public avec des œuvres dites d'imagination. Il ramène tout à cela. Être lu ou n'être pas lu, c'est son to be or not to be. *Mais ce cas, qui n'est ni surprenant ni unique, n'appelle-t-il pas un souvenir? Et ne songe-t-on pas à ce que fut, il y a une quarantaine d'années l'aventure de Georges Ohnet?*

Jules Lemaître, dans son fameux article, représentait Ohnet marchant de long en large dans son cabinet de travail et monologuant : « Être artiste! ô rage, ne pas l'être! » M. Vautel souffre du même mal. Il est très clair qu'on n'obtient pas des centaines de milliers de lecteurs pour ses romans et qu'on ne retient pas l'attention quotidienne d'un million et demi de ses contemporains, sans présenter de sérieuses qualités. Il va de soi que M. Vautel est un excellent journaliste. Il a ce sens spécial qui permet de saisir l'actualité et de la présenter par le biais agréable au grand nombre. Pour être compris, il est clair, naturel, et il excelle à résumer une question épineuse par un tour ingénieux, un apologue, un raccourci saisissant, au risque, bien entendu, de la simplifier parfois au-delà des limites permises. N'importe, le public est content de voir ainsi ramener à sa portée les questions du jour, même les plus difficiles. C'est un grand art, qu'il est plus facile de railler que d'imiter.

De même, il serait extravagant de nier que les romans de M. Vautel sont « public ». Pourtant, en toute impartialité, autant il est aisé de louer en lui le journaliste, autant on est contraint de dire que ses romans n'ont pas d'autre qualité que d'être faits pour plaire au grand nombre. Ce n'est pas rien, sans doute. Mais ce n'est pas tout. Et, tout compte fait, c'est même peu.

A vrai dire, ce serait tout, si c'était assez pour assurer le bonheur de M. Vautel. Il l'aurait belle de repartir que la gloire posthume est une denrée aléatoire et qu'il se soucie de telle fumée. Mais nous ignorons si Georges Ohnet a vécu heureux. Tandis que nous constatons chaque jour que M. Clément Vautel ne l'est pas.

C'est dommage. Il joue dans le concert de la gent qui écrit un rôle non seulement amusant, mais utile. A la place qu'il occupe, il pourrait faire beaucoup de mal. Il suffit d'imaginer un Vautel bolcheviste pour calculer le profit.

Car il n'est pas bolcheviste, il nourrit même presque autant d'horreur

pour les révolutionnaires que pour l'élite. Il est juste milieu, homme d'ordre, patriote français, quoique né en Belgique, conservateur endiablé, défenseur en toute chose de l'état social tel qu'il est et en un mot de tout ce qui ne risque pas d'étonner ni de déranger son public. Comme le M. Prudhomme du sonnet de Verlaine, il pourrait dire qu'il exècre les artistes presque autant que le coryza. Il a raison quand il raille les excès des fumistes de l'art et de la littérature. Tout compte fait, il accomplit sur ce terrain une de ces besognes grosses et faciles, mais salubres, dont on n'est pas fâché que ce soit les autres qui se chargent. Car elle mène trop aisément à prendre le contre-pied de tout ce qui dépasse le niveau ordinaire; c'est trop souvent la rançon du bon sens.

M. Vautel n'est pas seulement un cœur chevaleresque que dévore la soif de la gloire; c'est encore un philosophe platonicien. Si, à l'image du grand idéaliste, il était appelé à fournir le projet d'une société idéale, il condamnerait peut-être les poètes par un reste de pudeur, mais il bannirait de la République idéale toute la gent qui porte la lyre, la plume, l'épée ou le compas.

Ce jour-là, mais ce jour-là seulement, M. Clément Vautel serait heureux.

***

Le théâtre des jeunes auteurs.

C'est un de nos refrains ordinaires que le mal dont souffre de nos jours l'art dramatique est le divorce entre le commerce et la littérature. Nous avons si souvent occasion de le ressasser que nous avons parfois l'impression de nous répéter et la crainte d'ennuyer le lecteur. Pourtant, comme l'a dit fortement un penseur, comment ne pas répéter toujours la même chose, puisque c'est toujours la même chose? Il est des jours où nous nous félicitons au contraire de notre entêtement, à la pensée que cette formule résume en vérité toutes les difficultés contemporaines.

Les directeurs des théâtres commerciaux n'acceptent jamais que des ouvrages dont le succès est, sinon assuré, du moins garanti. Ils n'acceptent donc jamais la pièce d'un débutant. Celui-ci n'a que la ressource de l'adresser aux théâtres littéraires et aux entreprises spéciales. Les ouvrages des débutants ne sont donc jamais écrits en fonction de leur juge naturel, qui est le public. Au lieu d'apprendre leur métier, les débutants le désapprennent un peu plus à chaque expérience, parce qu'elle se répète en vase clos, au contact d'un monde très spécial et très fermé dont le jugement est faussé. Au bout de très peu de temps, les débutants, au lieu d'avoir appris à faire une pièce, l'ont exactement désappris.

D'un côté, des pièces bien faites sans valeur littéraire ; de l'autre, des pièces dont il faut dire, avant même de se prononcer sur leur valeur littéraire, qu'elles sont mal faites. Tels sont le Charybde et le Scylla entre lesquels il n'est pas commode de passer.

Comme il n'est pas possible que tout le monde ne sente pas le mal, on tente d'y remédier. Et rien n'est plus propre à le faire éclater dans son ampleur et la gravité que les efforts qu'on fait pour le conjurer.

Sous le patronage du journal *Comœdia*, les jeunes auteurs désireux de voir leurs ouvrages paraître à la lumière du jour se sont fédérés en une sorte de coopérative. Ils ont élu une sorte de triumvirat directeur, composé déjà de façon singulière. M. Bidou assume à lui seul la direction littéraire, tandis que la tâche matérielle est partagée entre un théoricien, M. Baty, et un des représentants du théâtre commercial, M. Edmond Roze, qui semble ainsi venir donner un coup de main à ses victimes comme s'il était pris de remords. On doit ajouter qu'en dépit de l'extrême inégalité de mérite entre M. Bidou et M. Baty, le fait que ces deux noms se trouvent réunis a la valeur d'un programme. Pour des raisons différentes, M. Bidou et M. Baty soutiennent l'un et l'autre les théories de l'école du silence.

Ainsi, dès le début de la saison, les problèmes sont posés avec netteté. On ne dérangera pas ce bel ordre, on abordera les questions l'une après l'autre. Les occasions ne manqueront certainement pas au cours de la saison de juger les théories de l'école du silence. Pour commencer, voyons aujourd'hui un premier aspect, un seul, mais d'une netteté irrécusable. Car avant de discuter théorie, on regardera des faits.

Le théâtre des Jeunes Auteurs a élu domicile dans la salle du Vieux-Colombier. Première complication : on sait que cette salle est trop petite pour que les recettes couvrent les frais. Deux solutions possibles : changer souvent le programme sans chercher la recette et donner des spectacles qui n'auront que deux ou trois représentations ; ou tenter de prolonger le champ de l'expérience en exploitant à fond les succès possibles.

Dans le premier cas, il faudra trouver beaucoup d'argent et beaucoup de dévouement. Ne discutons pas, admettons qu'on trouve l'un et l'autre. De toute manière, on ne sort pas de la chapelle littéraire et de l'expérience en vase clos. Les ouvrages des jeunes auteurs seront représentés. Mais devant les mêmes spécialistes, non pas devant ce public qu'on veut atteindre et qui recule comme l'eau sous la soif de Tantale. Le but poursuivi n'est pas atteint.

Dans le second cas, autre danger : ces jeunes gens se sont unis parce que tous ont dans leurs cartons des ouvrages qu'ils espèrent produire au jour. Si l'on exploite le succès de l'un d'eux pour faire prospérer l'entreprise, les autres marqueront le pas, on retombe aux conditions ordinaires du théâtre et les raisons du pacte d'union se dénouent d'elles-mêmes. L'esprit même de l'entreprise veut que cha-

cun des membres ne souhaite pas à ses coassociés un succès trop grand.

Cette coopérative paraît donc une fédération d'intérêts trop semblables pour être complémentaires et dépourvue de fédération. Autant on salue avec chaleur et confiance toute initiative d'un homme, autant on redoute pour cette aristocratie les périls de la pluralité, Nous croyons en M. Antoine, en M. Copeau, en M. Dullin. Nous ne croyons pas en cette république qui devra surmonter à la fois les difficultés extérieures à elle-même contre lesquelles elle a été fondée et les difficultés inhérentes à sa nature.

* * *

On répondra, on a déjà répondu : « Qu'importe? Cette société ne cherche pas à prospérer et elle démontre le mouvement en marchant. Elle ne veut que permettre aux ouvrages des débutants d'être représentés. Ces ouvrages seront représentés, le but est atteint et le dessein rempli. Le théâtre des Jeunes Auteurs aura réussi au delà de ses espérances s'il permet à un seul talent de se révéler, à une seule bonne pièce de voir le jour. »

On pourrait encore argumenter. Une hirondelle ne fait pas le printemps, une bonne pièce ou un bon auteur ne résolvent rien, ne lèvent pas une seule difficulté. Cette pièce, cet auteur seraient toujours arrivés à paraître, d'une manière ou de l'autre, ici ou là. On les eût accueillis à l'Atelier, à l'Œuvre, aux Escholiers. On ne guérit pas un mal général par un bonheur particulier.

Le problème est plus haut, plus vaste, plus compliqué. Ce qu'il importe de briser, c'est un état des esprits et des mœurs, ce qu'il importe de recomposer, c'est un état d'esprit et de mœurs différent, un théâtre viable et fécond, un style. Une bonne pièce, un talent nouveau n'y font rien.

* * *

On peut espérer que la bonne pièce, le talent nouveau paraîtront un jour prochain. Il serait même inhumain qu'ils ne parussent point. En attendant, le théâtre des Jeunes Auteurs a composé son premier spectacle avec une pièce de M. Gabriel Marcel, *la Chapelle ardente*, et une pièce de M. Roger Marx, *Simili*.

Le premier de ces ouvrages est des plus honorables. M. Marcel y étudie le cas assez particulier d'une femme qui sème le malheur autour d'elle rien que par la contagion d'une sensibilité exaspérée par la souffrance. Cette femme a recueilli chez elle la fiancée de son fils tué à la guerre. Presque sans paroles, rien que par une sorte d'envoûtement, elle amène cette jeune fille à lier par esprit de sacrifice sa vie à celle d'un pauvre être malade épousé par pitié.

On pourrait objecter à M. Marcel que sa pièce présente un assez

sensible vice de construction : on ne sait laquelle des deux femmes est le personnage principal. Surtout, tout en reconnaissant le sérieux et la qualité de cet ouvrage, on s'étonnera que la coopérative des auteurs l'ait choisi pour un début. Le public n'est pas très sensible à ces analyses subtiles et discrètes, il risque fort, au contraire, d'être sensible à ce qu'elles ont nécessairement de lent, de triste et de caché. On ne conteste pas leur valeur, on conteste seulement leur opportunité le jour où l'on prétendait toucher le public.

La pièce de M. Marx est un marivaudage mince et creux sur le cas plus exceptionnel encore d'une jeune femme qui, inexplicablement dédaignée par l'homme qu'elle aime, croit le retrouver dans un sosie, à qui elle impose de répéter devant elle les paroles et les actes de l'homme aimé. On ne peut guère imaginer donnée plus artificielle.

On est bien obligé d'écrire qu'un tel spectacle n'est pas propre à réconcilier le public avec les littérateurs. Il y a gros à parier que le public, à supposer qu'il vienne, dira en s'en allant : « La prochaine fois, j'irai au cinéma voir Charlot manger ses souliers dans *la Ruée vers l'or.* »

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les négociations de Washington. — *Arrivé le 23 septembre à Washington, M. Caillaux commence aussitôt ses négociations avec la Commission américaine.*

Celle-ci repousse tout d'abord les propositions de M. Caillaux pour la consolidation de la Dette française. Elle formule ensuite ses contre-propositions : un état des paiements déterminerait notre capacité de paiement jusqu'en 1987 et même au delà (26 septembre).

Les négociations continuent en vue d'aboutir à un accord, mais les Américains hésitent à accepter la clause de sauvegarde réclamée par les Français en cas de non-exécution par l'Allemagne du plan Dawes.

Ce plan, qui inspire si peu de confiance en Amérique, est d'ailleurs attaqué ouvertement en Allemagne depuis quelque temps parce qu'il commence à apparaître onéreux pour celle-ci.

La guerre au Maroc et en Syrie. — *Au Maroc, les événements prennent une tournure plus favorable. Nos troupes enlèvent le massif fortifié de Bibane (16 septembre). Une offensive déclenchée, le 30, dans le secteur est, se développe favorablement.*

Toutefois, le maréchal Lyautey demande son rappel en France (28 septembre).

En Syrie, la colonne du général Gamelin inflige aux Druses un san-

glant échec à Messifrey (16-17 septembre) et délivre la garnison française assiégée dans Soueïda depuis le début de la révolte (24 septembre).

L'Allemagne et le pacte. — *Le gouvernement allemand fait savoir qu'il accepte l'invitation des Alliés pour la conférence de Locarno du 5 octobre. Mais, en remettant la note au quai d'Orsay, M. von Hœsch, ambassadeur allemand, proteste verbalement contre la déclaration de culpabilité de l'Allemagne dans la guerre de 1914 et réclame l'évacuation de Cologne (28 septembre).*

M. Briand et M. Chamberlain (auprès duquel a été faite une démarche analogue) répondent que la conférence pour le pacte doit s'ouvrir sans conditions (29 septembre).

L'affaire de Mossoul. — *Le conseil de la S. D. N. décide de s'en remettre à la cour internationale de justice de La Haye pour résoudre le différend de Mossoul (19 septembre).*

La tension s'accentue entre Londres et Angora. Les Turcs concentreraient des troupes à la frontière de l'Irak. Des manifestations contre l'Angleterre ont lieu à Constantinople, et Moustapha Kemal déclare : « Si on nous lance un défi, nous saurons le relever. » (27 septembre)

France. — *Les employés des P. T. T. font une grève d' « avertissement » de deux heures pour protester contre le refus de la commission spéciale de leur accorder la « péréquation » de traitement avec les instituteurs et les fonctionnaires des contributions indirectes (21 septembre).*

Le ministre du Commerce prononce six révocations et diverses autres sanctions (23 septembre).

— Mort de M. Léon Bourgeois (29 septembre).

Allemagne. — *Le tribunal de Fribourg condamne à 5 000 marks d'amende l'aviateur français Coste, victime d'un accident, pour avoir survolé sans autorisation le territoire allemand (29 septembre).*

Tchéco-Slovaquie. — *Le gouvernement de Prague fait des démarches à Berlin dans le but d'engager des négociations pour la conclusion d'un traité d'arbitrage sur le modèle du pacte.*

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 32862.